



REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Vu la Constitution,

Vu la Loi Organique n°2018-010 du 11 mai 2018 modifiée et complétée par la Loi Organique n° 2019-002 du 15 février 2019 relative à l'élection des Députés à l'Assemblée nationale,

Vu l'Ordonnance n°2014-001 du 18 avril 2014 portant Loi Organique fixant les règles relatives au fonctionnement de l'Assemblée nationale, modifiée par la Loi Organique n° 2014-034 du 09 février 2015,

Vu la Loi n° 2011-012 du 09 septembre 2011 relative aux Partis politiques,

Vu la Loi n° 2011-013 du 09 septembre 2011 portant Statut de l'opposition et des Partis d'opposition, modifiée par la Loi n° 2021-006 du 19 juillet 2021 ;

Vu la Résolution n°001-2019/R du 19 août 2019 portant Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale, modifiée par la Résolution n°001-2024/R du 11 juillet 2024 ;

Vu la Décision de la Haute Cour Constitutionnelle n°10-HCC/D3 du 11 juillet 2024 relative au Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale,

A ADOPTE LE REGLEMENT INTERIEUR DONT LA TENEUR SUIT :

TITRE PREMIER ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

CHAPITRE I

DES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET DE SES LANGUES DE TRAVAIL

Article premier. - Les dispositions énoncées ci-après constituent le Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale tel prévu à l'article 79 de la Constitution.

Article 2. - L'Assemblée nationale est composée de 163 membres élus.

Les membres de l'Assemblée nationale portent le titre de « Député de Madagascar ».

Article 3. - L'Assemblée nationale siège dans son Palais sise à Tsimbazaza. Cependant, en cas de situation exceptionnelle, son siège peut être transféré en tout autre lieu de la République sur décision du Bureau Permanent. Le siège de l'Assemblée nationale est inviolable.

Article 4. - Les Députés sont élus pour cinq ans suivant l'article 69 alinéa 1 de la Constitution.

Article 5 - Le malagasy et le français sont les langues de travail de l'Assemblée nationale.

Les Projets, Propositions de loi, Propositions de résolution, rapports de Commission, amendements, questions orales, questions écrites, interpellations,

pétitions, auditions en commission et tout acte relevant de la compétence de l'Assemblée nationale peuvent être rédigés en malgache ou en français. Si le texte original déposé n'est pas accompagné de sa traduction dans la langue qui n'est pas celle de l'original, les services de l'Assemblée nationale assurent cette traduction.

En cas de contestation sur le sens d'un texte, la langue de l'original fait foi.

L'original du procès-verbal des travaux de l'Assemblée nationale comprend les textes et interventions en malgache et la traduction des textes et interventions en français et vice versa.

CHAPITRE II

DE LA SEANCE INAUGURALE ET DU BUREAU D'AGE

Article 6.- L'Assemblée nationale se réunit de plein droit en session spéciale, le deuxième mardi qui suit la proclamation des résultats de son élection par la Haute Cour Constitutionnelle.

Son Ordre du Jour comprend l'adoption du Règlement Intérieur, s'il y a lieu, l'élection du Président de l'Assemblée nationale, la mise en place des membres du Bureau Permanent et la formation des Commissions.

Les Groupes Parlementaires sont constitués après l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

Article 7.- A l'ouverture de la première séance de la législature, le Député le plus âgé parmi les membres présents ayant à ses côtés le plus jeune Député, dirige les séances jusqu'à l'élection du Président.

Le plus jeune Député présent remplit les fonctions de secrétaire jusqu'à la proclamation de l'élection des membres du Bureau permanent.

Aucun débat dont l'objet est étranger à l'adoption du Règlement Intérieur ainsi qu'à l'élection du Président de l'Assemblée nationale ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge.

Article 8.- Le doyen d'âge lit devant l'Assemblée nationale l'arrêt de la Haute Cour Constitutionnelle portant proclamation des résultats des élections législatives. Il en ordonne l'affichage immédiat et la publication à la suite du compte rendu intégral de la séance.

Article 9.- Le Président d'âge annonce à l'Assemblée les communications relatives, le cas échéant, aux excuses présentées par les députés absents. Il demande ensuite au secrétaire de procéder à l'appel des membres de l'Assemblée nationale et constate le quorum après avoir annoncé le nombre de Député inscrits, présents, absents ou excusés.

La même procédure est applicable en cas de vacance de la présidence de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE III

DU MANDAT, DE LA DEMISSION, DE LA DECHEANCE ET DES VACANCES

Article 10. - Le mandat de Député est incompatible avec l'exercice de tout autre mandat public électif et de tout emploi public, excepté l'enseignement.

Article 11. - Tout Député peut se démettre volontairement ou être démis d'office selon les cas prévus par la loi.

Les démissions sont adressées au Président qui en donne connaissance à l'Assemblée dans la plus prochaine séance et les notifie à la Haute Cour Constitutionnelle.

Lorsqu'un membre de l'Assemblée nationale manque au cours de son mandat à la totalité des séances de l'une des deux sessions ordinaires, sans excuse valable admise par l'Assemblée nationale, il est déclaré démissionnaire d'office par cette dernière.

Sont considérés comme excuses valables :

- la maladie attestée par un certificat médical délivré par un médecin exerçant dans un Hôpital public ;
- la mission officielle attestée par un Ordre de mission ;
- les évènements familiaux.

La démission d'un Député est constatée dans tous les cas par la Haute Cour Constitutionnelle saisie à cet effet par le Bureau de l'Assemblée nationale. Il est remplacé d'office par son colistier suivant.

Article 12.- En vertu de l'article 71 alinéa 2 de la Constitution et de l'article 51 alinéa 3 de la Loi Organique n° 2019-002 du 15 février 2019, le Député nommé membre du Gouvernement est suspendu d'office de son mandat. Il peut reprendre la fonction de Député à l'exclusion de toute démission, s'il est limogé avant le terme de son mandat.

Article 13.- Le Président informe l'Assemblée, dès qu'il en a connaissance, des vacances survenues pour l'une des causes prévues par les dispositions de l'article 51 de la Loi Organique n° 2019-002 du 15 février 2019 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi Organique n° 2018 – 010 du 11 mai 2018 relative à l'élection des Députés à l'Assemblée nationale. Il saisit la Haute Cour Constitutionnelle dans les sept (07) jours de la vacance. La Haute Cour Constitutionnelle nomme le colistier suivant.

Au cas où le remplacement n'est plus possible, il est procédé à une élection partielle, au plus tard dans un délai de quatre (04) mois.

Les noms des nouveaux Députés nouvellement nommés sont annoncés à l'Assemblée nationale à l'ouverture de la prochaine séance, conformément à l'arrêt de la Haute Cour Constitutionnelle.

Il en est de même pour les noms des Députés élus à la suite d'élections partielles.

Hors session et dans l'attente de l'annonce prévue aux alinéas précédents, le Président prend acte de la communication des noms des nouveaux nommés ou élus.

CHAPITRE IV

DU BUREAU PERMANENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

COMPOSITION ET MODE D'ELECTION

Article 14 Le Bureau Permanent de l'Assemblée nationale se compose de :

- un (01) Président ;
- sept (07) Vice-présidents, dont six (06) au titre de chaque Faritany et un pour l'opposition parlementaire en application de l'article 78 alinéa 2 de la Constitution ;
- trois (03) Questeurs ;
- un (01) Rapporteur Général et un (01) Rapporteur Général Adjoint.

La composition du Bureau doit refléter la configuration politique de l'Assemblée nationale

Seul le Règlement Intérieur déclaré conforme à la Constitution par la Haute Cour Constitutionnelle est applicable pour l'élection du Bureau Permanent.

Article 15.- Au cours de la session spéciale se tenant le deuxième mardi qui suit la proclamation des résultats des élections, le doyen d'âge invite l'Assemblée nationale à procéder à l'élection de son Président.

Pour cette élection, ainsi que celle des autres membres du Bureau permanent, l'Assemblée nationale ne siège valablement qu'à la majorité absolue des membres qui la composent.

Les candidatures pour le poste du Président sont déposées auprès du Secrétariat Général à cet effet trois heures au moins avant l'heure fixée pour le scrutin.

Le Président de l'Assemblée nationale est élu, pour la durée de la législature, au scrutin secret uninominal, à deux tours. Si la majorité absolue des suffrages exprimés n'a pas été acquise au premier tour, la majorité simple, entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour suffit au second tour et en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

Des scrutateurs, choisis par l'Assemblée, dépouillent le scrutin dont le doyen d'âge proclame le résultat qui est consigné dans un procès-verbal signé par les scrutateurs et les secrétaires de séance.

Le Président entre immédiatement en fonction.

Article 16.- Les autres membres du Bureau sont élus, pour la durée de la législature, au cours des séances qui suivent l'élection du Président.

Le scrutin a lieu séparément pour chacune de ces fonctions.

Les candidatures doivent être déposées au Secrétariat Général de l'Assemblée, au plus tard trois heures avant celle fixée pour l'ouverture de chaque tour de scrutin.

Si à l'ouverture de la séance aucune contestation n'a été soulevée, il est procédé sans autre formalité au scrutin. En cas de contestation, la séance est suspendue, et le scrutin ne peut avoir lieu qu'une heure après.

Pour l'élection des autres membres du Bureau, le Président est assisté des six plus jeunes membres de l'Assemblée, non-candidats qui remplissent les fonctions de secrétaires. Ils contrôlent les appels nominaux et le dépouillement du scrutin. Il est aidé par deux scrutateurs, non-candidats au Bureau Permanent, désignés par l'Assemblée nationale.

L'élection des autres membres du Bureau Permanent est proclamée par le Président de l'Assemblée nationale. Ce Bureau Permanent entre immédiatement en fonction.

En cas de vacance, il est pourvu au remplacement selon la même procédure.

Les membres du Bureau Permanent sont élus au scrutin secret uninominal, à deux tours. Si la majorité absolue des suffrages exprimés n'a pas été acquise au premier tour, la majorité simple, entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour suffit au second tour et en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

Le bulletin unique utilisé est composé d'autant de feuillets que de Faritany pour l'élection des Vice-présidents, et d'autant de feuillets comportant les noms de tous les candidats pour chaque fonction. Ceux des candidats s'étant désistés doivent être enlevés.

Le bulletin unique ne doit faire apparaître aucun autre signe apparent ni numéro de série.

Outre le Vice-président pour l'opposition parlementaire, les membres du Bureau Permanent peuvent être démis de leurs fonctions respectives en tant que membres du Bureau Permanent pour motif grave par un vote des deux tiers des Députés.

Article 17.- Les Vice-Présidents suppléent le Président en tant que de besoin. L'ordre de suppléance est établi par le Président.

L'ordre de préséance des Vice-Présidents sera déterminé par l'âge.

Article 18.- Après l'élection du Bureau permanent, le Président de l'Assemblée nationale en notifie la composition au Président de la République et aux autres Chefs d'Institution.

CHAPITRE V

DES POUVOIRS DU BUREAU PERMANENT

Article 19.- Le Président de l'Assemblée convoque et préside les réunions de l'Assemblée en séance plénière ainsi que les réunions du Bureau permanent et de la Conférence des présidents. Il dirige les débats.

Il est le Chef de l'administration de l'Assemblée nationale.

Article 20.- Le Président veille à la sécurité intérieure et extérieure de l'Assemblée nationale. Il peut à cet effet requérir la force publique et toutes les autorités dont il juge le concours nécessaire. Elles sont placées sous ses ordres.

Le Président assure la police de l'Assemblée nationale. Il peut faire expulser de la salle des séances ou faire arrêter toute personne qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en fait dresser procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 21.- Le Président est ordonnateur du budget de l'Assemblée nationale. Il peut déléguer ce pouvoir à l'un des Vice-Présidents.

Dans l'intervalle des sessions, en l'absence du Président, celui-ci pourra déléguer ses pouvoirs pour le représenter et pour assurer l'expédition des affaires courantes à l'un des Vice-Présidents.

Le Président dispose d'un cabinet, dirigé par un Directeur de cabinet, composé de six Assistants techniques et de six conseillers techniques nommés par lui.

Article 22.- Outre le Vice- président chargé de l'opposition parlementaire, les attributions de chacun des six Vice - présidents seront fixées par arrêté du Président, les rendant responsables de l'un des domaines ci-après :

- Juridique, Sécurité et Défense Nationale ;
- Relations avec l'Extérieur ;
- Économie et Finances ;
- Capital humain ;
- Industrialisation et Énergie ;
- État de droit et Bonne Gouvernance ;

Article 23.- Chaque Vice-Président dispose d'un Cabinet, dirigé par un Directeur de cabinet, composé de cinq Assistants techniques et de cinq Conseillers Techniques nommés par le Président de l'Assemblée nationale sur proposition du Vice-Président.

Article 24.- Les Questeurs, sous la haute direction du Bureau, sont chargés des services financiers et administratifs. Aucune dépense nouvelle ne peut être engagée sans leur avis préalable.

Le Premier Questeur est responsable de l'Administration et du personnel de l'Assemblée nationale. Il est chargé de l'élaboration et de l'exécution du budget. En cas d'empêchement, l'intérim est assuré par le deuxième Questeur.

Le deuxième Questeur est chargé des relations publiques et des affaires législatives.

Le troisième Questeur assure la bonne gouvernance et la transparence de l'Assemblée nationale.

Au début de la première session ordinaire de chaque année, le Premier Questeur chargé du budget, de l'Administration et du personnel présente le compte d'administration des crédits de l'exercice de l'année précédente à la Commission des Finances et du Budget. Cette Commission donne quitus au Questeur de sa gestion ou rend compte à l'Assemblée.

Les Questeurs disposent de l'administration de l'Assemblée nationale.

Chaque Questeur dispose d'un cabinet, dirigé par un Directeur de cabinet, composé de cinq Assistants Techniques et de cinq Conseillers Techniques nommés par le Président de l'Assemblée nationale sur proposition du Questeur.

Chaque Rapporteur Général dispose d'un Cabinet dirigé par un Directeur de cabinet, composé de cinq Assistants Techniques et de cinq Conseillers Techniques nommés par le Président de l'Assemblée nationale sur proposition du Rapporteur.

Un Assistant Technique ou un Conseiller Technique pouvant être remplacé par deux Assistants Techniques ou deux Conseillers Techniques non Permanents.

Chaque Député dispose de cinq Assistants Parlementaires et de cinq Conseillers Techniques nommés par le Président de l'Assemblée nationale sur proposition du Député.

Article 25.- Le Bureau Permanent de l'Assemblée nationale dispose de tous pouvoirs pour régler les délibérations de l'Assemblée nationale et pour organiser et diriger tous les services dans les conditions déterminées par le présent Règlement.

Il représente l'Assemblée nationale dans toutes les cérémonies publiques.

Article 26.- Nulle personne étrangère à l'Assemblée nationale, si elle n'est pas autorisée ou invitée par le Président de l'Assemblée nationale, ne peut s'introduire dans l'enceinte réservée aux Députés.

Seules les personnes munies d'une Carte d'Identité sont admises dans la partie affectée au public dans la limite de sa capacité.

Toute personne qui donne des marques d'approbation ou de désapprobation ou qui contrevient aux dispositions des alinéas précédents est expulsée sur-le-champ par les huissiers ou agents chargés du maintien de l'ordre.

Toute introduction d'armes blanches ou à feu est strictement interdite à l'enceinte de l'Hémicycle.

Article 27.- Toute attaque personnelle, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre, toute interpellation de collègue à collègue est interdite.

Si l'Assemblée est tumultueuse, le Président peut annoncer qu'il va suspendre la séance. Si le calme ne se rétablit pas, il suspend la séance. Lorsque la séance est reprise, si les circonstances l'exigent à nouveau, le Président lève la séance et les Députés quittent la salle.

Article 28.- Selon les dispositions de l'article 73 alinéa 4 de la Constitution, toute personne justifiant d'un intérêt peut saisir par écrit le Bureau permanent de l'Assemblée nationale pour mettre en cause un Député. Le Bureau ainsi saisi doit y apporter une réponse circonstanciée dans un délai de trois mois.

La doléance doit faire l'objet d'un écrit adressé au Bureau permanent qui en donne la saisie appropriée.

Article 29.- Le Bureau Permanent détermine par des textes spécifiques, l'organisation et le fonctionnement des services de l'Assemblée nationale, les modalités d'application, d'interprétation et d'exécution, par les différents services, des dispositions du présent Règlement, ainsi que le statut du personnel et les rapports entre l'administration de l'Assemblée et les organisations professionnelles du personnel.

Article 30.- Les services de l'Assemblée nationale sont assurés exclusivement par un personnel nommé dans les conditions déterminées par le Bureau. Est interdite, en conséquence, la collaboration à caractère permanent de tout fonctionnaire relevant d'une administration extérieure à l'Assemblée, à l'exception des personnels militaires mis à disposition par le Gouvernement.

Article 31.- La nomination aux hauts emplois de l'Assemblée nationale relève du Président de l'Assemblée nationale sur proposition du Bureau permanent.

CHAPITRE VI DES GROUPES PARLEMENTAIRES

Article 32.- Les Députés peuvent se grouper par affinités politiques au sein d'un groupe parlementaire ; aucun groupe parlementaire ne peut comprendre moins de quinze membres, non compris les représentants apparentés.

Les Députés d'un même parti politique ou groupement politique ne peuvent se constituer qu'en un seul Groupe Parlementaire.

Les Groupes Parlementaires se constituent en remettant au Président de l'Assemblée nationale une déclaration politique signée de leurs membres, accompagnée de la liste des membres et des députés apparentés et du nom du Président du Groupe. La déclaration peut mentionner l'appartenance du Groupe à l'opposition.

Un Député ne peut faire partie que d'un seul Groupe Parlementaire.

Article 33.- Conformément à l'article 72 de la Constitution, tout Député est tenu d'adhérer au Groupe Parlementaire du Groupe politique au nom duquel il s'est fait élire.

Le Député élu sans appartenance à un parti peut adhérer au groupe parlementaire de son choix au sein de l'Assemblée. Il compte pour le calcul des sièges accordés aux Groupes dans les Commissions désignées par les articles 43 et 47.

Les Députés élus sans appartenance à un parti politique et qui souhaitent rester en dehors des Groupes Parlementaires constitués sont des non-inscrits.

Article 34.- Les Groupes constitués conformément à l'article précédent peuvent assurer leur service intérieur par un secrétariat administratif dont ils règlent eux-mêmes le recrutement et le mode de rétribution : le statut, les conditions d'installation matérielle de ces secrétariats et les droits d'accès et de circulation de leurs personnels dans le palais de l'Assemblée nationale sont fixés par le Bureau permanent de l'Assemblée nationale sur proposition des Questeurs.

Article 35.- Les modifications à la composition d'un groupe parlementaire sont portées à la connaissance du Président de l'Assemblée nationale sous la signature du Député intéressé s'il s'agit d'une démission, sous la signature du Président du Groupe s'il s'agit d'une radiation et sous la double signature du Député et du Président du Groupe s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement.

Article 36.- Est interdite, la Constitution, dans les formes prévues à l'article 32, de Groupes de défense d'intérêts particuliers locaux ou professionnels.

Il est interdit à tout Député, sous les peines disciplinaires prévues au Chapitre XIII du Titre I, d'adhérer à une association ou à un groupement de défense d'intérêts particuliers locaux ou professionnels ou de souscrire à son égard des engagements concernant sa propre activité parlementaire, lorsque cette adhésion ou ces engagements impliquent l'acceptation d'un mandat impératif.

Article 37.- En application de l'article 72 de la Constitution, sous peine de déchéance, prononcée par la Haute Cour Constitutionnelle, tout Député ne peut changer de parti ou de groupe de partis autre que celui au nom duquel il s'est fait élire durant son mandat, sauf à siéger comme indépendant durant tout son mandat.

La déchéance d'un Député peut également être prononcée par la Haute Cour Constitutionnelle s'il dévie de la ligne de conduite de son Groupe Parlementaire à la demande du Président du Groupe.

La saisine de la Haute Cour Constitutionnelle aux fins de déchéance sera effectuée selon le cas par le Président de l'Assemblée nationale ou le Président du Groupe Parlementaire concerné.

Toutefois, la saisine de la Haute Cour Constitutionnelle aux fins de déchéances ne sera effectuée qu'après deux rappels à l'ordre écrits adressés à l'endroit du Député désobéissant par le Président de son groupe ou Parti d'appartenance.

Lorsqu'une décision de déchéance d'un Député élu est prise par la Haute Cour Constitutionnelle, celle-ci est notifiée au Président de l'Assemblée qui en prend acte par un avis inséré au Journal Officiel et en informe l'Assemblée à la prochaine session qui suit.

Les règles de remplacement sont régies par l'article 51 nouveau de la Loi Organique n° 2018- 010 du 11 mai 2018 et de l'article 6 in fine de l'Ordonnance n° 2014-001 du 18 avril 2014.

CHAPITRE VII DES GROUPES D'AMITIE PARLEMENTAIRES

Article 38.- Des Groupes d'amitié parlementaire peuvent être créés au sein de l'Assemblée nationale, en accord avec la politique étrangère de l'Etat Malagasy.

Les Groupes d'amitié parlementaire sont destinés à créer ou à développer les liens d'amitié avec les parlements étrangers.

Article 39.- La création d'un Groupe d'amitié appartient au Bureau permanent de l'Assemblée nationale après échange de lettres d'intentions avec le parlement étranger sur proposition d'un ou plusieurs Députés.

Un Groupe d'amitié est effectivement créé à partir de l'adhésion d'au moins dix Députés.

CHAPITRE VIII DES ASSEMBLEES INTERPARLEMENTAIRES

Article 40.- L'Assemblée nationale peut adhérer à des Assemblées interparlementaires que ce soit à vocation régionale, mondiale ou thématique.

Article 41.- L'intention d'adhérer à une Assemblée interparlementaire doit être approuvée par le Bureau Permanent.

CHAPITRE IX DES NOMINATIONS PERSONNELLES

Article 42.- Lorsqu'en vertu des dispositions constitutionnelles, légales ou réglementaires, l'Assemblée nationale doit fonctionner comme un corps électoral d'une autre Assemblée, d'une Commission, d'un organisme ou de membres d'un organisme quelconque, il est procédé à ces nominations personnelles, sauf dispositions contraires du texte constitutif et sous réserve des modalités particulières prévues par celui-ci, dans les conditions prévues au présent Chapitre.

Article 43.- Lorsque le texte constitutif impose la représentation proportionnelle des Groupes ou la représentation des candidats par des Commissions de l'Assemblée, le Président de l'Assemblée nationale invite les Présidents des Groupes ou des Commissions intéressées à lui faire connaître, dans un délai qu'il fixe, les noms des candidats qu'ils proposent.

A l'expiration du délai, les candidatures transmises au Président de l'Assemblée nationale sont communiquées à l'Assemblée.

L'Assemblée nationale est appelée à ratifier la liste présentée. Si la liste n'est pas ratifiée, une nouvelle liste doit être présentée.

Article 44.- Dans les autres cas que ceux prévus à l'article précédent, le Président de l'Assemblée nationale informe celle-ci des nominations auxquelles il doit être procédé et fixe le délai pour le dépôt de candidature. Lorsque l'Assemblée ne tient pas séance, il est procédé par publication par des moyens appropriés.

Si le texte constitutif ne précise pas les modalités de nomination par l'Assemblée ou de présentation des candidats par des Commissions nommément désignées, le Président de l'Assemblée confie à une ou à plusieurs Commissions permanentes, le cas échéant après consultation des présidents de celles-ci, le soin de présenter ces candidatures.

Si, à l'expiration du délai, le nombre des candidats est égal au nombre des sièges à pourvoir, et si le texte constitutif ne dispose pas qu'il y a lieu à scrutin, la liste est considérée comme ratifiée par l'Assemblée nationale.

Si le nombre des candidats est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, un nouveau délai doit être accordé aux Groupes Parlementaires pour le dépôt d'une candidature supplémentaire. Si, à l'expiration du délai fixé pour le dépôt des candidatures, le nombre de candidats est supérieur au nombre de sièges à pourvoir, ou si, avant la nomination, une opposition a été formulée par vingt députés au moins, l'Assemblée nationale procède, à la date fixée par la Conférence des Présidents, à la nomination par un vote secret, suivant le cas, au scrutin uninominal ou plurinominal.

Sont valables, les suffrages exprimés dans les enveloppes ne contenant pas plus de noms qu'il y a de membres à nommer.

La majorité absolue de suffrages exprimés est requise au premier tour de scrutin ; au deuxième tour, la majorité relative suffit et, en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est nommé.

Article 45.- Lorsque le texte constitutif prévoit la nomination par une Commission de l'Assemblée nationale, le Président de l'Assemblée nationale, saisi par l'autorité intéressée, transmet la demande de désignation à la Commission compétente.

Les noms des Députés désignés sont portés à la connaissance de l'autorité intéressée par l'intermédiaire du Président de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE X DES COMMISSIONS PERMANENTES

SECTION I COMPOSITION ET MODE D'ELECTION

Article 46.- Après l'élection de son Bureau, l'Assemblée nationale forme les 32 Commissions permanentes suivantes, composées de 15 membres au moins et de vingt-cinq (25) membres au plus.

1. Commission de la Défense Nationale;
2. Commission des Affaires Étrangères ;
3. Commission Juridique ;
4. Commission de la Décentralisation ;
5. Commission Économie et Finances ;
6. Commission de l'Intérieur ;
7. Commission de la Sécurité publique ;
8. Commission de l'Industrialisation;
9. Commission de l'Agriculture et de l'Élevage ;
10. Commission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
11. Commission de l'Éducation Nationale ;
12. Commission de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle ;
13. Commission de la Santé publique et du Planning familial ;
14. Commission de la Population et de la Solidarité
15. Commission du Tourisme et de l'Artisanat ;
16. Commission du Développement Numérique, des Postes et des Télécommunications ;
17. Commission de l'Énergie, des Hydrocarbures, de l'Électrification rurale et des Ménages;
18. Commission des Travaux Publics ;
19. Commission des Transports et de la Météorologie ;
20. Commission du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique ;
21. Commission de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ;
22. Commission de la Pêche et de l'Économie Bleue ;
23. Commission des Mines ;
24. Commission de la Communication et de la Culture ;
25. Commission de la Jeunesse et Sports ;
26. Commission de l'Environnement et du Développement Durable ;
27. Commission de la Gendarmerie Nationale ;
28. Commission de l'Aménagement du Territoire, des Nouvelles Villes et de l'Habitat ;
29. Commission de la Bonne gouvernance, de la Transparence, de la redevabilité et de la lutte contre la Corruption ;
30. Commission du Commerce ;
31. Commission de l'Évaluation des Politiques Publiques ;
32. Commission du Climat des Affaires, de la promotion de l'entrepreneuriat et des investissements.

Il est institué au sein de chaque Commission permanente une Sous-commission chargée du suivi et du contrôle.

Tout Député a l'obligation, au début de la législature d'adhérer à trois Commissions de son choix.

Article 47.- La formation des Commissions permanentes se fait selon le système de la représentation proportionnelle par rapport à l'effectif des Groupes Parlementaires.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier ci-dessus, les Députés n'appartenant pas à des Groupes parlementaires ont la possibilité d'adhérer à une Commission permanente de leur choix.

Le représentant d'un Groupe peut se faire remplacer avec pleine capacité par un autre membre de ce même Groupe. A cet effet, il doit remettre un mandat écrit à son remplaçant. Un Député ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 48.- Dès leur constitution, les Commissions permanentes sont convoquées par le Président de l'Assemblée en vue de procéder à la nomination de leur Bureau.

Le Bureau de chaque Commission est composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Rapporteur et d'un Rapporteur Adjoint.

Un Député ne peut être Président de plus d'une Commission.

Article 49.- Le Président de chaque Commission, dont l'un au moins appartient à un Groupe Parlementaire d'opposition, est élu en Séance plénière. Chaque Commission est convoquée par son Président à l'effet d'élire les autres membres de Bureau.

Seule la Commission des Finances et du Budget a un Rapporteur qui est élu en Assemblée plénière.

Les membres du Bureau ne peuvent présider aucune Commission.

SECTION II

DES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Article 50.- Les Commissions sont saisies par la Conférence des Présidents, prévue à l'article 58, pour toutes les affaires rentrant dans leur compétence.

Toutefois, elles peuvent s'auto-saisir afin d'examiner certains sujets qui relèvent de leurs compétences. Dans ce dernier cas, le Président de la Commission concernée doit informer au préalable le Président de l'Assemblée nationale.

En cours de session, elles sont convoquées par le Président de l'Assemblée nationale lorsque le Gouvernement le demande. Elles doivent alors être convoquées quarante-huit heures au moins avant leur réunion; elles peuvent être exceptionnellement réunies dans un délai plus bref si l'ordre du jour de l'Assemblée l'exige. Le délai de quarante-huit heures est porté à une semaine hors session. Les convocations doivent préciser l'Ordre du Jour.

Sous réserve des règles fixées par la Constitution, les Lois organiques et le présent Règlement, chaque Commission est maîtresse de ses travaux.

Une affaire ne peut faire l'objet que d'un seul rapport portant sur le fond.

Les autres Commissions peuvent demander à donner leur avis sur la même affaire.

Article 51.- Quand l'Assemblée tient séance, les Commissions permanentes ne peuvent se réunir que pour terminer l'examen d'un texte inscrit à l'Ordre du Jour.

Les Commissions sont convoquées à la diligence de leurs Présidents respectifs. Le Président de Commission organise les travaux de la Commission. Son Bureau a tous pouvoirs pour régler les délibérations.

Article 52.- La présence des commissaires aux réunions des Commissions est obligatoire.

L'absence non justifiée d'un commissaire aux séances de la Commission dont il est membre fait l'objet d'une demande d'explication du Président de la Commission.

Au-delà de deux absences mensuelles et réserve faite des réunions de Commission se tenant alors que l'Assemblée tient séance ou de la présence au même moment du Député dans une autre Commission permanente, chaque absence d'un commissaire à une Commission convoquée, en session ordinaire donne lieu à une retenue de 25 % sur le montant mensuel de son indemnité de fonction. Les services compétents de l'Assemblée nationale sont informés des absences par les Présidents des Commissions permanentes. Le présent alinéa ne s'applique pas aux membres du Bureau de l'Assemblée.

Article 53.- Tout Député a le droit d'assister aux séances des Commissions et de participer à leurs débats. Toutefois, seuls les membres de la Commission et leurs mandants ont le droit de participer aux votes.

Au cours de toute discussion, lorsque les éléments d'information sont jugés suffisants, un commissaire peut toujours demander la clôture des débats. Sa demande est mise aux voix et si elle est acceptée par la majorité des commissaires présents, la discussion est close. Un vote en sanctionne la clôture. Dans le cas contraire, les débats continuent.

Le Président peut retirer la parole à tout orateur qui s'écarte du sujet ou qui ne fait que des redites.

Dans tous les cas, le débat organisé peut toujours être instauré.

Le Gouvernement doit être tenu informé de l'Ordre du Jour des travaux des Commissions de l'Assemblée nationale et se faire représenter à chaque séance de travail.

En cas d'empêchement majeur, les Ministres intéressés qui doivent prendre part aux travaux des Commissions, peuvent se faire représenter par des techniciens capables d'engager la responsabilité du Ministre. Tout membre du Gouvernement peut assister aux séances des Commissions et se faire entendre par elles.

Article 54.- L'accès dans la salle de réunion est interdit à toute personne étrangère aux travaux de la Commission.

Le Bureau de chaque Commission peut demander l'audition d'un membre du Gouvernement.

Chaque Commission peut convoquer toutes les personnes qui leur paraissent utiles de consulter.

En outre, les Commissions peuvent organiser des auditions publiques pour les matières entrant dans leurs compétences.

Article 55.- Les Commissions sont toujours en nombre pour discuter mais la présence de la moitié plus un de leurs membres est nécessaire pour la validité de leurs votes.

Si ce quorum n'est pas atteint avant le vote, la séance de la Commission est suspendue pour une durée d'une demi-heure ; à sa reprise, le vote devient valable quel que soit le nombre des votants.

Article 56.- Les décisions des Commissions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le dispositif des rapports est distribué aux membres de l'Assemblée nationale.

Article 57.- A l'issue de chaque réunion, un rapport est publié, faisant état des:

- a) noms des membres présents, excusés ou absents ;
- b) travaux préparatoires du Rapporteur ;
- c) interventions prononcées devant elle ;
- d) décisions de la commission, le résultat des votes et, le cas échéant, la suspension d'un vote faute de quorum.

Le Président de la République de Madagascar, les membres de l'Assemblée nationale, du Gouvernement, du Sénat et de la Haute Cour Constitutionnelle ont la faculté de prendre communication, sur place, des rapports et documents qui leur sont remis par les Commissions.

Quatre exemplaires de ces rapports et documents sont déposés au fur et à mesure aux archives de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE XI

CONFERENCE DES PRESIDENTS - ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE ET ORGANISATION DES DEBATS

Article 58.- Sous réserve de l'application des dispositions des articles 75, 76 et 86, alinéa 3 de la Constitution, l'Ordre du Jour des travaux de l'Assemblée nationale est établi par l'Assemblée sur proposition de la Conférence des Présidents, composée :

- du Président de l'Assemblée nationale, Président ;
- des membres du Bureau permanent ;
- du Président de chacune des Commissions permanentes ou le Vice-président ou le Rapporteur ;
- du Président ou des représentants de chaque Groupe Parlementaire dont le nombre est déterminé en fonction de celui des membres du Groupe et selon le système de la représentation proportionnelle.

Le Gouvernement est avisé par le Président de l'Assemblée nationale du jour et de l'heure de la conférence. Il peut s'y faire représenter par l'un de ses membres.

Les Projets et les Propositions soumis aux délibérations de l'Assemblée nationale doivent être examinés par elle lors de la session au cours de laquelle ils ont été déposés ou, au plus tard, au cours de la session suivante, sauf pour les exceptions prévues par la Constitution.

La priorité est donnée dans l'ordre fixé par le Gouvernement en application de l'article 86 alinéa 3 de la Constitution.

Deux semaines de séance sur quatre sont réservées à l'examen des textes et aux débats dont le Gouvernement demande l'inscription à l'Ordre du Jour.

Trois jours de séance par mois sont réservés à un Ordre du Jour arrêté par l'Assemblée à l'initiative des Groupes d'opposition ainsi qu'à celle des Groupes minoritaires.

Les Propositions de la Conférence des Présidents sont affichées, distribuées et soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale qui peut les modifier, notamment quant au nombre et au rang des affaires dont l'inscription à l'Ordre du Jour est proposée, sauf en ce qui concerne les Projets déposés par le Gouvernement ou les Propositions acceptées par lui qui ont priorité.

Les Propositions de loi et amendements formulés par les Députés sont portés à la connaissance du Gouvernement, lequel dispose pour formuler ses observations d'un délai de trente jours pour les propositions et quinze jours pour les amendements. A l'expiration de ce délai, l'Assemblée nationale peut procéder à l'examen de la proposition ou de l'amendement.

Article 59.- L'organisation de la discussion des textes soumis à l'Assemblée nationale peut être décidée par la Conférence des Présidents. Si cette organisation est décidée, il y est procédé par les soins de ladite Conférence.

La Conférence peut fixer la durée de la discussion générale dans le cadre des séances prévues par l'Ordre du Jour, indiquer la répartition des temps de parole dans le cadre de séances prévues. Ce temps est réparti par le Président de l'Assemblée entre les Groupes, de manière à garantir à chacun d'eux, en fonction de la durée du débat, un temps minimum identique. Les Députés n'appartenant à aucun Groupe disposent d'un temps global de parole proportionnel à leur nombre. Le temps demeurant disponible est réparti par le Président entre les Groupes en proportion de leur importance numérique.

Les inscriptions de parole dans la discussion générale sont faites par les Présidents des Groupes, qui indiquent au Président de l'Assemblée l'ordre dans lequel ils souhaitent que les orateurs soient appelés ainsi que la durée de leurs interventions, qui ne peut être inférieure à cinq minutes.

Au vu de ces indications, le Président de l'Assemblée détermine l'ordre des interventions.

La conférence peut également fixer la durée maximale de l'examen de l'ensemble d'un texte. Dans ce cas, est applicable la procédure prévue aux alinéas suivants.

Un temps minimum est attribué à chaque groupe, ce temps étant supérieur pour les groupes d'opposition. Le temps supplémentaire est attribué à 60 % aux Groupes d'opposition et réparti entre eux en proportion de leur importance numérique.

Le reste du temps supplémentaire est réparti entre les autres groupes en Proportion de leur importance numérique. La conférence fixe également le temps de parole réservé aux Députés non-inscrits, lesquels doivent disposer d'un temps global au moins proportionnel à leur nombre.

Toutes les interventions des Députés, à l'exception de celles des Présidents des Groupes, dans la limite d'une heure par Président de Groupe ou, lorsque le temps réparti en application de l'alinéa 6 du présent article est supérieur à quarante heures, dans la limite de deux heures par Président de Groupe, du Président et du Rapporteur de la Commission saisie au fond et, le cas échéant, des Rapporteurs des Commissions saisies pour avis, sont décomptées du temps réparti en application de l'alinéa 6. Est également décompté le temps consacré à des interventions fondées

sur l'article 71, alinéa 1, dès lors que le Président considère qu'elles n'ont manifestement aucun rapport avec le Règlement ou le déroulement de la séance. Est également décompté le temps consacré aux suspensions de séance demandées par le président d'un Groupe ou son délégué sur le fondement de l'article 71, alinéa 3, sans que le temps décompté puisse excéder la durée demandée.

Selon des modalités définies par la Conférence des Présidents, un président de groupe peut obtenir, de droit, que le temps programmé soit égal à une durée minimale fixée par la Conférence des Présidents.

Une fois par session, un Président de Groupe peut obtenir, de droit, un allongement exceptionnel de cette durée dans une limite maximale fixée par la Conférence des Présidents.

Si un Président de Groupe s'y oppose, la conférence ne peut fixer la durée maximale de l'examen de l'ensemble d'un texte lorsque la discussion en première lecture intervient moins de six semaines après son dépôt ou moins de quatre semaines après sa transmission.

Si la Conférence des présidents constate que la durée maximale fixée pour l'examen d'un texte est insuffisante, elle peut décider de l'augmenter.

Chaque Député peut prendre la parole, à l'issue du vote du dernier article du texte en discussion, pour une explication de vote personnelle de cinq minutes. Le temps consacré à ces explications de vote n'est pas décompté du temps global réparti entre les groupes, par dérogation à la règle énoncée à l'alinéa 7.

Les décisions de la Conférence des Présidents sont définitives.

Article 60. - Lorsqu'une Commission a adopté un rapport à la majorité absolue des membres la composant, elle peut demander à la Conférence des Présidents de proposer qu'il y ait lieu à débat restreint.

Si la Conférence décide de proposer qu'il y ait lieu à débat restreint, l'Assemblée nationale est saisie de sa proposition avec l'ordre du jour. L'Assemblée décide par un vote sans débat s'il y a lieu ou non à débat restreint.

Au cours du débat restreint, peuvent seuls intervenir en disposant chacun de cinq minutes par amendement les auteurs d'amendements, le Président et les Rapporteurs des commissions saisies ainsi qu'un membre du Gouvernement.

Le Président ne met aux voix que les amendements des articles et de l'ensemble du Projet ou de la Proposition.

Avant le vote sur l'ensemble, sont admises des explications sommaires de vote d'une durée de cinq minutes au maximum.

Article 61. - Ne peuvent faire l'objet d'un débat restreint :

- a) les Projets constitutionnels ;
- b) les Projets de loi renvoyés à l'Assemblée nationale par le Président de la République pour nouvelle délibération ;

- c) les Projets engageant la Politique Générale de l'Etat ;
- d) le Projet de Loi de Finances.

CHAPITRE XII

DE LA TENUE DES SEANCES PLENIERES

Article 62.- Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques.

Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article 77 de la Constitution, l'Assemblée peut décider de siéger à huis clos par un vote exprès et sans débat émis à la demande soit du Premier Ministre soit du quart de ses membres.

Lorsque le motif qui a donné lieu au huis clos a cessé, le Président consulte l'Assemblée sur la reprise de la séance publique.

L'Assemblée décide ultérieurement de la publication éventuelle du compte rendu des débats à huis clos. A la demande du Gouvernement, cette décision est prise à huis clos.

Article 63.- Le Président ouvre la séance, dirige les délibérations, fait observer le Règlement et maintient l'ordre. Il peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

La police de l'Assemblée est exercée par le Président.

Article 64.- Le procès-verbal de chaque séance est signé du Président et des secrétaires et déposé aux archives de l'Assemblée nationale en quatre exemplaires.

Les procès-verbaux contenant le compte rendu du débat font l'objet d'une publication dans le plus bref délai par les soins du Bureau permanent de l'Assemblée nationale.

Article 65.- Avant de passer à l'Ordre du Jour, le Président donne connaissance à l'Assemblée des excuses présentées par ses membres ainsi que des communications qui la concernent. Il peut en ordonner l'impression.

Article 66.- Aucun Député ne peut parler sans avoir demandé la parole au Président et l'avoir obtenue, même s'il est exceptionnellement autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres de l'Assemblée nationale qui demandent la parole sont inscrits suivant l'ordre de leur demande ; ils peuvent céder leur tour de parole à l'un de leurs collègues ou intervertir l'ordre de leurs inscriptions.

Le temps de parole de chaque orateur peut être limité par l'Assemblée.

L'orateur parle debout à la tribune ou à sa place ; dans ce dernier cas, le Président peut l'inviter à monter à la tribune. Les Rapporteurs des Commissions sont seuls autorisés à s'asseoir à la Tribune.

Quand le Président juge l'Assemblée suffisamment informée, il peut inviter l'orateur à conclure. Il peut également dans l'intérêt du débat, l'autoriser à poursuivre son intervention au-delà du temps qui lui est attribué.

L'orateur ne doit pas s'écarter de la question en discussion sinon le Président l'y rappelle. S'il ne défère pas à ce rappel, de même que si un orateur parle sans en avoir obtenu l'autorisation ou prétend poursuivre son intervention après avoir été invité à conclure, le Président peut lui retirer la parole. Dans ce cas, le Président ordonne que ses paroles ne figurent pas au procès-verbal, et ce, sans préjudice de l'application des sanctions disciplinaires prévues au Chapitre XIII du présent Titre.

S'il y a persistance dans le refus opposé à l'invitation du Président, l'orateur est rappelé à l'ordre.

Tout orateur invité par le Président à quitter la tribune et qui ne défère pas à cette invitation peut faire l'objet d'un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal et, le cas échéant, de la censure, dans les conditions prévues à l'article 105 du présent Règlement Intérieur.

Article 67.- Dans tous les débats pour lesquels le temps de parole est limité, les orateurs ne doivent, en aucun cas, excéder le temps de parole attribué à leur Groupe.

Lorsqu'un Groupe a épuisé le temps qui lui a été attribué, la parole est refusée à ses membres.

Un amendement déposé par un Député appartenant à un Groupe dont le temps de parole est épuisé est mis aux voix sans débat. Il en est de même pour les amendements déposés par un Député non inscrit, lorsque le temps alloué au Député non- inscrits est épuisé.

Le Président d'un Groupe dont le temps de parole est épuisé ne peut plus demander de scrutin public, excepté sur l'ensemble d'un texte.

Lorsque le Gouvernement ou la Commission saisie au fond, font usage de la faculté qui leur est reconnue par l'article 88, de déposer un ou plusieurs amendements après l'expiration du délai opposable aux Députés, dans le cadre du débat organisé, un temps supplémentaire est attribué à chaque groupe et aux Députés non-inscrits, à la demande d'un Président de Groupe, pour la discussion de l'article sur lequel l'amendement a été déposé ou, le cas échéant, de l'article additionnel.

Article 68.- Lorsqu'un membre du Gouvernement assiste aux séances de l'Assemblée nationale, il peut prendre part aux discussions et suivre le déroulement des votes.

Il peut se faire assister devant l'Assemblée nationale par des techniciens désignés par lui. Il doit tenir l'Assemblée informée de ces désignations.

L'Assemblée nationale peut entendre les techniciens du Gouvernement à la demande de celui-ci.

Article 69.- Les membres du Gouvernement, les Présidents et les Rapporteurs des Commissions saisies au fond obtiennent en priorité la parole quand ils la demandent.

Le Président peut autoriser un député à répondre au Gouvernement ou à la Commission. Lorsque l'avis du Gouvernement et celui de la Commission sont identiques, un seul orateur peut être autorisé à répondre.

Les Présidents et les Rapporteurs des Commissions peuvent se faire assister lors des discussions en séance publique, de fonctionnaires de l'Assemblée nationale choisis par eux.

Article 70.- En dehors des débats organisés conformément à l'article 59, et lorsqu'au moins deux orateurs d'avis contraire, sont intervenus dans la discussion générale, dans la discussion d'un article ou dans les explications de vote, la clôture immédiate de cette phase de la discussion peut être décidée par le Président, soit proposée par un membre de l'Assemblée. Toutefois, la clôture ne s'applique pas aux explications de vote sur l'ensemble.

Si la clôture de la discussion générale est proposée par un membre de l'Assemblée, la parole ne peut être accordée que contre la clôture et à un seul orateur, pour une durée n'excédant pas cinq minutes. Le premier des orateurs demeurant inscrits dans la discussion ou, à son défaut, l'un des inscrits dans l'ordre d'inscription, s'il demande la parole contre la clôture, a la priorité ; à défaut d'orateurs inscrits, la parole contre la clôture est donnée au député qui l'a demandée le premier.

Lorsque la clôture est demandée en dehors de la discussion générale, le Président consulte l'Assemblée, sans débat, à main levée.

Si la demande de clôture est rejetée, la discussion continue, mais la clôture peut être à nouveau demandée et il est statué sur cette nouvelle demande dans les conditions prévues ci-dessus.

Article 71.- Les rappels au Règlement et les demandes touchant au déroulement de la séance ont toujours priorité sur la question principale. Ils en suspendent la discussion. La parole est accordée à tout député qui la demande à cet effet soit sur le champ, soit, si un orateur a la parole, à la fin de son intervention.

Si l'intervention n'a aucun rapport avec le Règlement ou le déroulement de la séance, ou si elle remet en question l'ordre du jour fixé, le Président lui retire la parole.

Les demandes de suspension de séance sont soumises à la décision de l'Assemblée sauf quand elles sont formulées par le Gouvernement, par le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie au fond ou, personnellement et pour une réunion de Groupe, par le Président d'un Groupe ou son délégué dont il a préalablement notifié le nom au Président. Toute nouvelle délégation annule la précédente.

Lorsqu'un Député demande la parole pour un fait personnel, elle ne lui est accordée qu'en fin de séance.

Dans les cas prévus au présent article, la parole ne peut être conservée plus de deux minutes.

Article 72.- Avant de lever la séance, le Président fait part à l'Assemblée de la date et de l'ordre du jour de la séance suivante.

Il est établi, pour chaque Séance plénière, un compte rendu intégral.

Le compte rendu intégral est le procès-verbal de la séance. Il devient définitif si le Président de l'Assemblée n'a été saisi par écrit d'aucune opposition ou d'aucune demande de rectification vingt-quatre heures après sa publication. Les contestations sont soumises au Bureau de l'Assemblée, qui statue sur leur prise en considération après que l'auteur a été entendu par l'Assemblée pour une durée qui ne dépasse pas deux minutes.

Si la contestation est prise en considération par le Bureau, la rectification du procès-verbal est soumise par le Président au début de la première séance suivant la décision du Bureau, à l'Assemblée qui statue sans débat.

Article 73.- Le Président déclare la clôture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale à la fin de la dernière séance tenue le soixantième jour après le premier mardi du mois de Mai, et celle de la seconde session ordinaire, à la fin de la dernière séance tenue le soixantième jour après le troisième jour du mois d'Octobre. Si l'Assemblée ne tient pas séance, le Président constate la clôture par avis publié.

Dans le cadre d'une session extraordinaire, sur un Ordre du Jour déterminé, et convoquée par un Décret du Président de la République pris en Conseil des Ministres, soit à l'initiative du Premier Ministre, soit à la demande de la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, la durée de la session ne peut excéder douze jours. La session extraordinaire est ouverte et close par Décret du Président de la République.

Si la session extraordinaire a été convoquée à la demande de la majorité des Députés, le Décret de clôture intervient dès l'épuisement de l'Ordre du Jour.

En tout état de cause, le Président interrompt tout débat. Il ne peut donner la parole à aucun orateur et lève sur-le-champ la séance.

SECTION I

DE LA PROCEDURE DE DISCUSSION EN SEANCE PLENIERE

Article 74.- Les délibérations de l'Assemblée ne sont valables qu'autant que la moitié plus un de ses membres en exercice est présente.

Lorsque, en cours de session, les membres présents ne forment pas la majorité de l'Assemblée, les délibérations sont renvoyées au lendemain ; elles sont alors valables quel que soit le nombre des votants.

Article 75.- Aucun Projet ou Proposition de loi ne peut être soumis aux délibérations de l'Assemblée sans avoir au préalable fait l'objet d'un rapport de la Commission compétente.

Article 76.- Le Président ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question et y ramener.

S'il veut prendre part aux débats, il doit avant le début de la séance avoir confié à l'un des Vice - Présidents le soin de présider.

Il ne pourra reprendre le fauteuil présidentiel qu'à la séance suivant celle où le débat auquel il a pris part a été épuisé.

Article 77.- La parole est accordée par priorité sur la question principale et immédiatement après tout Député qui la demande pour un rappel au Règlement. Si, manifestement, cette intervention n'a aucun rapport avec le Règlement, le Président peut lui retirer la parole et lui appliquer les dispositions de l'article 101 du présent Règlement Intérieur.

La parole est également accordée, mais seulement en fin de séance et pour cinq minutes, à tout Député qui la demande pour un fait personnel ; le Président déclare que l'incident est clos.

Article 78.- L'urgence peut être demandée sur des affaires soumises aux délibérations de l'Assemblée, soit par le Gouvernement, soit par un Député.

La demande d'urgence est mise immédiatement aux voix à main levée sans débat.

Si l'urgence est déclarée, l'Assemblée fixe immédiatement la date de la discussion sur le fond, sur le rapport de la commission compétente. Si l'urgence est repoussée, l'affaire est examinée selon la procédure ordinaire.

L'urgence est appuyée de droit si elle est demandée pour une Proposition signée par la moitié plus un des membres composant l'Assemblée, mais la priorité demeure acquise aux affaires pour lesquelles le Gouvernement l'a demandée.

Article 79.- Les Projets et Propositions de loi sont, en principe, soumis à une seule délibération en Séance plénière.

Il est procédé tout d'abord à l'audition du rapporteur de la Commission saisie au fond, et, s'il y a lieu, du ou des Rapporteurs de la ou des Commissions saisies pour avis.

Dès que le Rapporteur a présenté son rapport, et alors seulement, tout Député peut :

- présenter une exception d'irrecevabilité dont l'objet est de faire connaître que le texte proposé est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles ;
- poser la question préalable tendant à décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

Il peut motiver verbalement sa demande sur laquelle ne peuvent intervenir que le Président ou le Rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement.

Si l'exception d'irrecevabilité ou la question préalable est adoptée, le Projet est rejeté ; si elle est repoussée, la discussion du rapport se poursuit.

L'irrecevabilité est appréciée en Conférence des Présidents, après consultation, soit du Bureau de la Commission des Finances et du Budget, soit de celui de la Commission Juridique suivant la nature de l'irrecevabilité soulevée.

Article 80.- Lorsque, avant le commencement de la discussion en séance publique d'une Proposition ou d'un amendement, le Gouvernement leur oppose l'irrecevabilité tirée de l'article 86 in fine de la Constitution, le Président de l'Assemblée nationale peut, dans les conditions fixées par l'article 79 alinéa 6 du présent Règlement, admettre l'irrecevabilité. Dans le cas contraire, il saisit la Haute Cour Constitutionnelle.

Lorsque l'irrecevabilité est opposée au cours de la discussion, la séance est suspendue et le Président soumet la question à la Conférence des Présidents après avis du Bureau de la Commission juridique ou de celui de la Commission des Finances et du Budget, suivant le cas. A la reprise de la séance, il fait connaître sa décision.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le Président de l'Assemblée nationale, ce dernier saisit la Haute Cour Constitutionnelle. La discussion de la proposition ou de l'amendement est alors suspendue. Elle reprend après que la Haute Cour Constitutionnelle a fait connaître sa décision.

Article 81.- Il est procédé à une discussion générale des Projets et Propositions.

À tout moment, au cours de cette discussion générale et jusqu'à la clôture seulement, il peut être présenté des motions préjudicielles tendant, soit à l'ajournement du débat jusqu'à la réalisation de certaines conditions, soit au renvoi de l'ensemble du texte devant la commission saisie au fond ou à l'examen pour avis d'une autre Commission.

La discussion des motions préjudicielles a lieu suivant la procédure prévue à l'article 79 pour la question préalable.

Toutefois, le renvoi à la Commission saisie au fond est de droit si celle-ci ou le Gouvernement le demande ou l'accepte.

Après la clôture de la discussion générale, le Président consulte l'Assemblée sur le passage à la discussion des articles du projet ou du rapport de la Commission.

Lorsque la Commission conclut au rejet du Projet ou de la Proposition, le Président, immédiatement après la clôture de la discussion générale, met aux voix le rejet.

Lorsque la Commission ne présente pas de conclusion, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le passage à la discussion des articles du texte initial du Projet ou de la Proposition.

Dans tous les cas où l'Assemblée décide de ne pas passer à la discussion des articles, le Président déclare que le Projet ou la Proposition n'est pas adopté.

Les contre-projets constituent des amendements à l'ensemble du texte en discussion. Ils doivent être déposés dès que le Rapporteur a présenté son rapport. L'Assemblée est alors consultée sur leur prise en considération ; si cette dernière est prononcée, le contre-projet est renvoyé à la Commission qui doit le prendre comme base de discussion et présenter un nouveau rapport dans le délai que l'Assemblée peut lui impartir.

La discussion des textes porte successivement sur chaque article et sur les amendements qui s'y rattachent dans les conditions prévues à l'article suivant.

Les Lois de Finances sont votées dans les formes prescrites par la Constitution et par la Loi Organique relative aux Lois de Finances.

Après le vote de tous les articles, il est procédé au vote de l'ensemble du Projet ou de la Proposition.

Lorsqu'il n'a pas été présenté d'article additionnel à l'article unique d'un Projet ou d'une Proposition, le vote sur cet article unique équivaut à un vote sur l'ensemble et aucun article additionnel ne peut plus être présenté.

Avant le vote sur l'ensemble, sont admises des explications sommaires de vote d'une durée maximum de cinq minutes. Les dispositions de l'article 77 sont applicables aux explications de vote.

Article 82.- Les contre-projets et les amendements sont déposés par écrit sur le Bureau permanent de l'Assemblée nationale, à la Commission compétente et, si possible, imprimés et distribués.

Les amendements ne sont recevables que s'ils s'appliquent effectivement au texte en discussion ou, s'agissant de contre-projets et d'articles additionnels, s'ils sont proposés dans le cadre dudit texte. Dans les cas litigieux, l'Assemblée nationale se prononce sans débat sur leur recevabilité.

Article 83.- Les amendements sont mis en discussion, par priorité, sur le texte servant de base à la discussion.

Les amendements à un même alinéa ou à un même article peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Sont appelés dans l'ordre ci-après s'ils viennent en concurrence :

- les amendements de suppression d'un article ;
- les orateurs inscrits sur l'article ;
- les autres amendements, en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé dans l'ordre où ils s'opposent à ce texte, s'y intercalent ou s'y ajoutent.

Dans la discussion des contre-projets et des amendements, peuvent seuls intervenir l'un des signataires, un orateur d'opinion contraire, le représentant de la Commission saisie au fond et un membre du Gouvernement, sans préjudice des dispositions de l'article 60.

Les amendements ayant un objet identique ne donnent lieu qu'à un seul vote.

Lorsque tous les amendements proposés à un alinéa d'un article ou à un article ont été discutés et que l'examen des alinéas ou articles suivants a commencé, il n'est plus possible de déposer d'amendements aux alinéas ou articles déjà examinés.

Après le vote de dernier article additionnel proposé par voie d'amendement, s'il en est, il est procédé au vote sur l'ensemble du Projet ou de la Proposition.

Article 84.- Si le Gouvernement le demande, en application de l'article 98 de la Constitution, l'Assemblée se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion.

Article 85.- Avant le vote sur l'ensemble d'un Projet ou d'une Proposition, l'Assemblée peut décider sur la demande de l'un de ses membres, soit qu'il sera procédé à une deuxième discussion, soit que le texte sera renvoyé à la Commission saisie au fond pour révision et coordination.

La seconde discussion ou le renvoi est de droit si la Commission saisie au fond le demande ou l'accepte.

Lorsqu'il y a lieu à une seconde discussion, les textes adoptés lors de la première sont renvoyés à la Commission qui doit présenter un nouveau rapport ; dans sa deuxième discussion, l'Assemblée ne statue que sur les textes nouveaux proposés par la Commission ou sur les modifications apportées par elles aux textes précédemment adoptés.

Lorsqu'il y a lieu à renvoi à la Commission pour révision et coordination, la commission présente sans délai son travail, lecture en est donnée à l'Assemblée et la discussion ne peut porter que sur la rédaction.

Dès qu'une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat, elle est enregistrée, datée et transmise par le Président de l'Assemblée nationale au Président de la République aux fins de promulgation.

Article 86.- Les interventions des Commissions et des Députés sur les articles du texte en discussion ou sur les articles nouveaux proposés par le Gouvernement ou les Commissions, par voie d'amendement, ne peuvent excéder cinq minutes.

Article 87.- Le Gouvernement, les Commissions saisies au fond des Projets de loi, les Commissions saisies pour avis et les Députés ont le droit de présenter des amendements aux textes déposés sur le Bureau permanent de l'Assemblée nationale.

La recevabilité des amendements, contre-projets et sous-amendements, au sens du présent alinéa, est appréciée par le Président.

Article 88.- Des amendements peuvent être présentés par les députés aux textes servant de base à la discussion dans un délai de quatre jours de séance suivant la distribution du rapport.

Toutefois, lorsque la discussion d'un texte est inscrite à l'Ordre du Jour de l'Assemblée nationale au cours d'une session autre que celle durant laquelle le rapport a été distribué, il est ouvert un nouveau délai de deux jours de séance à compter de cette inscription à l'Ordre du Jour.

Au cas où la discussion d'un texte commence avant l'expiration des délais sus visés, les amendements des députés cessent d'être recevables dès que l'Assemblée passe à la discussion des articles en application de l'article 81.

Après l'expiration de ces délais, sont seuls recevables :

- les amendements déposés par le Gouvernement ou la Commission saisie au fond ou ceux dont l'un ou l'autre accepte la discussion ;
- les amendements déposés au nom d'une Commission saisie pour avis ;
- les amendements aux textes nouveaux proposés par la Commission saisie au fond en cours de discussion ;
- les amendements se rapportant directement à des textes modifiés par l'Assemblée en cours de discussion.

Les délais prévus au présent article ne sont pas applicables aux sous-amendements.

Article 89.- Les amendements sont mis en discussion après la discussion du texte auquel ils se rapportent et aux voix avant le vote sur ce texte et, d'une manière générale, avant la question principale.

Le Président ne met en discussion que les amendements déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée ne délibère pas sur les amendements qui ne sont pas soutenus en séance, ni sur les amendements qui n'ont pas été soumis à la Commission avant l'ouverture du débat, lorsque le Gouvernement s'oppose à leur examen en application de l'article 86 alinéa 6 de la Constitution.

Lorsqu'ils viennent en concurrence, les amendements sont mis en discussion dans l'ordre ci-après : amendement de suppression et ensuite les autres amendements en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé et dans l'ordre où ils s'y opposent, s'y intercalent ou s'y ajoutent.

Les amendements présentés par le Gouvernement ou par la Commission saisie au fond ont priorité de discussion sur les amendements des Députés ayant un objet identique. Dans ce cas, la parole est donnée à tous les auteurs d'amendement et il est procédé à un seul vote sur l'ensemble de ces amendements.

Lorsque plusieurs amendements, exclusifs les uns des autres, sont en concurrence, le Président peut les soumettre à une discussion dans laquelle les

auteurs obtiennent successivement la parole avant la mise aux voix, également successive, de leurs amendements.

Hormis le cas des amendements visés à l'article 88, ne peuvent être entendus, sur chaque amendement, outre l'un des auteurs, que le Gouvernement, le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie au fond, le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie pour avis et un orateur d'opinion contraire.

SECTION II

DES MODES DE VOTATION

Article 90.- Sans préjudice des dispositions de l'article 74 du présent Règlement Intérieur, l'Assemblée est toujours en nombre pour délibérer et pour régler son Ordre du Jour.

Les votes émis par l'Assemblée sont valables quel que soit le nombre des présents si, avant le début de la séance, le Président n'a pas été appelé, sur demande personnelle du président d'un Groupe, à vérifier le quorum en constatant la présence, dans l'enceinte du Palais, de la majorité absolue du nombre des Députés calculée sur le nombre de sièges effectivement pourvus.

La demande personnelle du président d'un Groupe n'est recevable que si la majorité des Députés qui constituent ce Groupe est effectivement présente dans l'Hémicycle.

Lorsqu'un vote ne peut avoir lieu faute de quorum, la séance est suspendue après l'annonce par le Président du report du scrutin. Ce dernier est renvoyé le lendemain ; le vote sera alors valable quel que soit le nombre des votants.

Article 91.- Le vote des Députés est personnel.

La délégation de vote est toujours personnelle, rédigée au nom d'un seul Député nommément désigné. Elle doit être notifiée au Président avant l'ouverture du scrutin ou du premier des scrutins auxquels elle s'applique.

Toutefois, leur droit de vote dans les scrutins publics peut être délégué par eux sauf en cas de vote relatif à la mise en œuvre des articles 50, 100, 103, 131 et 162 de la Constitution.

Article 92.- La durée d'une délégation ne peut excéder un mois. Lorsque la durée de la délégation n'est pas précisée, elle expire de plein droit à l'issue d'un délai de huit jours francs à compter de sa réception.

Article 93.- Les votes s'expriment soit à main levée, soit par assis et levé, soit au scrutin public ordinaire, soit au scrutin public à la Tribune, soit au scrutin secret.

Lorsque l'Assemblée doit procéder par scrutin, à des nominations personnelles, le scrutin est secret. Dans ce cas, le scrutin a lieu à la Tribune.

Dans les questions complexes et sauf les cas prévus aux articles 98 et 100 de la Constitution, le vote d'un texte par division peut être demandé. L'auteur de la

demande doit préciser les parties du texte sur lesquelles il demande des votes séparés.

Le vote d'un texte par division est de droit lorsqu'il est demandé par le Gouvernement ou la Commission saisie au fond. Dans les autres cas, le Président, après consultation éventuelle du Gouvernement ou de la Commission décide s'il y a lieu ou non de voter par division.

Article 94.- L'Assemblée vote normalement à main levée en toutes matières, sauf pour les nominations personnelles.

En cas de doute sur le résultat du vote à main levée, il est procédé au vote par assis et levé ; si le doute persiste, le vote par scrutin public ordinaire est de droit.

Toutefois, lorsque la première épreuve à main levée est déclarée douteuse, le Président peut décider qu'il sera procédé par scrutin public ordinaire.

Nul ne peut obtenir la parole entre les différentes épreuves du vote.

Article 95.- Le vote par scrutin public est de droit :

1. sur décision du Président ou sur demande du Gouvernement ou de la Commission saisie au fond ;
2. sur demande écrite émanant personnellement soit du Président d'un Groupe, soit de son délégué dont il a préalablement notifié le nom au Président. Toute nouvelle délégation annule la précédente ;
3. lorsque la Constitution exige une majorité qualifiée ou lorsqu'il est fait application des articles 98, 100 et 103 de la Constitution.

Il est procédé au scrutin public en la forme ordinaire lorsqu'il a lieu en application des 1° et 2° ci-dessus. Il est procédé au scrutin public à la Tribune, sur décision de la Conférence des Présidents, lorsqu'il a lieu en application du 3° ci-dessus.

Article 96.- Lorsqu'il y a lieu à scrutin public, l'annonce en est faite à l'Assemblée et dans l'ensemble des locaux du Palais. Cinq minutes au moins après cette annonce, le Président invite éventuellement les Députés à regagner leurs places. Il déclare ensuite le scrutin ouvert.

1. Pour un scrutin public ordinaire, le vote a lieu par bulletins.

Chaque Député dépose personnellement dans l'urne qui est placée sous la surveillance de secrétaires du Bureau un bulletin de vote à son nom, vert s'il est pour l'adoption, rouge s'il est contre, blanc s'il entend s'abstenir. Il est interdit de déposer plus d'un bulletin dans l'urne pour quelque cause que ce soit.

Lorsque personne ne demande plus à voter, le Président prononce la clôture du scrutin. Les urnes sont éventuellement apportées à la Tribune. Le Président proclame le résultat du scrutin constaté par les secrétaires.

2. Pour un scrutin public à la tribune, tous les Députés sont appelés nominalement par les huissiers. Sont appelés les premiers ceux dont le nom

commence par une lettre préalablement tirée au sort. Il est procédé à l'émargement des noms des votants.

Le vote a lieu par bulletins. Chaque Député remet son bulletin à l'un des secrétaires, qui le dépose dans une urne placée sur la Tribune.

Le scrutin reste ouvert pendant une heure. Le résultat est constaté par les secrétaires et proclamé par le Président.

Les modalités de l'exercice des délégations de vote sont réglées par une instruction du Bureau.

Article 97.- Le Président peut décider qu'il y a lieu à pointage d'un scrutin public.

Lorsqu'il y a pointage d'un scrutin portant sur une demande de suspension de séance ou sur un texte dont l'adoption ou le rejet ne peut pas influencer sur la suite de la discussion, la séance continue.

Article 98.- Sous réserve de l'application de l'article 103 de la Constitution, les questions mises aux voix ne sont déclarées adoptées que si elles ont obtenu la majorité des suffrages exprimés. Toutefois, lorsque la Constitution exige pour une adoption, la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, cette majorité est calculée sur le nombre de sièges effectivement pourvus.

En cas d'égalité de suffrages, la question mise aux voix n'est pas adoptée.

Le résultat des délibérations de l'Assemblée est proclamé par le Président en ces termes : *[Nankatoavin'] [Nolanian'] ny Antenimierampirenena*» ou «*Tsy [Nankatoavin'] [Nolanian'] ny Antenimierampirenena*».

Aucune rectification de vote n'est admise après la clôture du scrutin.

Article 99.- Les scrutins secrets auxquels procède l'Assemblée pour les nominations personnelles ont lieu à la tribune, dans les conditions prévues à l'article 96, 2°.

Le Président en indique en séance l'heure d'ouverture et l'heure de clôture. Des scrutateurs tirés au sort procèdent à l'émargement des listes de votants. Pendant le cours de la séance, qui n'est pas suspendue du fait du vote, chaque député dépose son bulletin dans une urne placée sous la surveillance de l'un des secrétaires du Bureau. Les secrétaires dépouillent le scrutin et le Président en proclame le résultat en séance.

CHAPITRE XIII DE LA DISCIPLINE

Article 100.- Aussi bien en Commission qu'en Séance plénière, les sanctions disciplinaires applicables aux membres de l'Assemblée sont :

1. le rappel à l'ordre ;
2. le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;

3. la censure avec l'inscription au procès-verbal ;
4. la censure avec exclusion temporaire.

Article 101.- Le rappel à l'ordre est prononcé par le Président de l'Assemblée nationale ou de la Commission intéressée.

Est rappelé à l'ordre, tout Député qui cause un trouble quelconque au sein de la Commission ou de l'Assemblée par ses interruptions, ses attaques personnelles ou de toute autre manière. La parole est accordée à celui qui, rappelé à l'ordre et si étant soumis, demande à se justifier.

Lorsqu'un membre a été rappelé deux fois à l'ordre dans la même séance, le Président, après lui avoir accordé la parole pour se justifier s'il la demande, doit consulter la Commission ou l'Assemblée à main levée et sans débat, pour savoir s'il sera de nouveau entendu sur la même question.

Article 102.- Les autres sanctions prévues à l'article 100 ne peuvent, sur la Proposition du Président, être prononcées que par la Commission ou l'Assemblée à la majorité des membres présents et au scrutin secret.

Le Député contre qui l'une ou l'autre de ces peines disciplinaires est demandée a le droit d'être entendu ou de faire entendre en son nom un ou des collègues.

Article 103.- Le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal peut être prononcé contre tout Député qui, dans le cours des trois séances consécutives, aura été rappelé trois fois à l'ordre.

Article 104.- La censure peut être prononcée contre tout Député qui :

1. dans le cours d'une session, a encouru quatre fois le rappel à l'ordre ;
2. dans l'Assemblée, a provoqué une scène tumultueuse.

La censure est prononcée par l'Assemblée, sans débat, sur la Proposition du Président.

La censure entraîne l'interdiction de prendre la parole au cours de la séance durant laquelle elle a été prononcée ainsi qu'au cours de la séance suivante. Elle emporte, de droit, la privation, pendant un mois, de la moitié de l'indemnité allouée au Député.

Article 105.- La censure avec exclusion temporaire du Palais de l'Assemblée est prononcée contre tout Député :

1. qui a résisté à la censure simple ou qui a subi deux fois cette sanction ;
2. qui, en séance publique, a fait appel à la violence ;
3. qui s'est rendu coupable d'outrages envers l'Assemblée ou envers son Président ;
4. qui s'est rendu coupable d'injures, provocations ou menaces envers le Président de la République, le Premier Ministre, les membres du Gouvernement et les assemblées prévues par la Constitution.

La censure avec exclusion temporaire entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux de l'Assemblée et de reparaître dans le Palais de l'Assemblée jusqu'à l'expiration du quinzième jour de séance qui suit celui où la mesure a été prononcée.

En cas de refus du Député de se conformer à l'injonction qui lui est faite par le Président de sortir de l'Assemblée, la séance est suspendue. Dans ce cas et aussi dans le cas où la censure avec exclusion temporaire est appliquée pour la deuxième fois à un Député, l'exclusion s'étend à trente jours de séance.

Article 106.- En cas de voie de fait d'un membre de l'Assemblée à l'égard d'un de ses collègues, le Président peut proposer au Bureau la peine de la censure avec exclusion temporaire. À défaut du Président, elle peut être demandée par écrit au Bureau par un Député.

Lorsque la censure avec exclusion temporaire est dans ces conditions, proposée contre un Député, le Président convoque le Bureau qui entend ce Député. Le Président communique au Député la décision du Bureau. Si le Bureau conclut à la censure avec exclusion temporaire, le député est reconduit jusqu'à la porte du Palais par le Chef des huissiers.

Article 107.- Lorsqu'un Député entreprend de paralyser la liberté des délibérations et des votes de l'Assemblée, et, après s'être livré à des agressions contre un ou plusieurs de ses collègues, refuse d'obtempérer aux rappels à l'ordre du Président, celui-ci lève la séance et convoque le Bureau.

Le Bureau peut proposer à l'Assemblée de prononcer la peine de la censure avec exclusion temporaire, la privation de la moitié de l'indemnité parlementaire prévue par l'article précédent s'étendant dans ce cas à six mois.

Si, au cours des séances qui ont motivé cette sanction, des voies de fait graves ont été commises, le Président saisit sur l'heure le Procureur Général.

Article 108.- La fraude dans les scrutins, notamment en ce qui concerne le caractère personnel du vote, entraîne la privation, pendant un mois, du quart de l'indemnité. En cas de récidive pendant la même session, cette durée est portée à six mois.

Le Bureau décide de l'application de l'alinéa précédent sur Proposition des secrétaires.

Article 109.- Si un fait délictueux est commis par un député dans l'enceinte du Palais pendant que l'Assemblée est en séance, la délibération en cours est suspendue.

Séance tenante, le Président porte le fait à la connaissance de l'Assemblée.

Si le fait visé à l'alinéa premier est commis pendant une suspension ou après la levée de la séance, le Président porte le fait à la connaissance de l'Assemblée à la reprise de la séance ou au début de la séance suivante.

Le Député est admis à s'expliquer, s'il le demande. Sur l'ordre du Président, il est tenu de quitter la salle des séances et retenu dans le Palais.

En cas de résistance du Député ou de tumulte dans l'Assemblée, le Président lève à l'instant la séance. Le Bureau informe, sur-le-champ, le Procureur Général qu'un délit vient d'être commis dans le Palais de l'Assemblée.

Article 110.- Il est interdit à tout Député, sous les peines disciplinaires prévues aux articles 100 à 109, d'exciper ou de laisser user de sa qualité dans des entreprises financières, industrielles ou commerciales ou dans l'exercice des professions libérales ou autres et, d'une façon générale, d'user de son titre pour d'autres motifs que pour l'exercice de son mandat.

Il lui est également interdit, sous les mêmes peines, d'adhérer à une association ou à un groupement de défense d'intérêts particuliers, locaux ou professionnels ou de souscrire à l'égard de ceux-ci des engagements concernant sa propre activité parlementaire, lorsque cette adhésion ou ces engagements impliquent l'acceptation d'un mandat impératif.

CHAPITRE XIV

DE LA PROCEDURE DE LEVEE DE L'IMMUNITE PARLEMENTAIRE

Article 111.- Conformément aux dispositions de l'article 13 de l'Ordonnance n°2014-001 du 18 avril 2014 portant Loi Organique fixant les règles relatives au fonctionnement de l'Assemblée nationale, Il est constitué, au début de la législature, une Commission de quinze membres titulaires et de quinze membres suppléants, chargée de l'examen des demandes de suspension de la détention, des mesures privatives ou restrictives de liberté ou de la poursuite d'un Député. Les nominations ont lieu en s'efforçant de reproduire la configuration politique de l'Assemblée nationale et, à défaut d'accord entre les Présidents des Groupes sur une liste de candidats, à la représentation proportionnelle des groupes. Un suppléant est associé à chaque titulaire. Il ne peut le remplacer que pour l'ensemble de l'examen d'une demande.

Le Bureau de la Commission comprend un Président, trois Vice-Présidents et trois Secrétaires. Les nominations ont lieu en s'efforçant de reproduire la configuration politique de l'Assemblée et d'assurer la représentation de toutes ses composantes. Les membres du Bureau sont désignés dans les conditions prévues à l'article 50. Le Chapitre XI est applicable à la commission constituée en application du présent article.

La Commission doit entendre l'auteur ou le premier signataire de la demande et le Député intéressé ou le collègue qu'il a chargé de le représenter. Si le Député intéressé est détenu, elle peut le faire entendre personnellement par un ou plusieurs de ses membres délégués à cet effet.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, les demandes sont inscrites d'office par la Conférence des Présidents, dès la distribution du rapport de la Commission, à la plus prochaine séance réservée par l'alinéa 2 de l'article 102 de la Constitution aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement, à la suite desdites questions et réponses. Si le rapport n'a pas été distribué dans un délai de vingt jours de session à compter du dépôt de la demande, l'affaire peut être inscrite d'office par la Conférence des Présidents à la plus

prochaine séance réservée aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement, à la suite desdites questions et réponses.

A l'issue d'une séance de questions des membres de l'Assemblée nationale et de réponses du Gouvernement portant sur une mesure privative ou restrictive de liberté, de poursuite ou de détention d'un Député, le Président de l'Assemblée peut, exceptionnellement, convoquer celle-ci aux fins d'examiner une demande de suspension de ladite mesure ; détention ; cette séance ne peut se tenir plus d'une semaine après la distribution du rapport ou, si la commission n'a pas distribué son rapport, plus de quatre semaines après le dépôt de la demande.

La discussion en séance publique porte sur les conclusions de la Commission formulées en une Proposition de résolution. Si la Commission ne présente pas de conclusions, la discussion porte sur la demande dont l'Assemblée est saisie. Une motion de renvoi à la Commission peut être présentée et discutée dans les conditions prévues à l'article 124. En cas de rejet des conclusions de la Commission tendant à rejeter la demande, celle-ci est considérée comme adoptée.

L'Assemblée statue sur le fond après un débat auquel peuvent seuls prendre part le Rapporteur de la Commission, le Gouvernement, le Député intéressé ou un membre de l'Assemblée le représentant, un orateur pour et un orateur contre. La demande de renvoi en Commission, prévue à l'alinéa précédent, est mise aux voix après l'audition du rapporteur. En cas de rejet, l'Assemblée entend ensuite les orateurs prévus au présent alinéa.

Saisie d'une demande de suspension de la poursuite d'un Député détenu ou faisant l'objet de mesures privatives ou restrictives de liberté, l'Assemblée peut ne décider que la suspension de la détention ou de tout ou partie des mesures en cause. Seuls sont recevables les amendements présentés à cette fin. L'article 89 est applicable à leur discussion.

En cas de rejet d'une demande, aucune demande nouvelle, concernant les mêmes faits, ne peut être présentée pendant le cours de la session

Article 112.- Sauf le cas de flagrant délit dûment constaté, la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un Député est présentée, par écrit, par le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, au Bureau Permanent de l'Assemblée nationale, lequel doit y apporter une réponse circonstanciée dans un délai de trois mois à compter de sa saisine.

Le Bureau Permanent, dans le respect des principes de la présomption d'innocence, de la séparation des pouvoirs et du secret de l'instruction, et sans examiner l'affaire au fond, apprécie la nécessité des mesures envisagées et délibère à huis clos sur le caractère sérieux, loyal et sincère de la demande de levée de l'immunité, après avoir entendu le Député concerné, lequel peut se faire représenter par un de ses collègues.

A l'issue de cette phase d'instruction, et après avoir entendu le Rapporteur désigné à cet effet par le Président de l'Assemblée nationale, ainsi qu'un représentant du Parquet concerné par l'affaire portée devant le Bureau permanent de l'Assemblée nationale, les membres du Bureau délibèrent et votent à bulletins

secrets une Résolution portant adoption ou rejet de la demande de levée de l'immunité parlementaire.

La Résolution du Bureau Permanent est transmise par le Président de l'Assemblée nationale aux délibérations de la Commission plénière de l'Assemblée nationale lors de la plus prochaine session.

TITRE II PROCEDURES LEGISLATIVES

CHAPITRE I PROCEDURE LEGISLATIVE ORDINAIRE

SECTION I DES DEPOTS DES PROJETS ET PROPOSITIONS

Article 113.- Les Projets de loi, les Propositions de loi et de Résolution présentées par les Députés sont déposés au Bureau permanent et enregistrés sur un rôle général contenant un numéro d'ordre auprès du Secrétaire Général.

Article 114. – Hormis les cas prévus expressément par les textes constitutionnels ou organiques, les Propositions de résolution ne sont recevables que si elles formulent des mesures et décisions d'ordre intérieur qui, ayant trait au fonctionnement et à la discipline de l'Assemblée, relèvent de sa compétence exclusive.

Les Députés peuvent déposer des Propositions de résolution :

1. relatives au fonctionnement et à la discipline intérieure de l'Assemblée nationale ;
2. invitant le Gouvernement à examiner et à résoudre une question bien déterminée de la politique économique, financière, administrative, sociale ou culturelle, touchant la vie de la Nation ou l'intérêt général du Pays.

Elles sont déposées, examinées et discutées suivant la procédure applicable en première lecture aux Propositions de loi, à l'exception des dispositions faisant application à ces dernières des articles 83 alinéa 3 et 84 de la Constitution.

Article 115.- Les Propositions de loi et de résolution présentées par les Députés sont déposées et examinées par la Conférence des Présidents après avis du Bureau de la Commission Juridique statuant en présence du ou des auteurs des propositions.

Les affaires ayant une incidence financière sont obligatoirement soumises à l'avis de la Commission des Finances et du Budget.

Lorsque leur irrecevabilité au sens des articles 86 alinéas 6 et 7 et 95 de la Constitution est évidente, le dépôt en est refusé.

Article 116.- Les Propositions de loi émanant des membres de l'Assemblée nationale doivent être formulées par écrit.

Elles doivent être disposées par articles et être précédées d'un Exposé des motifs.

Les Projets de loi peuvent être retirés par le Gouvernement à tout moment jusqu'à leur adoption définitive par le Parlement.

L'auteur ou le premier signataire d'une Proposition peut la retirer à tout moment avant son adoption en première lecture. Si le retrait a lieu en cours de discussion en séance publique et si un autre député la reprend, la discussion continue.

Les Propositions repoussées par l'Assemblée ne peuvent être reproduites avant un délai d'un an.

SECTION II **DES TRAVAUX LEGISLATIFS DES COMMISSIONS**

Article 117.- La Conférence des Présidents saisit la Commission permanente compétente de tout Projet ou Proposition déposé sur le Bureau Permanent de l'Assemblée nationale.

Dans le cas où une Commission permanente se déclare incompétente ou en cas de conflit de compétence entre deux ou plusieurs Commissions, le Président de l'Assemblée nationale, après un débat où sont seuls entendus le Gouvernement ou l'auteur de la Proposition et les Présidents des Commissions intéressées, propose par priorité à l'Assemblée nationale la création d'une Commission spéciale.

Si cette Proposition est rejetée, le Président soumet à l'Assemblée la question de compétence.

Article 118.- Les rapports des Commissions doivent être déposés, imprimés et distribués dans un délai tel que l'Assemblée nationale soit en mesure de procéder à la discussion des projets et Propositions conformément à la Constitution.

Les rapports faits sur des Projets de loi soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale ou sur des textes transmis par le Sénat concluent à l'adoption, au rejet ou à des amendements. Ils comportent un tableau comparatif qui fait état de ces éventuelles modifications. En annexe des rapports doivent être insérés les amendements soumis à la Commission, qu'ils aient été transmis par le Président de l'Assemblée nationale ou directement présentés par leurs auteurs avant le dépôt du rapport.

Article 119.- Tout Député peut présenter un amendement en Commission, qu'il soit ou non membre de celle-ci. Les amendements autres que ceux du Gouvernement, du Président et du Rapporteur de la commission et, le cas échéant, des Commissions saisies pour avis doivent être transmis par leurs auteurs au secrétariat de la Commission.

L'auteur d'une Proposition ou d'un amendement peut, s'il en fait la demande au Président de la commission, être convoqué aux séances de la Commission consacrées à l'examen de son texte. Il se retire au moment du vote.

Peuvent participer aux débats de la commission, outre les membres de celle-ci, l'auteur, selon les cas, d'une Proposition ou d'un amendement ainsi que, le cas échéant, les Rapporteurs des Commissions saisies pour avis. La participation du Gouvernement est de droit.

Les rapports faits sur un Projet de loi déposé sur le Bureau de l'Assemblée comportent en annexe un document présentant les observations qui ont été recueillies sur les documents qui rendent compte de l'étude d'impact joints au Projet de loi.

Les rapports faits sur un Projet ou une Proposition de loi comportent en annexe une liste des textes susceptibles d'être abrogés ou modifiés à l'occasion de l'examen de ce Projet ou de cette Proposition.

La discussion des textes soumis à la commission peut être organisée par son bureau.

Article 120.- Les amendements présentés en commission et les modifications proposées par la commission au texte dont elle avait été initialement saisie ne sont pas recevables lorsqu'ils comportent l'une des conséquences définies par l'article 86 de la Constitution.

L'irrecevabilité des amendements est appréciée par le Président de la Commission et en cas de doute par son Bureau. Le Président de la Commission peut, le cas échéant, consulter l'avis de la Commission Juridique ou/et de la Commission des Finances et du Budget.

Les rapports peuvent, en outre, être publiés en annexe au compte rendu intégral de la séance au cours de laquelle ils sont discutés sur décision du Bureau permanent de l'Assemblée nationale.

Article 121.- Toute Commission permanente qui s'estime compétente et décide de se saisir pour avis de tout ou partie d'un Projet ou d'une Proposition de loi renvoyé à une autre Commission permanente, en informe le Président de l'Assemblée nationale. Cette décision est annoncée à l'ouverture de la plus prochaine séance.

Lorsqu'un Projet ou une Proposition a fait l'objet d'un renvoi pour avis, la Commission saisie désigne un rapporteur. Celui-ci dispose d'une voix consultative lorsqu'il participe aux travaux de la commission saisie au fond. Réciproquement, le Rapporteur de la Commission saisie au fond a le droit de participer, avec voix consultative, aux travaux de la Commission saisie pour avis. Les Rapporteurs de la Commission saisie pour avis défendent devant la Commission saisie au fond les amendements adoptés par leur Commission.

Article 122.- Au jour de la séance à laquelle est inscrit l'examen d'un Projet ou d'une Proposition, la Commission saisie au fond se réunit pour examiner les amendements déposés.

SECTION III

INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR

DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Article 123.- Les Projets de loi et les Propositions sont inscrits à l'Ordre du Jour de l'Assemblée, en application des dispositions de l'article 86 alinéa 3 de la Constitution.

Les demandes d'inscription prioritaire du Gouvernement sont adressées par le Premier Ministre au Président de l'Assemblée nationale qui en informe les Présidents

des Commissions compétentes et les notifie à la plus prochaine Conférence des Présidents.

Si, à titre exceptionnel, le Gouvernement, en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 86 de la Constitution, demande une modification à l'ordre du jour par l'adjonction, le retrait ou l'interversion d'un ou plusieurs textes prioritaires, le Président en donne immédiatement connaissance à l'Assemblée.

Les demandes d'inscription d'une proposition à l'ordre du jour complémentaire sont formulées à la Conférence des Présidents par le Président de la Commission saisie au fond ou par un Président de Groupe.

SECTION IV DISCUSSION DES PROJETS ET PROPOSITION DE LOI EN PREMIERE LECTURE

Article 124.- La discussion des Projets et Propositions de loi porte sur le texte adopté par la Commission compétente. Toutefois, à défaut de texte adopté par la Commission, la discussion porte sur le texte dont l'Assemblée a été saisie.

La discussion des Projets et Propositions s'engage par l'audition éventuelle du Gouvernement, par la présentation du rapport de la Commission saisie au fond et, s'il y a lieu, par l'audition du Rapporteur de la ou des Commissions saisies pour avis.

Un membre du Conseil économique, social et culturel peut être entendu dans les conditions fixées à l'article 54 alinéa 3.

Il ne peut ensuite être mis en discussion et aux voix qu'une seule motion de rejet préalable, dont l'objet est de faire reconnaître que le texte proposé est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles ou de faire décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer. L'adoption de la motion de rejet préalable entraîne le rejet du texte à l'encontre duquel elle a été soulevée. Dans la discussion, peuvent seuls intervenir l'un des signataires pour une durée qui ne peut excéder trente minutes sauf décision contraire de la Conférence des Présidents, le Gouvernement et le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie au fond. Avant le vote, la parole est accordée, pour deux minutes, à un orateur de chaque Groupe.

Il ne peut ensuite être mis en discussion et aux voix qu'une seule motion tendant au renvoi à la Commission saisie au fond de l'ensemble du texte en discussion, et dont l'effet, en cas d'adoption, est de suspendre le débat jusqu'à la présentation par la Commission d'un nouveau rapport. La discussion de cette motion a lieu dans les conditions prévues à l'alinéa 5 précédant de cet article.

Si la motion de renvoi est adoptée, le Gouvernement, lorsqu'il s'agit d'un texte prioritaire en vertu des alinéas 3 et 8 de l'article 86 de la Constitution, l'Assemblée, lorsqu'il s'agit d'un autre texte, fixe la date et l'heure auxquelles la Commission devra présenter son nouveau rapport.

Si la motion est rejetée ou s'il n'en est pas présenté, le passage à la discussion des articles du Projet ou de la Proposition ou du texte de la Commission est de droit.

La parole est ensuite donnée aux orateurs qui se sont fait inscrire dans la discussion générale. L'auteur ou le premier signataire d'une proposition a priorité.

Avant l'ouverture de la discussion des articles, le Président et le Rapporteur de la Commission sont consultés sur la tenue d'une réunion de celle-ci pour l'examen immédiat des amendements qui ne lui ont pas été soumis lors de la dernière réunion qu'elle a tenue.

S'ils concluent conjointement qu'il n'y a pas lieu de tenir cette réunion, le débat se poursuit. Dans le cas contraire, il est suspendu et repris après la réunion de la Commission. Pour cette réunion, les dispositions de l'article 81 alinéa 6, sont applicables.

Article 125.- L'irrecevabilité tirée de l'article 86 alinéa 7 de la Constitution peut être opposée à tout moment par le Gouvernement ou par le Président de l'Assemblée à l'encontre d'une proposition ou d'un amendement ou des modifications apportées par amendement au texte dont la Commission avait été initialement saisie.

Lorsque l'irrecevabilité est opposée par le Gouvernement, le Président de l'Assemblée peut, le cas échéant après consultation du président de la Commission Juridique ou d'un membre du Bureau désigné à cet effet, admettre l'irrecevabilité. Si l'irrecevabilité est opposée par le Gouvernement alors que la discussion est en cours, l'examen de l'amendement, de l'article ou du texte peut être suspendu ou réservé jusqu'à ce que le Président de l'Assemblée ait, dans les mêmes conditions, statué.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le Président de l'Assemblée, la discussion est suspendue et le Président de l'Assemblée saisit la Haute Cour Constitutionnelle.

L'irrecevabilité financière tirée de l'article 86 de la Constitution doit être soulevée séance tenante par le Gouvernement pour qu'elle soit opposable à l'Assemblée nationale.

Article 126.- La discussion des articles porte successivement sur chacun d'eux.

Les interventions des Commissions et des Députés sur les articles du texte en discussion ou sur les articles nouveaux proposés par le Gouvernement ou les Commissions, par voie d'amendements, ne peuvent excéder deux minutes, sous réserve des dispositions de l'article 70.

Sur chaque article, les amendements sont mis successivement en discussion et aux voix dans les conditions fixées par l'article 129. Chaque article est ensuite mis aux voix séparément.

La réserve d'un article ou d'un amendement, dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion, peut toujours être demandée.

Elle est de droit à la demande du Gouvernement ou de la Commission saisie au fond. Dans les autres cas, le Président décide.

Après le vote sur le dernier article ou sur le dernier article additionnel proposé par voie d'amendement, il est procédé au vote sur l'ensemble du Projet ou de la Proposition, sauf si la Conférence des Présidents a décidé que le vote aurait lieu par scrutin, à une autre date, dans les conditions prévues à l'article 83, dernier alinéa.

Lorsque, avant le vote sur l'article unique d'un projet ou d'une Proposition, il n'a pas été présenté d'article additionnel, ce vote équivaut à un vote sur l'ensemble ; aucun article additionnel n'est recevable après que ce vote est intervenu.

Article 127.- Lorsque, en application de l'article 105 de la Constitution, le Conseil économique, social et culturel désigne un de ses membres pour exposer devant l'Assemblée nationale l'avis du conseil sur un Projet ou une Proposition qui lui a été soumis, son Président en avertit celui de l'Assemblée.

Dans tous les cas, le membre du Conseil économique, social et culturel est entendu après les Rapporteurs des Commissions compétentes de l'Assemblée nationale.

À l'heure fixée pour son audition, il est introduit dans l'Hémicycle, sur l'ordre du Président qui lui donne aussitôt la parole. Son exposé terminé, il est reconduit hors de l'Hémicycle avec le même cérémonial.

Article 128.- Le Gouvernement, les Commissions saisies au fond, les Commissions saisies pour avis et les Députés ont le droit de présenter des amendements aux textes déposés sur le Bureau de l'Assemblée ainsi qu'aux textes adoptés par les Commissions.

Les amendements doivent être formulés par écrit, signés par l'un au moins des auteurs et déposés sur le Bureau de l'Assemblée ou présentés en Commission.

Les amendements doivent être sommairement motivés ; ils sont communiqués par la Présidence à la Commission saisie au fond, imprimés et distribués. Toutefois, le défaut d'impression et de distribution d'un amendement ne peut faire obstacle à sa discussion en Séance plénière.

Les contre-projets sont présentés sous forme d'amendements, article par article, au texte en discussion. Les sous-amendements ne peuvent contredire le sens de l'amendement ; ils ne peuvent être amendés.

Sans préjudice de l'application des alinéas 6 et 7 de l'article 86 de la Constitution, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis. L'existence de ce lien est appréciée par le Président.

Article 129.- Les amendements sont mis en discussion après la discussion du texte auquel ils se rapportent et aux voix avant le vote sur ce texte et, d'une manière générale, avant la question principale.

Le Président ne met en discussion que les amendements déposés sur le Bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée ne délibère pas sur les amendements qui ne sont pas soutenus en séance. Elle ne délibère pas non plus, lorsque le Gouvernement en fait la demande sur les amendements qui n'ont pas été soumis à la commission ; cette demande est présentée au moment où l'amendement est appelé en séance.

Lorsqu'ils viennent en concurrence, les amendements sont mis en discussion dans l'ordre ci-après : amendements de suppression et ensuite les autres amendements en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé et dans l'ordre où ils s'y opposent, s'y intercalent ou s'y ajoutent.

Les amendements présentés par le Gouvernement ou par la Commission saisie au fond ont priorité de discussion sur les amendements des Députés ayant un objet identique. Dans ce cas, la parole est donnée à tous les auteurs d'amendements et il est procédé à un seul vote sur l'ensemble de ces amendements.

Lorsque plusieurs amendements, exclusifs l'un de l'autre, sont en concurrence, le Président peut les soumettre à une discussion commune dans laquelle les auteurs obtiennent successivement la parole avant la mise aux voix, également successive, de leurs amendements.

Hormis le cas des amendements visés à l'article 126, alinéa 2, ne peuvent être entendus, sur chaque amendement, outre l'un des auteurs, que le Gouvernement, le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie au fond, le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie pour avis et un orateur d'opinion contraire. Sous réserve des dispositions de l'article 70, les interventions sur les amendements, autres que celles du Gouvernement, ne peuvent excéder deux minutes.

L'Assemblée ne se prononce que sur le fond des amendements à l'exclusion de toute prise en considération.

Article 130.- Avant le commencement des explications de vote sur l'ensemble des Projets et Propositions, l'Assemblée peut décider, sur la demande du Gouvernement ou d'un Député, qu'il sera procédé à une seconde délibération de tout ou partie du texte.

La seconde délibération est de droit à la demande du Gouvernement ou de la Commission saisie au fond, ou si celle-ci l'accepte.

Les textes qui font l'objet de la seconde délibération sont renvoyés à la Commission, qui doit présenter, par écrit ou verbalement, un nouveau rapport.

Le rejet par l'Assemblée des amendements présentés en seconde délibération vaut confirmation de la décision prise par l'Assemblée en première délibération.

Article 131.- Le Gouvernement peut engager la procédure accélérée, en vertu de l'article 96 alinéa 3 de la Constitution, jusqu'à 14 heures la veille de la Conférence des présidents qui précède l'ouverture du débat en première lecture, par une

communication adressée au Président. Celui-ci en donne immédiatement connaissance à l'Assemblée.

En cas d'opposition de la Conférence des Présidents de l'Assemblée, le Président en avise immédiatement le Gouvernement et le Président du Sénat.

Lorsque le Président de l'Assemblée est informé d'une opposition émanant de la Conférence des Présidents du Sénat, il réunit sans délai la Conférence des Présidents de l'Assemblée. Celle-ci peut décider de s'opposer également à l'engagement de la procédure accélérée jusqu'à la clôture de la discussion générale en première lecture devant la première assemblée saisie.

En cas d'opposition conjointe des Conférences des présidents des deux assemblées avant la clôture de la discussion générale, la procédure accélérée n'est pas engagée.

SECTION V

DE LA PROCEDURE LEGISLATIVE SIMPLIFIEE

Article 132.- Le Président de l'Assemblée nationale, le Gouvernement, le Président de la Commission saisie au fond ou le Président d'un Groupe peuvent, en Conférence des Présidents, demander qu'un Projet ou une Proposition de loi soit examiné selon la procédure simplifiée.

La demande n'est recevable que si elle concerne un texte dont la discussion intervient après un délai d'un jour franc.

La procédure d'adoption simplifiée est engagée si aucune opposition ne s'est manifestée en Conférence des Présidents.

Article 133.- La décision de la Conférence des Présidents d'engager la procédure d'examen simplifiée est annoncée et affichée à l'Assemblée nationale. Elle est notifiée au Gouvernement.

Au plus tard à la veille de la discussion à dix-huit heures, le Gouvernement, le Président de la Commission saisie au fond ou le Président d'un Groupe peuvent faire opposition à la procédure d'adoption simplifiée.

L'opposition est adressée au Président de l'Assemblée nationale qui la notifie au Gouvernement, à la Commission saisie au fond ainsi qu'aux Présidents des Groupes, la fait affiché et l'annonce à l'Assemblée.

En cas d'opposition, le texte est examiné conformément aux dispositions Chapitre XII, Section I, du Titre I.

Article 134.- Les amendements des Députés et des Commissions intéressées sont recevables jusqu'à l'expiration du délai d'opposition.

Si, postérieurement à l'expiration du délai d'opposition, le Gouvernement dépose un amendement, le texte est retiré de l'Ordre du Jour.

Il peut être inscrit, au plus tôt, à l'Ordre du Jour de la séance suivante. La discussion a alors lieu conformément aux dispositions du Chapitre XII, Section I, du Titre I.

Article 135.- Lorsqu'un texte soumis à la procédure d'examen simplifiée ne fait l'objet d'aucun amendement, le Président met directement aux voix l'ensemble du texte, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents.

Article 136.- Lorsqu'un texte soumis à la procédure d'examen simplifiée fait l'objet d'amendements dans les conditions visées à l'article 134, le Président appelle uniquement les articles auxquels ces amendements se rapportent. Sur chaque amendement, outre le Gouvernement, peuvent seuls intervenir l'auteur de l'amendement ou un membre de son groupe, le Président et le Rapporteur de la Commission saisie au fond et un orateur contre.

Avant le vote sur l'ensemble, la parole peut être accordée pour cinq minutes, à un représentant de chaque groupe parlementaire.

SECTION VI

DU RAPPORT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE AVEC LE SENAT

Article 137.- Au cours des deuxièmes lectures et des lectures ultérieures par l'Assemblée nationale des Projets et des Propositions de loi, la discussion a lieu conformément aux dispositions du Chapitre I, Section I, du Titre II, sous les réserves suivantes.

La discussion des articles est limitée à ceux pour lesquels les deux assemblées n'ont pu parvenir à un texte identique.

En conséquence, les articles votés par l'une et l'autre assemblée dans un texte identique ne peuvent faire l'objet d'amendements qui remettraient en cause, soit directement, soit par des additions incompatibles, les dispositions adoptées.

Il ne peut être fait exception aux règles ci-dessus édictées qu'en vue d'assurer le respect de la Constitution, d'opérer une coordination avec des textes en cours d'examen ou de corriger une erreur matérielle.

Article 138.- Le rejet de l'ensemble d'un texte au cours de ses examens successifs devant les deux assemblées du Parlement n'interrompt pas les procédures fixées par l'article 96 de la Constitution.

Dans le cas de rejet de l'ensemble d'un texte par le Sénat, l'Assemblée nationale, dans sa lecture suivante, délibère sur le texte qu'elle avait précédemment adopté et qui lui est transmis par le Gouvernement après la décision de rejet du Sénat.

Article 139.- Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux Assemblées, un Projet ou une Proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque Assemblée ou si le Gouvernement a déclaré l'urgence après une seule lecture par chacune d'elle, conformément aux alinéas 3 et 4 de l'article 96 de la Constitution, le Premier Ministre a la faculté de provoquer la réunion d'une

Commission Mixte Paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion. Le texte élaboré par la Commission Mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

Si la Commission ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'Assemblée nationale statue définitivement à la majorité absolue des membres la composant.

Lorsque le Sénat a adopté sans modification un Projet ou une Proposition de loi précédemment adopté par l'Assemblée nationale, le Président de l'Assemblée nationale appelle immédiatement l'Assemblée, si elle tient séance à prendre acte de cette adoption conforme.

Dans le cas où la notification de l'adoption conforme parvient à l'Assemblée nationale dans l'intervalle de deux séances, le Président en prend acte et informe l'Assemblée au début de la plus prochaine séance.

Article 140.- La réunion d'une Commission Mixte Paritaire peut être provoquée, dans les conditions prévues par l'article 96 de la Constitution, à partir de la fin de la première lecture par chaque Assemblée si la procédure accélérée a été engagée et, à défaut de cet engagement, à partir de la fin de la deuxième lecture.

Lorsque cette décision est prise par le Premier Ministre, elle est communiquée au Président de l'Assemblée, qui la notifie immédiatement à l'Assemblée.

Lorsque la décision est prise, pour une proposition de loi, de façon conjointe par les Présidents des deux Assemblées, cette décision conjointe est communiquée au Gouvernement. Elle est notifiée immédiatement à l'Assemblée par son Président.

Si la discussion du texte est en cours devant l'Assemblée lorsque la décision de provoquer la réunion d'une Commission Mixte Paritaire est prise, elle est immédiatement interrompue.

Article 141.- Le nombre des représentants de chaque Assemblée dans les Commissions Mixtes Paritaires fait l'objet d'un accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Le nombre des suppléants est fixé dans les mêmes conditions. Ceux-ci ne sont appelés à voter que dans la mesure nécessaire au maintien de la parité entre les deux assemblées. L'ordre d'appel est celui de leur élection.

La désignation des représentants de l'Assemblée dans les Commissions Mixtes Paritaires s'efforce de reproduire la configuration politique de celle-ci et d'assurer la représentation de toutes ses composantes.

Chaque Président de Groupe fait parvenir à la Présidence la liste de ses candidats par catégorie dans le délai fixé par le Président de l'Assemblée.

Les candidatures sont affichées à l'expiration du délai imparti. Si le nombre de candidats n'est pas supérieur au nombre de sièges à pourvoir, la nomination prend effet dès cet affichage. Dans le cas contraire, il est procédé à la désignation par

scrutin conformément à l'article 44 ci-dessus, soit immédiatement, soit au début de la première séance suivant l'expiration du délai précité.

Article 142.- Les Commissions Mixtes Paritaires se réunissent, sur convocation de leur doyen d'âge, alternativement par affaire dans les locaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Elles élisent leur Bureau, dont elles fixent la composition.

Elles examinent les textes dont elles sont saisies suivant la procédure ordinaire des Commissions prévue par le règlement de l'assemblée dans les locaux de laquelle elles siègent.

Les conclusions des travaux des Commissions Mixtes Paritaires font l'objet de rapports imprimés, distribués dans chacune des deux assemblées et communiqués officiellement, par les soins de leurs Présidents, au Premier Ministre.

Article 143.- Si le Gouvernement n'a pas soumis le texte élaboré par la Commission Mixte Paritaire à l'approbation du Parlement dans les quinze jours du dépôt du rapport de la Commission Mixte, l'Assemblée qui, avant la réunion de la Commission, était saisie en dernier lieu du texte en discussion peut en reprendre l'examen conformément à l'article 50 alinéa 1.

Lorsque l'Assemblée est saisie du texte élaboré par la Commission Mixte Paritaire, les amendements déposés sont soumis au Gouvernement avant leur distribution et ne sont distribués que s'ils ont recueilli son accord.

L'Assemblée statue d'abord sur les amendements. Après leur adoption ou leur rejet, ou s'il n'en a pas été déposé, elle statue par un vote unique sur l'ensemble du texte.

Article 144.- La décision du Gouvernement de demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement en troisième lecture, en application de l'article 96 de la Constitution, est communiquée au Président de l'Assemblée nationale qui la notifie immédiatement à l'Assemblée

L'Assemblée nationale n'est valablement saisie suivant la procédure prévue à l'article 96, alinéa 4, de la Constitution que si elle a préalablement examiné le texte de la Commission Mixte Paritaire et si celui-ci n'a pas été adopté dans les conditions prévues à l'article 96, alinéa 3, de la Constitution, ou si la Commission Mixte Paritaire n'est pas parvenue à l'adoption d'un texte commun.

Lorsque l'Assemblée nationale procède, dans les conditions prévues à l'article 96, alinéa 4, de la Constitution à une nouvelle lecture, celle-ci a lieu sur le dernier texte dont l'Assemblée était saisie avant la création de la Commission Mixte.

Lorsque, après cette nouvelle lecture, l'Assemblée nationale est saisie par le Gouvernement d'une demande tendant à ce qu'elle statue définitivement, la Commission saisie au fond détermine dans quel ordre sont appelés respectivement le texte de la Commission Mixte et le dernier texte voté par l'Assemblée nationale, modifié, le cas échéant, par un ou plusieurs des amendements votés par le Sénat. En cas de rejet de l'un de ces deux textes, l'autre est immédiatement mis aux voix.

Au cas de rejet des deux textes, le Projet ou la Proposition est définitivement repoussé.

Si le Gouvernement n'a pas demandé à l'Assemblée de statuer définitivement dans les quinze jours de la transmission du texte adopté en nouvelle lecture par le Sénat, l'Assemblée peut reprendre l'examen du texte suivant la procédure de l'article 96, alinéa premier, de la Constitution. La procédure prévue par l'alinéa 4 dudit article ne peut plus recevoir d'application après la reprise de cet examen.

Article 145.- Tout Projet de loi voté par l'Assemblée nationale et non devenu définitif est transmis sans délai par le Président de l'Assemblée nationale au Gouvernement. En cas de rejet d'un Projet de loi, le Président en avise le Gouvernement.

Toute Proposition de loi votée par l'Assemblée nationale et non devenue définitive est transmise sans délai par le Président de l'Assemblée nationale au Président du Sénat. Le Gouvernement est avisé de cet envoi. En cas de rejet d'une Proposition de loi transmise par le Sénat, le Président en avise le Président du Sénat et le Gouvernement.

Lorsque l'Assemblée nationale adopte sans modification un Projet ou une Proposition de loi votée par le Sénat, le Président de l'Assemblée nationale en transmet le texte définitif au Président de la République, aux fins de promulgation. Le Président du Sénat est avisé de cette transmission

Article 146.- Dès qu'une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat, elle est enregistrée, datée et transmise par le Président de l'Assemblée nationale au Président de la République aux fins de promulgation.

SECTION VII
NOUVELLE DELIBERATION DE LA LOI DEMANDEE
PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Article 147.- Lorsque, aux termes de l'article 59 alinéa 2 de la Constitution, le Président de la République demande une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles, le Président de l'Assemblée nationale en informe l'Assemblée. La lettre de saisine doit mentionner les motifs de la demande.

Article 148.- Le texte est renvoyé à la commission qui avait eu à en connaître.

La commission compétente doit statuer dans le délai imparti par l'Assemblée qui ne peut, en aucun cas, excéder quinze jours.

L'inscription de l'affaire à l'ordre du jour a lieu conformément à l'article 58.

La loi ou les articles de la loi soumis à la deuxième lecture ne sont adoptés que s'ils sont votés en leur forme définitive à la majorité absolue des Députés présents à l'ouverture du scrutin.

CHAPITRE II
PROCEDURE LEGISLATIVE APPLICABLE AU PROJET DE LOI DE FINANCES
ET A LA REVISION DE LA CONSTITUTION

SECTION I
DE LA DISCUSSION DE LA LOI DE FINANCES EN COMMISSION

Article 149.- L'examen des Projets de loi fixant les ressources et les charge de l'Etat s'effectue selon la procédure législative prévue par le présent Règlement, sous réserve des dispositions particulières de l'article 92 de la Constitution, des dispositions de caractère organique prises pour leur application, de celles de la Loi Organique sur les lois de finances et de celles de la présente partie qui leur sont applicables.

A l'issue de l'examen des articles de la première partie de la Loi de Finances et avant de passer à l'examen de la seconde partie, il peut être procédé, à la demande du Gouvernement ou d'un Député, à une seconde et dernière délibération de tout ou partie de la première partie.

Article 150.- La Commission des Finances et du Budget procède à l'examen des lois de finances dans les conditions prévues au Chapitre I, Section II du présent Titre. Tout Député a le droit d'assister, avec voix consultative, aux travaux de la Commission des Finances et du budget. La Commission peut entendre les explications du Ministre chargé des Finances et du Budget ou son représentant.

Sur autorisation de la Conférence des Présidents, le Rapporteur peut être convoqué devant la Commission dont la compétence correspond à une inscription budgétaire afin d'y présenter des éclaircissements. Il doit mentionner dans son rapport les observations présentées par les membres de cette dernière Commission.

Il peut, en outre, suivre avec voix consultative l'ensemble des travaux de cette Commission, aux séances de laquelle il doit être convoqué.

Article 151.- Tout article ou amendement contenant des dispositions autres que celles prévues par la Loi Organique relative aux Lois de Finances doit être retiré de la Loi de Finances et faire l'objet d'un débat distinct selon les conditions ci-après :

- si la Commission permanente qui aurait été compétente pour en connaître au fond, au cas où cette disposition aurait fait l'objet d'un Projet ou d'une Proposition de loi, la demande ;
- si le Président ou le Rapporteur ou un membre du Bureau, spécialement désigné à cet effet en fait la demande à la Commission de Finances.

Ce débat est inscrit d'office à l'Ordre du Jour de l'Assemblée nationale à la suite de la discussion de la Loi de Finances, s'il s'agit d'un article du Projet de loi de Finances.

Article 152.- Les crédits dont la modification n'est pas demandée, soit par le Gouvernement, soit par la Commission, soit par un amendement régulièrement déposé, ne peuvent faire l'objet que d'un débat sommaire. Chaque orateur ne peut parler qu'une fois par titre et par ministère, sauf la faculté de réponse au Ministre et au Rapporteur. La durée de cette réponse ne peut, en aucun cas, excéder dix minutes.

Article 153.- À l'issue de l'examen des articles de la première partie du Projet de Loi de Finances de l'année et des Projets de Loi de Finances Rectificative, et avant de passer à l'examen de la seconde partie, il peut être procédé à une seconde délibération de tout ou partie de la première partie.

Lorsque l'Assemblée n'adopte pas la première partie du Projet de Loi de Finances de l'année ou d'un Projet de Loi de Finances Rectificative, l'ensemble du Projet de loi est considéré comme rejeté.

S'il est procédé avant le commencement des explications de vote sur l'ensemble à une seconde délibération de tout ou partie du Projet de Loi de Finances de l'année ou d'un Projet de Loi de Finances Rectificative, il ne peut être apporté d'autres modifications aux dispositions de la première partie que celles nécessitées, pour coordination, par les votes intervenus sur les articles de la seconde partie.

Article 154.- Outre celles prévues par la Loi Organique relative aux Lois de Finances, les modalités de la discussion de la seconde partie du Projet de Loi de Finances de l'année sont arrêtées par la Conférence des Présidents. Celle-ci fixe notamment la répartition des temps de parole attribués aux Groupes et aux Députés n'appartenant à aucun Groupe ainsi que ceux attribués aux Commissions et leur répartition entre les discussions.

La Conférence des Présidents peut décider que l'examen de certaines missions de la seconde partie du Projet de Loi de Finances de l'année aura lieu, à titre principal et à l'exclusion des votes, au cours d'une réunion commune de la Commission des finances et du budget, et de la ou des Commissions saisies pour avis. La réunion est coprésidée par les Présidents des Commissions concernées et

son compte rendu est publié à la suite du compte rendu de la séance au cours de laquelle la mission est discutée.

La Conférence des Présidents arrête la liste de ces Commissions élargies et fixe les dates de leurs réunions, qui peuvent se tenir en même temps qu'une séance publique.

Article 155.- Les amendements contraires aux dispositions de la Loi Organique relative aux Lois de Finances sont déclarés irrecevables.

SECTION II

DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Article 156.- Les Projets et Propositions de loi portant révision de la Constitution sont examinés, discutés et votés selon la procédure législative ordinaire sous réserve des dispositions des articles 161, 162 et 163 de la Constitution.

Toutefois, ils ne peuvent faire l'objet de la procédure d'adoption simplifiée prévue à la Section V du présent Titre.

Lorsque l'Assemblée nationale a adopté en des termes identiques le texte voté par le Sénat, celui-ci est transmis au Président de la République par le Président de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE III

PROCEDURES SPECIALES

SECTION I

PROCEDURE DE DISCUSSION DE LA LOI ORGANIQUE

Article 157.- Les Projets et Propositions de loi tendant à l'adoption ou à la modification d'une loi organique ou portant sur une matière à laquelle la Constitution confère un caractère organique doivent comporter dans leur intitulé la mention expresse de ce caractère. Elles ne peuvent contenir de dispositions d'une autre nature.

La discussion en séance, en première lecture, d'un Projet ou d'une Proposition de Loi Organique ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de quinze jours suivant son dépôt.

Les procédures prévues aux articles 86, 96 et 98 de la Constitution sont applicables.

Les Projets et Propositions de Lois Organiques sont examinés, discutés et votés selon la procédure législative prévue par la première partie du présent titre, sous réserve des dispositions de l'article 89, 2° de la Constitution et du présent article. Ils ne peuvent faire l'objet de la procédure d'examen simplifiée prévue au Chapitre I, Section V du présent Titre.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 89 de la Constitution, si l'Assemblée nationale n'a pas adopté le Projet de Loi Organique avant la clôture de la session, les dispositions dudit projet peuvent être mises en vigueur par voie d'ordonnance, en y incluant, le cas échéant, un ou plusieurs amendements adoptés par une Assemblée.

SECTION II DES TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 158.- Lorsque l'Assemblée nationale est saisie d'un Projet de loi autorisant la ratification d'un traité ou l'approbation d'un accord international soumis à ratification, il n'y a pas lieu de voter sur les articles contenus dans ces actes et il ne peut être présenté d'amendement.

L'Assemblée nationale conclut à l'adoption, au rejet ou à l'ajournement du Projet de loi. L'ajournement est motivé et sera notifiée au Premier Ministre.

Article 159.- Lorsque la Haute Cour Constitutionnelle a été saisie, dans les conditions prévues à l'article 137, alinéa 3 de la Constitution, du point de savoir si un traité international comporte une clause non conforme à la Constitution, le Projet de loi autorisant sa ratification ou son approbation ne peut être mis en discussion.

La saisine de la Haute Cour Constitutionnelle intervenue au cours de la procédure législative suspend cette procédure.

La discussion ne peut être commencée ou reprise hors des formes prévues pour une révision de la Constitution qu'après publication de la déclaration de la Haute Cour Constitutionnelle portant que l'engagement ne contient aucune clause contraire à la Constitution.

SECTION III DE LA DECLARATION DE GUERRE ET DE L'ETAT DE NECESSITE NATIONALE

Article 160.- Les autorisations prévues à l'article 95 III de la Constitution ne peuvent résulter, que d'un vote du Parlement réuni en Congrès sur un texte exprès d'initiative gouvernementale se référant audit article.

Les modalités de mise en œuvre de ces autorisations sont définies par le Règlement du Congrès.

TITRE III DU RAPPORT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AVEC L'ASSEMBLEE NATIONALE

Article 161.- Conformément à l'article 54 de la Constitution, le Président de la République nomme le Premier Ministre, présenté par le parti ou le Groupe de partis majoritaire à l'Assemblée nationale.

Article 162.- En application de l'article 94 de la Constitution, le Président de la République communique avec le Parlement par un message.

Ce message ne donne lieu à aucun débat.

Article 163.- Suivant l'article 59 de la Constitution, le Président de la République promulgue la loi définitivement adoptée dans les trois semaines qui suivent sa transmission par le Président de l'Assemblée nationale.

Article 164.- Avant l'expiration de ce délai, le Président de la République peut demander à l'Assemblée nationale une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Article 165.- Le Président de la République peut dissoudre l'Assemblée nationale en Conseil des Ministres dans les conditions prévues par l'article 60 de la Constitution.

TITRE IV DU CONTROLE PARLEMENTAIRE

CHAPITRE I DE L'INFORMATION ET DU CONTROLE

SECTION I DE LA COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Article 166.- Conformément à l'article 99 de la Constitution, le Premier Ministre présente son programme de mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat au parlement qui peut émettre des suggestions. Ce programme doit comporter des échéances et des indicateurs objectivement vérifiables pour le programme en général et pour chaque activité planifiée, ainsi qu'une valorisation financière globale. Ces indicateurs doivent permettre d'évaluer la performance et l'avancement dans la mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat.

Conformément à l'article 101 de la Constitution, le Gouvernement présente à l'Assemblée nationale un rapport annuel d'exécution de son programme. Cette présentation est suivie d'un débat.

Pour le débat auquel donne lieu la présentation par le Gouvernement du rapport d'exécution de son programme, mentionné à l'alinéa précédent, la Conférence des Présidents fixe le temps global attribué aux Groupes et aux Députés n'appartenant à aucun Groupe. Le temps imparti aux groupes est attribué pour moitié aux Groupes de l'opposition. Il est ensuite réparti entre les autres Groupes en proportion de leur importance numérique. Chaque Groupe dispose d'un temps minimum de dix minutes.

Les inscriptions de parole et l'ordre des interventions ont lieu dans les conditions prévues par l'article 59, alinéa 3 du présent Règlement.

Le Gouvernement prend la parole le dernier pour répondre aux orateurs qui sont intervenus.

Article 167.- Les autres moyens d'information du Parlement à l'égard de l'action gouvernementale sont : la question orale, la question écrite, l'interpellation, la commission d'enquête et l'audition en Commission.

L'interpellation porte sur un sujet bien précis et fera l'objet d'une résolution prise par l'Assemblée nationale. Cette résolution sera communiquée au Gouvernement par le Président de l'Assemblée nationale. Le Président informe préalablement l'Assemblée nationale de l'objet de l'interpellation ; toute intervention en dehors du sujet sera systématiquement rejetée.

Article 168.- En dehors du rapport d'exécution de son programme à l'article 101 de la Constitution, le Gouvernement peut demander à faire devant l'Assemblée nationale des déclarations avec ou sans débat.

Dans le cas de déclaration avec débat, la Conférence des Présidents fixe le temps global attribué aux groupes dans le cadre des séances aux débats ; ce temps est réparti par le Président de l'Assemblée nationale entre les Groupes en proportion de leur importance numérique.

Le Premier Ministre ou un membre du Gouvernement prend la parole le dernier pour répondre aux orateurs qui sont intervenus.

Lorsque la déclaration du Gouvernement ne comporte pas de débat, le Président peut autoriser un seul orateur à répondre au Gouvernement.

Aucun vote, de quelque nature qu'il soit, ne peut avoir lieu à l'occasion des déclarations prévues au présent article.

SECTION II DES QUESTIONS ORALES

Article 169.- Conformément à l'article 102 alinéa 2 de la Constitution, une séance par quinzaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires, est réservée aux questions des députés et aux réponses du Gouvernement. Cette séance est retransmise en direct par les médias publics.

La première question est, de droit, attribuée, pour une durée de quinze minutes, au Chef de l'opposition.

Article 170.- Tout Député désirant poser une question orale s'inscrit préalablement auprès de son Groupe Parlementaire ; le Président du Groupe ou son représentant remet au Bureau de l'Assemblée nationale le nombre des questions à poser aux Ministres concernés au plus tard la veille de la séance à midi.

Le nombre des questions par Groupe est fixé proportionnellement à l'effectif de ses membres.

Article 171.- La séance de question orale est appelée par le Président de séance. Le Ministre compétent y répond. L'auteur de la question dispose une seule fois la parole après la réponse du Ministre qui peut lui répliquer.

Aucune autre intervention ne peut avoir lieu.

Aucun vote ne peut intervenir.

Article 172.- Pour une question d'ordre général, un Député peut demander un débat. L'Assemblée décide par un vote s'il y a lieu à débat. Son auteur a alors le droit de parole pour dix (10) minutes au maximum.

Le Ministre compétent y répond.

Après la réponse du Ministre, le Président organise le débat au vu de la liste des orateurs inscrits et donne la parole à chacun d'eux. Le Ministre peut, à tout moment, répliquer s'il le juge utile.

Après audition du dernier orateur, le Président passe au point suivant de l'Ordre du Jour.

SECTION III

DE LA COMMISSION D'ENQUETE

Article 173.- La création par l'Assemblée d'une Commission d'enquête résulte du vote d'une Proposition de résolution à la majorité relative, présentée au moins par huit Députés.

Des moyens matériels et financiers sont mis à la disposition de la Commission par l'Assemblée nationale. Si besoin est, la Commission peut recourir au service des forces de l'ordre et/ou toute autre personne ressources.

Article 174.- La Proposition de résolution doit déterminer avec précision les faits qui donnent lieu à enquête, soit les services ou entreprises publics dont la Commission doit examiner la gestion. Elle est examinée et discutée dans les conditions fixées par le présent Règlement.

Une telle Commission est formée dans les mêmes conditions que les Commissions permanentes.

Toutefois, chaque Groupe doit être représenté par un Député au moins.

La Commission d'enquête comprend autant de membres plus un qu'il y a de Groupes.

Article 175.- Est irrecevable toute Proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête ayant le même objet qu'une mission effectuée dans les conditions prévues à l'article 184 du présent Règlement ou qu'une Commission d'enquête antérieure, avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter du terme des travaux de l'une ou de l'autre.

L'irrecevabilité est déclarée par le Président de l'Assemblée. En cas de doute, le Président statue après avis du Bureau de l'Assemblée.

Article 176.- Le dépôt d'une Proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête est notifié par le Président de l'Assemblée au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Article 177.- Les Propositions de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête sont renvoyées à la Commission permanente compétente. Celle-ci vérifie si les conditions requises pour la création de la Commission d'enquête sont réunies et se prononce sur son opportunité.

Article 178.- Les Commissions d'enquête ne peuvent comprendre plus de quinze Députés. L'article 43 du présent Règlement est applicable à la désignation de leurs membres.

Ne peuvent être désignés comme membres d'une Commission d'enquête les Députés ayant été l'objet d'une sanction pénale ou disciplinaire pour manquement à l'obligation du secret à l'occasion des travaux non publics d'une Commission constituée au cours de la même législature.

Article 179.- Le Bureau des Commissions d'enquête comprend un Président, deux Vice-Présidents, un Rapporteur, un Rapporteur-adjoint et deux secrétaires. Les nominations ont lieu en s'efforçant de reproduire la configuration politique de l'Assemblée et d'assurer la représentation de toutes ses composantes.

La fonction de Président ou de Rapporteur revient de droit à un Député appartenant à un Groupe d'opposition.

Les membres du Bureau d'une Commission d'enquête et, le cas échéant, son Rapporteur sont désignés dans les conditions prévues à l'article 49.

Article 180.- Les Commissions d'enquête ont un caractère temporaire. Leur mission prend fin par le dépôt de leur rapport et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'adoption de la Résolution qui les a créées. Elles ne peuvent être reconstituées avec le même objet avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la fin de leur mission.

Article 181.- À l'expiration du délai de six mois, et si la Commission n'a pas déposé son rapport, son Président remet au Président de l'Assemblée les documents en sa possession. Ceux-ci ne peuvent donner lieu à aucune publication ni à aucun débat.

Le rapport adopté par une Commission d'enquête est remis au Président de l'Assemblée. Le dépôt de ce rapport est publié. Sauf décision contraire de l'Assemblée constituée à huis clos dans les conditions prévues à l'article 62, le rapport est imprimé et distribué. Il peut donner lieu à un débat sans vote en séance plénière.

La demande de constitution de l'Assemblée à huis clos à l'effet de décider, par un vote spécial, de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport, doit être présentée dans un délai de cinq jours francs à compter de la publication du dépôt.

SECTION IV
DU ROLE D'INFORMATION DES
COMMISSIONS PERMANENTES OU SPECIALES

Article 182.- Sans préjudice des dispositions les concernant contenues au Titre II, les Commissions permanentes assurent l'information de l'Assemblée pour lui permettre d'exercer son contrôle sur la politique du Gouvernement.

À cette fin, elles peuvent confier à plusieurs de leurs membres une mission d'information temporaire portant, notamment, sur les conditions d'application d'une législation. Ces missions d'information peuvent être communes à plusieurs commissions.

Une mission composée de deux membres doit comprendre un Député appartenant à un groupe d'opposition. Une mission composée de plus de deux membres doit s'efforcer de reproduire la configuration politique de l'Assemblée.

Des missions d'information peuvent également être créées par la Conférence des présidents sur proposition du Président de l'Assemblée. Le Bureau de ces missions est constitué dans les conditions prévues à l'article 179.

La fonction de Président ou de Rapporteur revient de droit à un Député appartenant à un groupe d'opposition, si ces fonctions ne sont pas exercées par la même personne.

Le Bureau de la Commission est compétent pour organiser la publicité des travaux des missions d'information créées par celle-ci.

Un rapport de mission d'information peut donner lieu, en séance publique, à un débat sans vote ou à une séance de questions.

Article 183.- La demande présentée par une Commission permanente ou spéciale est adressée par son Président au Président de l'Assemblée.

Elle doit déterminer avec précision l'objet de la mission pour l'exercice de laquelle le bénéfice des prérogatives attribuées aux Commissions d'enquête est demandé.

Article 184.- Cette demande est aussitôt notifiée par le Président de l'Assemblée au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Si le Garde des Sceaux fait connaître que des poursuites judiciaires sont en cours sur des faits ayant motivé la présentation de la demande, le Président de l'Assemblée en informe le président de la Commission qui l'a présentée.

Article 185.- La demande est affichée et notifiée au Gouvernement et aux Présidents des Groupes et des Commissions.

Elle est considérée comme adoptée si, avant la deuxième séance qui suit cet affichage, le Président de l'Assemblée n'a été saisi d'aucune opposition par le Gouvernement, le président d'une Commission ou le Président d'un Groupe.

Si une opposition a été formulée dans les conditions prévues au précédent alinéa, un débat sur la demande est inscrit d'office à la fin de la première, suivant l'annonce faite à l'Assemblée de l'opposition. Au cours de ce débat peuvent seuls prendre la parole le Gouvernement et, pour une durée n'excédant pas cinq minutes, l'auteur de l'opposition et le Président de la Commission qui a présenté la demande.

Article 186.- Lorsque le Garde des Sceaux fait connaître après l'adoption d'une demande qu'une information judiciaire est ouverte sur des faits l'ayant motivée, le Président de l'Assemblée en informe le président de la Commission concernée. Celle-ci met immédiatement fin à sa mission si elle ne porte que sur les faits ayant entraîné l'ouverture de l'information.

Article 187.- Les dispositions de l'article 181 sont applicables aux travaux des Commissions lorsqu'elles exercent les prérogatives attribuées aux Commissions d'enquête.

Article 188.- À l'issue d'un délai de six mois suivant la publication du rapport d'une Commission d'enquête ou d'une mission d'information, le membre de la Commission permanente compétente désigné par celle-ci à cet effet lui présente un rapport sur la mise en œuvre des conclusions de ladite Commission d'enquête ou mission d'information.

Un rapport sur la mise en œuvre des conclusions d'une Commission d'enquête ou d'une mission d'information peut donner lieu, en séance publique, à un débat sans vote ou à une séance de questions.

SECTION V

DES PETITIONS

Article 189.- Les pétitions doivent être adressées au Président de l'Assemblée nationale. Elles peuvent également être déposées par un Député qui fait mention du dépôt et signe cette mention.

Une pétition, apportée ou transmise par un rassemblement formé sur la voie publique, ne peut être reçue directement par le Président, ni déposée sur son Bureau.

Toute pétition doit indiquer le domicile du pétitionnaire et être revêtue de sa signature.

Article 190.- Les pétitions sont inscrites sur un rôle général dans l'ordre de leur arrivée. Avis est donné à tout pétitionnaire du numéro d'ordre de sa pétition.

Le Président de l'Assemblée nationale renvoie les pétitions à la Commission compétente pour leur examen. La Commission désigne un Rapporteur.

Après avoir entendu les conclusions du rapporteur, la Commission décide, suivant le cas, soit de classer purement et simplement la pétition, soit de la renvoyer à une autre Commission permanente à l'Assemblée ou à un Ministre, soit de la

soumettre à l'Assemblée. Avis est donné au pétitionnaire de la décision de la Commission concernant sa pétition.

Lorsqu'une pétition est renvoyée à une autre Commission permanente de l'Assemblée, celle-ci peut décider soit de la classer purement et simplement, soit de la renvoyer à un Ministre, soit de la soumettre à l'Assemblée. Avis est donné au pétitionnaire de la décision de la Commission concernant sa pétition.

La réponse du Ministre est communiquée au pétitionnaire. Si le Ministre n'a pas répondu dans un délai de trois mois à la pétition qui lui a été renvoyée par une Commission, celle-ci peut décider de soumettre la pétition à l'Assemblée.

Lorsqu'une Commission décide de soumettre une pétition à l'Assemblée, elle dépose sur le Bureau de l'Assemblée un rapport reproduisant le texte intégral de la pétition ; ce rapport est imprimé et distribué. Le Président les renvoie à la Commission chargée des pétitions.

Article 191.- Un feuillet portant l'indication sommaire des pétitions et des décisions les concernant est distribué périodiquement aux membres de l'Assemblée.

Dans les huit jours suivant la distribution du feuillet publiant la décision de la Commission tendant au classement d'une pétition ou à son renvoi à un Ministre ou à une autre Commission, tout Député peut demander au Président de l'Assemblée que cette pétition soit soumise à l'Assemblée ; sa demande est transmise à la Conférence des Présidents qui statue.

Passé ce délai, ou lorsque la Conférence des Présidents ne fait pas droit à la demande, les décisions de la Commission deviennent définitives et sont publiées.

Lorsque la Conférence des Présidents fait droit à la demande, le rapport sur la pétition qui a été publié au feuillet est déposé, imprimé et distribué ce rapport reproduit le texte intégral de la pétition.

Article 192.- Les rapports déposés en application des articles 190 alinéas 6, et 191 alinéa 4, peuvent être inscrits à l'Ordre du Jour de l'Assemblée dans les conditions et sous les réserves prévues à l'article 59.

Article 193.- Le débat en séance publique sur les rapports faits en application des articles 190 alinéa 6 et 191 alinéa 4, s'engage par l'audition du Rapporteur de la Commission.

La parole est ensuite donnée, s'il y a lieu, au Député ayant déposé la pétition, en application de l'article 189, alinéa premier, puis au député ayant demandé qu'elle soit soumise à l'Assemblée.

Au vu de la liste des orateurs inscrits dans la discussion, le Président fixe le temps de parole de chacun d'eux.

Le Gouvernement a la parole quand il la demande.

Après l'audition du dernier orateur, le Président passe à la suite de l'Ordre du Jour.

CHAPITRE II

DE LA MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT

SECTION I

DU DEBAT SUR LE PROGRAMME OU SUR UNE DECLARATION DE POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Article 194.- Le Premier Ministre peut engager la responsabilité du Gouvernement en posant la question de confiance dans les conditions prévues à l'article 100 de la Constitution.

Après l'audition du Gouvernement, la séance est suspendue.

Dans la demi-heure qui suit, les orateurs qui désirent intervenir se font inscrire auprès du Bureau permanent.

Le Président réunit la Conférence des Présidents qui organise le débat.

A la reprise de la séance et après l'audition des orateurs inscrits, le Gouvernement peut répondre, il a la parole le dernier et la discussion est close.

Après la clôture du débat, la parole peut être accordée pour une explication de vote d'une durée de quinze minutes à l'orateur désigné par chaque groupe et d'une durée de cinq minutes aux autres orateurs. Les dispositions relatives à la clôture sont applicables à ces derniers.

Le vote a lieu quarante-huit heures après le dépôt de la question de confiance.

Le Président met aux voix l'approbation du programme ou de la déclaration du Gouvernement. Le scrutin a lieu conformément à l'article 96, 2°.

S'il est mis en minorité par les deux tiers des membres composant l'Assemblée nationale, le Gouvernement remet sa démission au Président de la République.

SECTION II

DE LA MOTION DE CENSURE ET DE LA QUESTION DE CONFIANCE

Article 195.- Le dépôt d'une motion de censure dans les conditions prévues par l'article 103 de la Constitution est constaté par la remise au Président de l'Assemblée nationale d'un document portant l'intitulé « Motion de Censure » suivi de la liste des signatures de la moitié des membres composant l'Assemblée nationale.

Les motions de censure doivent être motivées.

Jusqu'à la notification de la motion de censure au Gouvernement, le retrait de signature demeure possible.

Le Président notifie la motion de censure au Gouvernement, en donne connaissance à l'Assemblée et la fait afficher, et en donne connaissance à

l'Assemblée lors de sa plus prochaine séance. La liste ne varietur des signatures est publiée au compte rendu de la séance.

Article 196.- La Conférence des Présidents fixe la date de discussion des motions de censure, en rapport avec l'expiration du délai constitutionnel de quarante-huit heures consécutif au dépôt.

Le débat est organisé dans les conditions prévues à l'article 166 alinéas 3 à 5. S'il y a plusieurs motions, la Conférence peut décider qu'elles seront discutées en commun sous réserve qu'il soit procédé pour chacune à un vote séparé.

Aucun retrait d'une motion de censure n'est possible après sa mise en discussion. Lorsque la discussion est engagée, elle doit être poursuivie jusqu'au vote.

Après la discussion générale, la parole peut être accordée, pour une explication de vote d'une durée de quinze minutes à l'orateur désigné par chaque Groupe et d'une durée de cinq minutes aux autres orateurs. Les dispositions relatives à la clôture sont applicables à ces derniers.

Il ne peut être présenté d'amendement à une motion de censure.

Les Députés participent au scrutin public à la tribune, qui a lieu conformément aux dispositions de l'article 96, 2°.

Le vote ne peut intervenir que quarante-huit heures après le dépôt de la motion de censure.

S'il est mis en minorité par les deux tiers des membres composant l'Assemblée nationale, le Gouvernement remet sa démission au Président de la République.

Article 197.- Lorsqu'en application des dispositions combinées des articles 98 et 100 de la Constitution, le Premier Ministre engage la responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte, le débat est immédiatement suspendu durant vingt-quatre heures et le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après le dépôt.

Dans ce délai, une motion de censure, répondant aux conditions prévues par l'article 195 peut être remise au Président de l'Assemblée. Le libellé de la motion doit viser l'article 103, alinéa 2, de la Constitution. La motion est immédiatement affichée.

S'il y a lieu, le Président de l'Assemblée prend acte du dépôt d'une motion de censure dans le délai précité. Il le notifie au Gouvernement. Dans le cas contraire, le Président prend acte de l'adoption du texte concerné à l'expiration du même délai. Il en informe le Gouvernement.

Le Président informe l'Assemblée, immédiatement ou à l'ouverture de la plus prochaine séance.

L'inscription à l'Ordre du Jour, la discussion et le vote de la motion visée à l'alinéa 2 ont lieu dans les conditions prévues au présent Chapitre.

Article 198.- A l'expiration des délais visés à l'article précédent, l'Assemblée se réunit. Aucun amendement ne peut être déposé. S'il est mis en minorité par la majorité de deux tiers des membres composant l'Assemblée nationale, le Gouvernement remet sa démission au Président de la République.

CHAPITRE III

DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE ET DE LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

SECTION I

DE L'ELECTION DES MEMBRES DE LA HAUTE COUR CONSITUTIONNELLE

Article 199.- En application des dispositions de l'article 114 2° de la Constitution, l'Assemblée nationale, élit deux (02) membres de la Haute Cour Constitutionnelle au scrutin secret plurinominal.

Sont élus, à chaque tour de scrutin, dans l'ordre des suffrages, les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés. Il est procédé à autant de tours de scrutin qu'il est nécessaire, jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus.

SECTION II

DE L'ELECTION DES MEMBRES DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 200.- En application des dispositions de l'article 136 4° de la Constitution, l'Assemblée nationale, élit au début de la législature, deux Députés titulaires et deux suppléants, représentants de l'Assemblée nationale au sein de la Haute Cour de Justice.

Il est procédé d'abord à l'élection des titulaires, puis des suppléants au scrutin secret plurinominal.

Le nom d'un candidat suppléant est associé à celui de chaque candidat titulaire.

Les dispositions de l'article 44, concernant le dépôt des candidatures, la distribution des bulletins et la validité des votes, sont applicables à cette élection.

Sont élus, à chaque tour de scrutin, dans l'ordre des suffrages, les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés. Il est procédé à autant de tours de scrutin qu'il est nécessaire, jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus.

Il est procédé dans les mêmes formes, dès la première réunion qui suit la vacance ouverte, au remplacement des juges titulaires ou suppléants dont les fonctions ont pris fin avant leur terme pour quelque cause que ce soit.

Dès que l'élection est acquise, le Président de l'Assemblée nationale en donne avis au Premier Président de la Cour Suprême et lui adresse copie du procès-verbal de l'élection.

SECTION III DE LA SAISINE DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 201.- Le Président de la République peut être mis en accusation devant la Haute Cour de Justice par l'Assemblée nationale, pour les actes définis par les dispositions de l'article 131 de la Constitution. La majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale est, à l'égard, requise.

Les Présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le Premier Ministre, les autres membres du Gouvernement et le Président de la Haute Cour Constitutionnelle, peuvent eux aussi pour les actes déterminés par les dispositions de l'article 133 de la Constitution et à l'initiative du Procureur Général près de la Cour Suprême, être mis en accusation devant la Haute Cour de Justice par un vote de la seule Assemblée nationale au scrutin public et à la majorité absolue de ses membres.

Article 202.- Le Bureau de l'Assemblée nationale prononce d'office l'irrecevabilité des propositions de résolution contraires aux dispositions de l'article précédent.

Les Propositions de résolution déclarées recevables par le Bureau sont renvoyées à une Commission élue spécialement à cet effet.

Les Députés appartenant à la Haute Cour de Justice ne peuvent être désignés comme membres d'une telle Commission.

Article 203.- L'Assemblée statue sur le rapport de la Commission spécialement créée à cet effet.

Les membres de l'Assemblée appelés à participer à la poursuite, à l'instruction ou au jugement ne peuvent prendre part au vote.

Si la Proposition émane de membres de l'Assemblée nationale et si elle est votée, elle est transmise au Président du Sénat, pour information.

Si le vote de l'Assemblée nationale a entraîné l'adoption définitive de la Résolution portant la mise en accusation, le Président de l'Assemblée nationale communique celle-ci dans le plus bref délai au Procureur Général près la Cour Suprême et donne avis de la transmission au Président du Sénat.

TITRE V DES SESSIONS ET AUTRES DISPOSITIONS

CHAPITRE I DE L'OUVERTURE ET CLOTURE DE SESSIONS

Article 204.- Le Président déclare l'ouverture de la première session ordinaire le premier Mardi de Mai et la deuxième session consacrée principalement à l'adoption de la Loi des Finances le troisième Mardi d'Octobre.

La durée de chaque session est fixée à soixante jours.

Article 205 - Le Président déclare l'ouverture d'une session extraordinaire, sur un Ordre du Jour déterminé, par décret du Président de la République pris en Conseil des Ministres, soit à l'initiative du Premier Ministre, soit à la demande de la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

La durée de la session ne peut excéder douze jours. Toutefois, un décret de clôture intervient dès que l'Assemblée nationale a épuisé l'ordre du jour pour lequel elle a été convoquée.

Article 206.- Le Président déclare la clôture des deux sessions ordinaires annuelles à la fin de la dernière clôture de la séance fixée par la Conférence des Présidents soixante jours après l'ouverture de chaque session.

La lecture du décret de clôture d'une session extraordinaire interrompt tout débat. Le Président lève immédiatement la séance.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 207.- Il est recommandé à tout Député d'informer en permanence et de faire un compte-rendu à la fin de chaque session à son électorat.

Les Députés peuvent assister en tant qu'observateurs aux travaux des assemblées des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Article 208.- L'Assemblée fixe, sous réserve des dispositions contraires, le nombre, la composition et le mode de désignation des délégations chargées de la représenter lorsque le Bureau n'assume pas cette fonction.

Article 209.- Lorsque l'Assemblée est appelée à se faire représenter dans les organismes extérieurs, cette représentation est assurée de la manière ci-après :

- l'Assemblée est représentée par un ou plusieurs membres de chaque groupe sur proposition des représentants du Groupe, lorsque sa représentation doit être égale à une ou plusieurs fois le nombre de Groupes représentés dans son sein ;
- dans le cas contraire, l'Assemblée désigne ses représentants, soit sur la proposition de la ou des Commissions intéressées, soit selon les dispositions du Chapitre IX du Titre I, soit de toute autre manière qu'elle décide.

Pour les activités officielles inhérentes à sa charge dans sa circonscription, le Député peut utiliser la logistique, les services ainsi que le personnel de l'Etat.

Article 210.- Le montant, les conditions et les modalités d'attribution des indemnités allouées aux Députés ainsi que les règles applicables au remboursement de leurs frais de transports sont fixés par voie réglementaire.

Article 211.- L'indemnité de fonction est payable mensuellement sur sa base annuelle à tous les Députés qui prennent part régulièrement aux travaux de l'Assemblée.

Les Députés peuvent s'excuser de ne pouvoir prendre part à une séance déterminée. Les excuses doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, motivée et adressée au Président.

Article 212.- Les Députés bénéficient des prérogatives suivantes :

- une carte de membre de l'Assemblée nationale délivrée par le Président de l'Assemblée nationale comportant, outre l'identité, les mentions ci-après : « *Il est ordonné à tous les agents de la Force Publique d'assurer la libre circulation du titulaire de la présente carte dans l'exercice de ses fonctions et de lui prêter aide et assistance en cas de besoin* » ;
- Un Passeport Diplomatique ;
- une cocarde tricolore ;
- un coupe-file,
- des distinctions honorifiques ;
- des insignes et une écharpe qui sont portés par les députés lorsqu'ils sont en mission, dans les cérémonies publiques et en toutes circonstances où ils ont à faire connaître leur qualité. La nature de ces insignes est déterminée par l'Assemblée nationale.

La cérémonie officielle de pose de l'écharpe est dirigée par le Président de l'Assemblée nationale qui peut la déléguer à un Vice-Président.

Article 213.- Par le biais de ses représentants à l'Inspection Générale de la Justice, l'Assemblée nationale contrôle le respect des règles déontologiques qui sont particulières aux Magistrats, ainsi que les agissements du Personnel de la Justice.

Article 214.- Il est interdit à tout Député de faire ou laisser figurer son nom, suivi de l'indication de sa qualité, dans tout document ou publicité relatif à une entreprise.

Article 215 – L'Assemblée nationale se dote d'un Code d'éthique et de déontologie de ses membres.

CHAPITRE III

DE LA MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Article 216.- Le présent Règlement ne peut être modifié que si la Proposition en est faite par au moins un tiers des Députés, et adoptée par la majorité des 2/3 des membres composant l'Assemblée nationale.

Ledit Règlement peut être modifié lors de la première réunion de la nouvelle assemblée nationale en session spéciale avant la mise en place du Bureau Permanent, des groupes parlementaires ainsi que des commissions permanentes.

La modification n'entre en vigueur qu'après avoir été déclarée conforme à la Constitution par la Haute Cour Constitutionnelle. »

Article 217.- Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente Résolution sont et demeurent abrogées.

Article 218.- La présente Résolution sera publiée au *Journal Officiel de la République*.

Elle sera exécutée en tant que Règlement Intérieur régissant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Antananarivo, le 11 juillet 2024

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

TOKELY Justin



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



FITSIPIKA ANATIN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA



FITSIPIKA ANATIN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA

NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

Araka ny Lalàmpanorenana,

Araka ny Lalàna fehizoro laharana faha-2018-010 tamin'ny 11 mey 2018 novaina sy nofenoina tamin'ny Lalàna fehizoro laharana faha-2019-002 tamin'ny 15 febroary 2019 mikasika ny fifidianana Solombavambahoaka ao amin'ny Antanimierampirenena,

Araka ny Hitsivolana laharana faha-2014-001 tamin'ny 18 aprily 2014 mikasika ny Lalàna fehizoro andraiketana ny fitsipika mifehy ny fomba fiasan'ny Antanimierampirenena, novaina tamin'ny Lalàna fehizoro laharana faha- 2014-034 tamin'ny 09 febroary 2015,

Araka ny Lalàna laharana faha-2011-012 tamin'ny 09 septambra 2011 mikasika ny antoko politika,

Araka ny Lalàna laharana faha-2011-013 tamin'ny 19 jolay 2021 anovana ny Sata mifehy ny Fanoherana sy ny Antoko mpanohitra, novaiva tamin'ny Lalàna laharana faha-2021-006 tamin'ny 19 jolay 2021,

Araka ny Fehin-kevitra laharana faha-01-2019/R tamin'ny 19 aogositra 2019 mikasika ny Fitsipika anatin'ny Antanimierampirenena, novaina sy nofenoina tamin'ny Fehin-kevitra laharana faha-001-2024/R tamin'ny 11 jolay 2024,

Araka ny Didin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana laharana faha-10-HCC/D3 tamin'ny 11 jolay 2024 mifandraika amin'ny Fitsipika anatin'ny Antanimierampirenena,

DIA NAMOAKA IZAO FITSIPIKA ANATINY IZAO:

**LOHATENY VOALOHANY
FANDAMINANA SY FAMPANDEHANANA
NY ANTENIMIERAMPIRENENA**

**TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY MPIKAMBANA AO AMIN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA SY IREO TENY
AMPIASAINY AMIN'NY ASA**

Andininy voalohany. – Ireto fepetra lazaina manaraka ireto no mandrafitra ny Fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena araka izay voalazan'ny andininy faha-79 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha- 2.- Ny Antenimierampirenena dia ahitana mpikambana voafidy miisa 163.

Solombavambahoakan'i Madagasikara no iantsoana ireo mpikamban'ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-3.- Ao amin'ny Lapany ao Tsimbazaza no mivory ny Antenimierampirenena. Na izany aza, rehefa misy antony manokana dia azo afindra any amin'ny toerana hafa eto amin'ny Firenena izany avy amin'ny fanapahan-kevitra ny Birao Maharitra.Tsy azo idirana an-keriny ny toeram-pivorian'ny Antenimierampirenena.

Andininy faha- 4. - Ireo Solombavambahoaka dia voafidy hiasa dimy taona araka ny andininy faha-69 andàlana voalohany ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha- 5 – Ny teny malagasy sy ny teny frantsay no teny enti-miasa ao amin'ny Antenimierampirenena.

Ny Volavolan-dalàna, Tolo-dalàna, Tolo-pehin-kevitra, tatitry ny Vaomiera, fanitsiana, fanontaniana am-bava, fanontaniana an-tsoratra, fampiantsoana hentitra, ny fitakiana ombàna angon-tsonia, ny fihainoana any amin'ny Vaomiera ary izay rehetra sora-panjakana atao miankina amin'ny fari-pahefan'ny Antenimierampirenena dia azo arafitra an-tsoratra amin'ny teny malagasy na amin'ny teny frantsay. Raha toa ny rijan-teny matoany napetraka ka tsy nampiarahina tamin'ny dikan-teniny amin'ny teny izay tsy an'ny matoany, ireo sampan-draharaha ao amin'ny Antenimierampirenena no miantoka io fandikana io.

Raha misy ny fanoherana mikasika ny hevitra ny rijan-teny iray, ny teny ampiasaina ao amin'ny matoany no itokiana.

Ny matoan-tsoratra ny fitàna an-tsoratra ny asa ataon'ny Antenimierampirenena dia ahitana ny rijan-teny sy ny dikany amin'ny teny malagasy sy ny fandikana ny rijan-teny sy dikany amin'ny teny frantsay ary ny mifamadika amin'izay.

TOKO II

NY AMIN'NY FIVORIANA FANOKANANA SY NY BIRAO VONJIMAIKA

Andininy faha-6.- Manao fotoam-pivoriana manokana avy hatrany ny Antenimierampirenena ny talata faharoa manaraka ny fanambarana ny voka-pifidianana teo anivon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Ny lahadinika amin'izany dia ahitana ny ny fandania ny Fitsipika Anatin'ny, raha toa ka misy ilana izany, ny fifidianana ny Filohan'ny Antenimierampirenena sy ny fametrahana ireo Mpikamban'ny Birao maharitra ary ny fananganana ireo Vaomiera.

Atsangana aorian'ny fifidianana ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Vondrona Parlemantera.

Andininy faha- 7.- Amin'ny fisokafan'ny fivoriana voalohany amin'ny fotoam-panaovan-dalàna, ny Solombavambahoaka zokiny indrindra amin'ireo mpikambana tonga mivory izay mitoetra eo akaikiny ny Solombavambahoaka zandriny indrindra, no mitarika ny fivoriana mandra-pahavitan'ny fifidianana ny Filoha.

Ny Solombavambahoaka zandriny indrindra tonga mivory no misahana ny asan'ny mpitan-tsoratra mandra-panambarana ny vokatry ny fifidianana ireo mpikambana ao amin'ny Birao maharitra.

Tsy misy adihevitra hafa ivelan'ny fandania ny Fitsipika Anaty sy ny fifidianana ny Filohan'ny Antenimierampirenena atao eo ambany fitarihan'ny Solombavambahoaka zokiolona indrindra.

Andininy faha-8.-, Ny Zokiolona no mamaky eo anatrehan'ny Antenimierampirenena ny didim-pitsarana ataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana anambarana ny vokatry ny fifidianana Solombavambahoaka. Izy no mandidy ny anaovana peta-drindrana izany avy hatrany sy ny famoahana ho fantatry ny besinimaro izany aorian'ny tatitra manontolo ny fivoriana.

Andininy faha- 9.- Ny Zokiolona no manambara amin'ny Antenimierampirenena ny fampahafantarana mikasika ny fialan-tsiny natolotry ny Solombavambahoaka tsy tonga, raha ilaina. Manarak'izay dia miangavy ny Mpitantsoatra izy mba hanao ny fiantsoana ny anaran'ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena, mizaha fototra ny fetra isa tratarina rehefa avy milaza ny isan'ny Solombavambahoaka voasoratra, tonga mivory, tsy tonga mivory na niala tsiny.

Fomba arahina mitovy amin'io ihany no ampiharina raha toa misy ny fahabangan'ny toeran'ny fitarihana ny Antenimierampirenena.

TOKO III

NY AMIN'NY FE-POTOAM-PIASANA, NY AMIN'NY FAMETRAHAM-PIALANA, NY AMIN'NY FANONGANANA, ARY NY AMIN'NY FAHABANGAN-TOERANA

Andininy faha- 10. - Ny asa ataon'ny Solombavambahoaka dia tsy azo ampirafesina amin'ny fisahanana asa hafa rehetra mahavoafidim-bahoaka sy izay rehetra asampanjakana, ankoatra ny fampianarana.

Andininy faha-11. - Ny Solombavambahoaka rehetra dia afaka miala amin'ny nahim-pony na esorina avy hatrany arakaraka ny trangan-javatra voalazan'ny lalàna.

Alefa any amin'ny Filoha ny fametraham-pialàna ka izy no mampahalala izany ny Antenimiera amin'ny fivoriana manaraka akaiky indrindra ary mampahafantatra azy ireny amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Raha toa ny mpikambana iray ao amin'ny Antenimierampirenena ka tsy manatrika mandritra ny fotoam-piasany ny fivoriana rehetra amin'ny iray amin'ireo fotoam-pivoriana ara-potoana roa, tsy misy fialan-tsiny ara-dalàna eken'ny Antenimierampirenena, dia ambaran'ity farany fa mametra-pialàna avy hatrany.

Heverina ho toy ny fialan-tsiny ara-dalàna:

- ny aretina nohamarinina tamin'ny taratasy fanamarinana ara-pahasalamana nomen'ny mpitsabo miasa any amin'ny Hopitalim-panjakana.
- ny iraka ofisialy nohamarinin'ny Baiko fanirahana.
- ny zava-miseho amin'ny ankohonana.

Na manao ahoana na manao ahoana ny fametraham-pialàn'ny Solombavambahoaka iray dia hamarinin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana nampakaran'ny Biraon'ny Antenimierampirenena ny raharaha ho amin'izany. Soloina avy hatrany amin'ny manaraka ao amin'ny mpiray lisitra aminy izy.

Andininy faha-12.- Araka ny voalazan'ny andininy faha-71 andalana faha-2 amin'ny Lalàmpanorenana sy ny andininy faha-51 andalana faha-3 amin'ny Lalàna Fehizoro laharana faha- 2019-002 tamin'ny 15 febroary 2019, dia miato avy hatrany amin'ny asany ny Solombavambahoaka voatendry ho mpikamban'ny Governemanta. Afaka miverina amin'ny maha- Solombavambahoaka azy izy raha toa izy ka noesorina talohan'ny fiafaran'ny fe-potoam-piasany raha tsy hoe nametra-pialana.

Andininy faha-13.- Raha vao mahafantatra izany ny Filoha dia mampahafantatra ny Antenimiera, ny fisian'ny fahabangan-toerana izay nitranga noho ny iray amin'ireo antony voalaza ao amin'ny fepetran'ny andininy faha-51 amin'ny Lalàna Fehizoro laharana faha-2019-002 tamin'ny 15 febroary 2019 manova sy mameno ireo fepetra sasantsasany ao amin'ny Lalàna fehizoro laharana faha-2018-010 amin'ny 11 mey 2018 mifandraika amin'ny fifidianana Solombavambahoaka ao amin'ny Antenimierampirenena. Entiny any amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ny raharaha ao anatin'ny fito (7) andro nisian'ny fahabangan-toerana. Tendren'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ny mpiray lisitra manaraka.

Raha tsy azo atao intsony ny fanoloana, dia atao ny fifidianana amin'ny ampahany ao anatin'ny efitra (4) volana raha ela indrindra.

Ambara ao amin'ny Antenimierampirenena amin'ny fisokafan'ny fivoriana manaraka ny anaran'ireo Solombavambahoaka vao voatendry, araka ny didy navoakan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Toraka izany koa ny anaran'ireo Solombavambahoaka voafidy tamin'ny fifidianana amin'ny ampahany.

Rehefa tsy ao anatin'ny fotoam-pivoriana sy eo am-piandrasana ny fanambarana araka izay voalaza amin'ireo andalana eo ambony, dia mandatsaka an-tsoratra ny fampitana ny anaran'ireo vao voatendry na vao voafidy ny Filoha.

TOKO IV

NY AMIN'NY BIRAO MAHARITRY NY ANTENIMIERAMPIRENENA: NY FIRAFITRA SY FOMBA FIFIDIANANA

Andininy faha-14.- Ny Birao maharitra Antenimierampirenena dia ahitana :

- Filoha iray (01) ;
- Filoha lefitra fito (07), ka ny enina (6) dia amin'ny anaran'ny Faritany enina ary ny iray (01) ho an'ny fanoherana eny anivon'ny parlemanta ho fampiharana ny andininy faha-78 andalana faha-2 ao amin'ny Lalàmpanorenana ;
- Kestora telo (3) ;
- Mpampakateny ankapobe iray (01) sy Mpampakateny ankapobe lefitra iray (01)

Ny firafitry ny Birao dia maneho taratra ny endrika politika ao amin'ny Antenimierampirenena.

Ny Fitsipika Anaty nambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ho mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana ihany no azo ampiharina amin'ny fifidianana ny Birao maharitra.

Andininy faha-15.- Mandritra ny fivoriana manokana atao ny talata faharoa manaraka ny fanambarana ny voka-pifidianana, ny Solombavambahoaka zokiny indrindra no miantso ny Antenimierampirenena mba hiroso amin'ny fifidianana ny Filohany.

Amin'izany fifidianana izany ary koa ny fifidianana ireo mpikambana hafa ao amin'ny Birao Maharitra dia tsy manan-kery ny fivorian'ny Antenimierampirenena raha tsy eo ny antsasa-manilan'ny mpikambana mandrafitra azy.

Ny filatsahan-kofidina ho amin'ny toeran'ny Filoha dia apetraka ao amin'ny sekretarià natokana ho amin'izany, ora telo farafahakeliny alohan'ny ora ferana ho an'ny latsabato.

Ny Filohan'ny Antenimierampirenena dia fidina ho amin'ny faharetan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna, amin'ny latsabato miafina manondro anaran'olon-tokana, misy fihodinana roa: raha tsy azo ny antsasa-manilan'ny vato manan-kery amin'ny fihodinana voalohany, ny ankamaroany dia ampy amin'ny fihodinana faharoa, eo amin'ny mpilatsa-kofidina roa izay nahazo vato be indrindra amin'ny fihodinana voalohany ary raha misy ny fitoviam-bato, ny zokiny indrindra no voafidy.

Mpanisa vato safidin'ny Antenimiera, no manisa ny vato amin'ny fifidianana ka ny Zokiolona no manambara ny vokatra izay raketina ao amin'ny fitàna an-tsoratra soniavin'ny mpanisa vato sy ny mpitan-tsoratra ny fivoriana.

Miasa avy hatrany ny Filoha.

Andininy faha-16.- Fidina ao amin'ny fivoriana manaraka ny fifidianana ny Filoha ireo mpikambana hafa ao Birao ary miasa mandritra ny fe-potoam-piasana.

Atao misaraka ny latsabato ho an'ny tsirairay amin'ireo andraikitra ireo.

Apetraka ao amin'ny Sekretarià jeneralin'ny Antenimiera ny filatsahan-kofidina, farafahatarany adiny telo mialoha ny fiantombohan'ny fihodinana tsirairay amin'ny latsabato.

Raha toa ka tsy misy ny fanoherana eo amin'ny fiantombohan'ny fivoriana, dia atao avy hatrany ny latsabato. Raha misy ny fanoherana, dia aato ny fivoriana, ary tsy atao ny latsabato raha tsy afaka adiny iray.

Amin'ny fifidianana ireo mpikambana hafa ao amin'ny Birao, dia misy mpikamban'ny Antenimiera zandriny indrindra enina izay tsy mpilatsaka hofidina misahana ny fitanana an-tsoratra manampy ny Filoha. Izy ireo no manao ny fiantsoana anarana sy fanisana vato. Misy mpanisa vato roa, tsy mpilatsaka hofidina Birao maharitra tendren'ny Antenimierampirenena.

Ny Filohan'ny Antenimierampirenena no manambara ny vokatra ny fifidianana mpikambana hafa ao amin'ny Birao maharitra. Miasa avy hatrany izany Birao maharitra izany.

Raha misy fahabangan-toerana dia atao ny fanoloana araka ny fomba arahina mitovy amin'io.

Ny mpikamban'ny Birao Maharitra dia fidina amin'ny latsabato miafina manondro anaran'olon-tokana, misy fihodinana roa. Raha toa ka samy tsy nisy nahazo antsasamanila tamin'ny fihodinana voalohany, dia ny maro an'isa tsotra amin'ireo mpilatsaka hofidina roa nahazo ny vato be indrindra tamin'ny fihodinana voalohany dia ampy amin'ny fihodinana faharoa ary raha misy ny fitovian'ny vato dia izay zokiny no voafidy.

Ny taratasin-datsabato tokana ampiasaina dia ahitana ravin-taratasy maromaro mitovy amin'ny isan'ny Faritany ho an'ny fifidianana ireo Filoha Lefitra, ary ravin-taratasy maromaro ahitana ny anaran'ny mpilatsaka hofidina rehetra ho an'ny andraikitra tsirairay. Tsy maintsy esorina ny an'ireo mpilatsaka hofidina nitsoaka andaharana.

Tsy azo asiana marika ahafantarana azy na laharana ny taratasin-datsabato tokana.

Ankoatra ny Filoha lefitry ny fanoherana anivon'ny parlemanta, dia azo esorina amin'ny andraikiny avy ireo mpikamban'ny Birao Maharitra noho ny antony goavana amin'ny alalan'ny latsabato iandanian'ny roa ampahatelon'ny Solombavambahoaka.

Andininy faha-17.- Ireo Filoha Lefitra no misolo toerana ny Filoha raha ilaina. Ny Filoha no mandrafitra ny laharam-pisoloan-toerana.

Faritana arakaraka ny taona ny laharam-mpiambonian'ireo Filoha Lefitra.

Andininy faha-18.- Rehefa vita ny fifidianana ny mpikambana ao amin'ny Birao maharitra, ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mampahafantatra izany amin'ny Filohan'ny Repoblika sy ireo Lehiben'ny Andrimpanjakana hafa.

TOKO V

NY AMIN'NY FAHEFAN'NY BIRAO MAHARITRY

NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Andininy faha-19.- Ny Filohan'ny Antenimiera no miantso sy mitarika ny fivorian'ny Antenimiera amin'ny fotoam-pivoriana azon'ny besinimaro atrehina ary koa amin'ny fivorian'ny Birao maharitra sy ny Diniky ny Filoha. Izy no mitarika ny adihevitra.

Izy no Lehiben'ny fitondran-draharahan'ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-20.- Ny Filoha no mitandro ny fiarovana anatiny sy ivelan'ny Antenimierampirenena. Amin'izany, izy dia afaka mangataka ny mpitandro ny filaminam-bahoaka sy izay rehetra fahefana heveriny fa ilaina ny fanampiany. Eo ambany fibaikoany ireo.

Ny Filoha no miantoka ny filaminan'ny Antenimierampirenena. Azony atao ny mandroaka hiala ao amin'ny efitrano fivoriana na mampisambotra izay rehetra olona manakorontana ny fandaminana.

Raha misy heloka bevava na heloka tsotra, dia manao ny fitanana an-tsoratra izy ary mandefa ny raharaha avy hatrany any amin'ny Tonia Mpampanoa.

Andininy faha-21.- Mpanalàlana ny Tetibolan'ny Antenimierampirenena ny Filoha. Azony atao ny mamindra izany fahefana izany amin'ny iray amin'ireo Filoha Lefitra izy.

Eo anelanelan'ny fotoam-pivoriana, raha tsy eo ny Filoha, afaka mamindra ny fahefany amin'ny iray amin'ireo Filoha Lefitra izy mba hisolo tena azy sy hiandraikitra ny raharaha andavanandro.

Ny Filoha dia manana kabinetra iray tarihinà Talen'ny Kabinetra iray, ahitana Mpanampy teknika enina sy Mpanolotsaina teknika enina izay izy no manendry izany.

Andininy faha-22. - Ankoatra ny Filoha Lefitra misahana ny Fanoherana eo anivon'ny parlemanta, dia raiketina amin'ny didim-pitondrana avoakan'ny Filoha ny anjara raharaha tsiraray an'ny Filoha Lefitra enina ka miandraikitra ny iray amin'ireto sehatra ireto avy izy ireo:

- Lalàna, Filaminana sy Fiarovam-pirenena ;
- Fifandraisana amin'ny any lvelany ;
- Toe-karena sy Fitantanam-bola ;
- Harena amin'ny lafiny olombelona ;
- Industria sy ny Angovo ;
- Tany tan-dalàna sy ny Fitantanana mahomby.

Andininy faha-23.- Ny Filoha Lefitra tsirairay dia manana Kabinetra iray , tarihinà Talen'ny kabinetra iray, ahitana Mpanampy teknika dimy sy Mpanolotsaina teknika dimy tendren'ny Filohan'ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra avy amin'ny Filoha Lefitra.

Andininy faha-24.- Ireo Kestora, eo ambany fitantanana avon'ny Birao, no misahana ny fitantanam-bola sy ny fitantanana-draharaha. Tsy misy fandaniana vaovao azo atao raha tsy nahazoana ny hevtr'izy ireo.

Ny Kestora Voalohany no miandraikitra ny Fitantanana-draharaha sy ny mpiasan'ny Antenimierampirenena. Izy no miandraikitra ny famolavolana sy ny fanatanterahana ny tetibola. Ny Kestora Faharoa no misolo vonjimaika azy raha misy ny tsy maha-afaka azy.

Ny Kestora Faharoa no miandraikitra ny Fifandraisana amin'ny Rafi-panjakana sy ny Raharaha fanaovan-dalàna.

Ny Kestora Fahatelo no misahana ny Fitantanana mahomby sy ny Fangaraharana ao amin'ny Antenimierampirenena.

Isan-taona, eo amin'ny fiantomboan'ny fotoam-pivoriana ara-potoana voalohany dia manao tatitry ny fampiasana ny sorabola tamin'ny taom-pitantanana tamin'ny taon-dasa, eo amin'ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Tetibola, ny Kestora misahana ny Tetibola, ny Fitantanana-draharaha sy ny mpiasa. Izany Vaomiera izany no manome taratasy fanalana araraka ny Kestora ny amin'ny fitantanany na manao tatitra any amin'ny Antenimiera.

Ireo Kestora no mitantana ny raharahan'ny Antenimierampirenena.

Ny Kestora tsirairay dia manana Kabinetra iray tarihin'ny Talen'ny kabinetra iray, ahitana Mpanampy ara-teknika dimy sy Mpanolotsaina dimy tendren'ny Filohan'ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra ny Kestora.

Ny Mpampakateny ankapobe tsirairay dia manana Kabinetra iray tarihin'ny Talen'ny Kabinetra, ahitana Mpanampy ara-teknika dimy sy Mpanolotsaina dimy tendren'ny Filohan'ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra ny Mpampakateny.

Afaka soloina roa amin'ny Mpanampy ara-teknika na roa amin'ny Mpanolotsaina ara-teknika tsy raikitra ny Mpanampy ara-Teknika na ny Mpanolotsaina ara-Teknika.

Ny Solombavambahoaka tsirairay dia manana Mpanampy Parlemantera dimy sy Mpanolotsaina ara-Teknika dimy izay tendren'ny Filohan'ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra ny Solombavambahoaka.

Andininy faha-25.- Ny Birao Maharitry ny Antenimierampirenena dia manana ny fahefana rehetra hanapaka ny dinika ataon'ny Antenimierampirenena sy handamina ary hitarika ny asa rehetra ao anatin'ny fepetra faritan'izao Fitsipika izao.

Izy no misolo tena ny Antenimierampirenena amin'ny lanonam-panjakana rehetra.

Andininy faha-26.- Tsy misy olona na dia iray aza vahiny amin'ny Antenimierampirenena, raha toa ka tsy nahazo alàlana na tsy nasain'ny Filohan'ny Antenimierampirenena, afaka miditra ao anatin'ny faritra natokana ho an'ny Solombavambahoaka.

Ny olona manana karapanondrom-pirenena irery ihany no afaka miditra ao amin'ny faritra natokana ho an'ny besinimaro arakaraka ny fetra ahafahany mandray.

Roahin'ny mpiasa misahana ny fivoriana na ny mpiasa miandraikitra ny fitandroana ny filaminana eo no ho eo izay rehetra olona ahitana fihetsika tsy fankatoavana na manohitra na mandika ny fepetra voalazan'ny andàlana teo aloha.

Raràna mafy izay rehetra fampidirana zava-maranitra na basy ao anatin'ny faritry ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-27.- Raràna ny famelezana olona manokana, fihetsiketsehana na fanapahana ho amin'ny fanakorontanana, fandrahonana ataon'ny samy mpiaramiasa.

Raha mitabataba ny Antenimiera, dia afaka manambara fa hampiato ny fivoriana ny Filoha. Raha toa ka tsy miverina ny filaminana, dia aatony ny fivoriana. Rehefa mitohy ny fivoriana, ary raha toa ka mbola takian'ny toe-draharaha indray, dia faranan'ny Filoha ny fivoriana ary miala ao amin'ny efitra fivoriana ny Solombavambahoaka.

Andininy faha-28.- Araka ny voalazan'ny fepetra ao amin'ny andininy faha-73 andàlana 4 amin'ny Lalàmpanorenana, izay rehetra olona manana fanamarihana dia afaka manao fitarainana an-tsoratra amin'ny Birao Maharitry ny Antenimierampirenena momba ny tsy fahavitan'ny Solombavambahoaka iray ny asa nankinina taminy. Ny Birao izay nanaovana fitarainana araka izany dia tsy maintsy hanome valiny amin'ny antsipiriany ao anatin'ny fe-potoana telo volana.

Ny fitarainana dia atao an-tsoratra alefa any amin'ny Birao Maharitra izay hanome ny rindran-tsoratra mifanaraka amin'izany.

Andininy faha-29.- Ny Birao Maharitra no mamaritra amin'ny alàlan'ny rijantenany manokana, ny fandaminana sy ny fampandehanana ireo sampan-draharaha ao amin'ny Antenimierampirenena, ny fomba fampiharana, ny fivoasana ary ny fanatanterahana ireo fepetra voalazan'ity Fitsipika ity ataon'ny sampan-draharaha

samihafa, ary koa ny sata mifehy ny mpiasa sy ny fifandraisana eo amin'ny fitondran-draharahan'ny Antenimierampirenena sy ny fikambanana amin'asa aman-draharaha misy eo amin'ny mpiasa.

Andininy faha-30.- Ireo sampan-draharaha ao amin'ny Antenimierampirenena dia iandraiketan'ny mpiasa manokana izay tendrena araka ny fepetra faritan'ny Birao Maharitra. Raràna, noho izany, ny fiaraha-miasa manan'endrika maharitra amin'ny mpiasam-panjakana rehetra miankina amin'ny fitondran-draharaha ivelan'ny Antenimiera, afa-tsy ny mpiasa miaramila napetraky ny Governemanta.

Andininy faha-31.- Ny fanendrena ireo tompon'andraikitra ambony ao amin'ny Antenimierampirenena dia anjaran'ny Filohan'ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra avy amin'ny Birao Maharitra.

TOKO VI

NY AMIN'NY VONDRONA PARLEMANTERA

Andininy faha-32.- Ny Solombavambahoaka dia afaka mivondrona araka ny mahamety azy ara-politika eo anivon'ny Vondrona Parlemantera iray. Tsy azo atao latsaky ny dimy ambin'ny folo ny mpikambana ao amin'ny Vondrona Parlemantera iray, tsy ao anatin'izany ny mpiara-dia.

Tsy afa-mivondrona afa-tsy ao anaty Vondrona Politika iray ireo Solombavambahoaka avy amin'ny antoko politika iray na fivondronana politika iray.

Ny Vondrona Parlemantera dia atsangana amin'ny fametrahana any amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny fanambaràna politika iray nosoniavin'ny mpikambana ao aminy miaraka amin'ny lisitry ny mpikambana sy ny Solombavambahoaka mpiara-dia ary ny anaran'ny Filohan'ny vondrona. Ny fanambaràna dia mety hahitana ny filazalazana ny maha-anatin'ny mpanohitra ilay Vondrona.

Tsy mahazo mikambana afa tsy amin'ny Vondrona Parlemantera iray ny Solombavambahoaka iray.

Andininy faha-33.- Araka ny andininy faha-72-n'ny Lalàmpanorenana, ny Solombavambahoaka rehetra dia tsy maintsy miditra ao amin'ny Vondrona Parlemanteran'ny Vondrona politika nahalany azy.

Afaka miditra ao amin'ny vondrona parlemantera izay tiany ao amin'ny Antenimiera ny Solombavambahoaka tsy manana antoko. Raisina izy amin'ny fikajiana ny toerana omena ireo Vondrona ao anatin'ny Vaomiera tondroin'ny andininy faha-43 sy faha-47.

Ny Solombavambahoaka lany tsy manana antoko politika ka te hijanona ivelan'ny Vondrona Parlemantera misy dia mijoro ho tsy misoratra anarana.

Andininy faha-34.- Ny Vondrona mitsangana araka ny andininy teo aloha dia afaka misahana ny asany anatin'ny amin'ny alàlan'ny sekretarià momba ny fandraharahana izay izy ihany no manapaka ny amin'ny fandraisana mpiasa sy ny fomba hanakaramana : ny Sata, ny fepetra fametrahana ara-pitaovana ireo

sekretarià ireo ary ny zo amin'ny fidirana sy fivezivezen'ny mpiasa ao aminy ao amin'ny lapan'ny Antenimierampirenena dia faritan'ny Birao maharitra ny Antenimierampirenena araka ny tolo-kevitra avy amin'ny Kestora.

Andininy faha-35.- Ny fanovàna ny ao anatin'ny Vondrona Parlemantera iray dia ampahafantarina ny Filohan'ny Antenimierampirenena ka misy ny sonian'ny Solombavambahoaka voakasika raha toa ka fametraham-pialàna izany, misy ny sonian'ny Filohan'ny Vondrona raha toa izany ka fanesorana ary misy ny sonian'ny Solombavambahoaka sy ny Filohan'ny Vondrona raha toa ka fidirana amin'ny Vondrona na fiandaniana amin'ny Vondrona.

Andininy faha-36.- Raràna araka ny endrika voalazan'ny andininy faha-32, ny fananganana vondrona iarovana tombontsoa manokana eo an-toerana na amin'asa aman-draharaha.

Raràna ho an'ny Solombavambahoaka rehetra, mba tsy ahavoasazy ara-pitsipi-pifehezana voalaza ao amin'ny Toko XIII Lohateny voalohany, ny miditra ho mpikambana aminà fikambanana iray na vondrona miaro tombontsoa manokana eo an-toerana na amin'asa aman-draharaha na manaiky manoloana izany hanao fifanekena mikasika ny asan'ny parlemantera ataony, raha toa izany fidirana ho mpikambana na fifanekena izany ka mitarika ny fanekena iraka ankatoavana baiko.

Andininy faha-37.- Ho fampiharana ny andininy faha-72-n'ny Lalàmpanorenana, dia tsy mahazo miova antoko na vondron'antoko hafa ankoatra izay nahalany azy ny Solombavambahoaka rehetra mandritra ny fe-potoam-piasany fa raha tsy izany dia iharan'ny fanonganana avy amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, raha tsy hoe mitoetra ho mahaleo tena mandritra ny maha-Solombavambahoaka azy.

Ny fanonganana Solombavambahoaka iray dia azon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ambara ihany koa raha toa ka mivaona amin'ny fitsipiky ny Vondrona Parlemantera misy azy izy rehefa mangataka izany ny Filohan'ny Vondrona parlementera.

Ny fitondrana ny raharaha eny amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ho fanonganana, araka izay miseho eo, dia ataon'ny Filohan'ny Antenimierampirenena na ny Filohan'ilay Vondrona.

Na eo aza izany, ny fitondrana ny raharaha eny amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ho fanonganana dia tsy azo tanterahina raha tsy aorian'ny fampahatsiahivana an-tsoratra indroa izay avantan'ny Filohan'ny vondrona na ny Filohan'ny Antoko misy azy any amin'ilay Solombavambahoaka tsy mankatò.

Rehefa mivoaka ny didy fanonganana solombavambahoaka iray voafidy avy amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorena dia ampahafantarina ny Filohan'ny Antenimierampirenena izany, izay izy no mandatsaka an-tsoratra izany amin'ny filazana ao amin'ny Gazetim-panjakana sy mampahafantatra izany ny Antenimiera amin'ny fotoam-pivoriana manaraka.

Ny fitsipiky ny fanoloana dia fehezin'ny andininy faha-51 vaovao amin'ny Lalàna Fehizoro laharana faha-2018-010 tamin'ny 11 mey 2018 sy ny andalana faran'ny andininy faha-6 amin'ny Hitsivolana laharana faha 2014-001 tamin'ny 18 avrily 2014

TOKO VII

NY AMIN'NY VONDROM-PIFANKATIAVANA PARLEMANTERA

Andininy faha-38.- Azo atsangana ny vondrom-pifankatiavana parlemantera eo anivon'ny Antenimierampirenena, izay ampifanarahana amin'ny politika ivelan'ny Fanjakana Malagasy.

Ny Vondrom-pifankatiavana dia ikendrena ny hamoronana na hampiroboroboana fifamatoram-pifankatiavana amin'ireo parlemanta vahiny.

Andininy faha-39.- Ny fananganana ny Vondrom-pifankatiavana dia anjaran'ny Birao Maharitry ny Antenimierampirenena aorian'ny fifanakalozana antaratasy anehoana ny faniriana hanao izany amin'ny parlemanta vahiny araka ny tolo-kevitra avy amin'ny Solombavambahoaka iray na maromaro.

Atsangana tanteraka ny Vondrom-pifankatiavana iray rehefa manaiky ny Solombavambahoaka folo fara-fahakeliny.

TOKO VIII

NY AMIN'NY ANTENIMIERA IRAISAN'NY PARLEMANTERA

Andininy faha-40.- Ny Antenimierampirenena dia afaka miditra amin'ny Antenimiera iraisan'ny parlemantera na izany ho an'ny faritra, maneran-tany na ho amin'ny lohahevitra.

Andininy faha-41.- Ny faniriana hiditra amin'ny Antenimiera iray iraisan'ny parlemantera dia tsy maintsy ankatoavin'ny Birao maharitra.

TOKO IX

NY AMIN'NY FANENDRENA OLONA

Andininy faha- 42.- Raha toa araka ny fepetra ao amin'ny Lalàmpanorenana, araka ny lalàna na didy amam-pitsipika, ka tsy maintsy miasa toy ny vondrom-pifidianana iray an'ny Antenimiera, Vaomiera, fikambanana na mpikambana ao aminà fikambanana iray hafa ny Antenimierampirenena, dia irosoana ny fanendrena manokana ireo olona ireo, afa-tsy hoe fepetra mifanohitra amin'ny rijan-tenim-pananganana ary na dia eo aza ny fomba manokana voalazan'izany, araka ny fepetra voalazan'ity Toko ity.

Andininy faha-43.- Raha toa ny rijan-tenim-pananganana ka mandidy ny amin'ny fitsinjaran-toerana araka ny isam-bato azon'ny Vondrona na ny fisoloantenan'ny mpilatsaka hofidina amin'ny alàlan'ny Vaomiera ao amin'ny Antenimiera, ny Filohan'ny Antenimierampirenena dia mangataka ireo Filohan'ny Vondrona na ireo Vaomiera voakasika hampahafantatra azy ao anatin'ny fe-potoana izay ferany, ny anaran'ny mpilatsaka hofidina izay atolony.

Amin'ny fahataperan'ny fe-potoana, ny filatsahan-kofidiana nampitaina any amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena dia ampahafantarina amin'ny Antenimiera. Ny Antenimierampirenena dia hangatahina amin'ny fankatoavana ny lisitra natolotra. Raha toa tsy nankatoavina ilay lisitra, dia misy lisitra vaovao atolotra.

Andininy faha-44.- Amin'ny trangan-javatra hafa ankoatra ny voalazan'ny andininy teo aloha, ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mampahafantatra ny Antenimiera ny fanendrena atao ary mametra ny fe-potoana fametrahana ny filatsahan-kofidina. Raha toa ka tsy mivory ny Antenimiera, izy io dia avoaka amin'ny fomba hafa mifandraika amin'izany.

Raha toa ny rijan-tenim-pananganana ka tsy mamaritra mazava ny fombafomba mikasika ny fanendrena ataon'ny Antenimiera na ny fanolorana ny mpilatsaka hofidina ataon'ny Vaomiera voatendry lazaina anarana, ankinin'ny Filohan'ny Antenimiera amin'ny Vaomiera maharitra iray na maromaro, raha ilaina, aorian'ny fakana ny hevitra ny filohan'izy ireo, ny fiandraiketana ny fanolorana izany filatsahan-kofidina izany.

Raha toa amin'ny fahataperan'ny fe-potoana, ka mitovy ny isan'ny mpilatsaka hofidina sy ny isan'ny toerana omena, ary raha toa ny rijan-tenim-pananganana ka tsy milaza ny anaovana ny latsabato, dia heverina fa toy ny nankatoavin'ny Antenimierampirenena ny lisitra.

Raha toa ny isan'ny mpilatsaka hofidina ka latsaky ny isan'ny toerana omena, dia hisy fe-potoana vaovao indray tsy maintsy omena ireo Vondrona Parlemantera amin'ny fametrahana filatsahan-kofidina fanampiny. Raha toa, amin'ny fahataperan'ny fe-potoana noferana ho amin'ny fametrahana filatsan-kofidina, ka mihoatra amin'ny isan'ny toerana omena ny isan'ny mpilatsaka hofidina, na raha toa ka alohan'ny fanendrena, misy fanoherana ataon'ny Solombavambahoaka roapolo fara-fahakeliny, hiroso amin'ny fanendrena amin'ny alàlan'ny latsabato miafina ny Antenimierampirenena, araka izay mitranga eo, amin'ny latsabato ifidianana olon-tokana na olona maro, amin'ny vaninandro feran'ny Diniky ny Filoha.

Manan-kery ny fifidianana natao tanaty valopy tsy ahitana afa-tsy anarana mitovy isa amin'ny mpikambana hotendrena.

Ny antsasa-manilan'ny vato manan-kery no takiana amin'ny fifidianana fihodinana voalohany ; amin'ny fihodinana faharoa dia efa ampy izay mahazo vato be indrindra, raha mitovy ny isam-bato, izay zokiny no tendrena.

Andininy faha-45- Raha toa ny rijan-tenim-pananganana ka milaza ny fanendrena ataon'ny Vaomiera iray ao amin'ny Antenimierampirenena, ny Filohan'ny Antenimierampirenena izay ampiakaran'ny manam-pahefana voakasika ny raharaha, dia hampita any amin'ny Vaomiera mahefa ny fangatahana momba ny fanendrena. Ampahafantarin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny manam-pahefana mahefa ny anaran'ny Solombavambahoaka voatendry.

TOKO X NY AMIN'IREO VAOMIERA MAHARITRA

SOKAJY I FIRAFITRA SY FIFIDIANANA

Andininy faha-46- Aorian'ny fifidianana ny biraony no manangana ireo Vaomiera maharitra 32 manaraka ireto, izay ahitana mpikambana fara-fahakeliny dimy ambin'ny folo (15) ary mpikambana dimy amby roapolo (25) fara-fahabetsany ny Antenimierampirenena.

1. Vaomieran'ny Fiarovana nasionaly ;
2. Vaomieran'ny Raharaham-bahiny ;
3. Vaomieran'ny Lalàna ;
4. Vaomieran'ny Fitsinja ram-pahefana ;
5. Vaomieran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola;
6. Vaomieran'ny Atitany ;
7. Vaomieran'ny Filaminam-bahoaka ;
8. Vaomieran'ny Industria;
9. Minisiteran' ny Fambolena sy ny Fiompiana ;
10. Vaomieran' ny Fampianarana ambony sy ny Fikarohana Siantifika ;
11. Vaomieran'ny Fanabeazam-pirenena ;
12. Vaomieran'ny Fampianarana teknika sy ny Fanofanana amin'ny Asa aman-draharaha ;
13. Vaomieran'ny Fahasalamam-bahoaka sy ny Fandrindram-piterahana ;
14. Vaomieran'ny Mponina sy ny Firaisan-kina ;
15. Vaomieran'ny Fizahan-tany sy ny Taozavatra ;
16. Vaomieran'ny Fampandrosoana nomerika sy ny Paositra ary ny Fifandraisan-davitra ;

17. Vaomieran'ny Angovo sy ny Akoranafo sy Fampidirana herinaratra sy ny Tokantrano ;
18. Vaomieran'ny Asa vaventy ;
19. Vaomieran'ny Fitaterana sy ny Toetry ny andro ;
20. Vaomieran'ny Asa sy ny Fampiasana ary ny Asam-panjakana ;
21. Vaomieran'ny Rano sy ny Fanadiovana ary ny Fidiovana ;
22. Vaomieran'ny Jono sy ny Toe-karena manga ;
23. Vaomieran'ny Harena ankibon'ny Tany ;
24. Vaomieran'ny Fifandraisana sy ny Kolontsaina ;
25. Vaomieran'ny Tanora sy ny Fanatanjahan-tena ;
26. Vaomieran'ny Tontolo iainana sy ny Fampandrosoana lovain-jafy ;
27. Vaomieran'ny Zandarimariam-pirenena ;
28. Vaomieran'ny Fanajariana ny Tany sy ny Tanàna vaovao ary ny Toeram-ponenana;
29. Vaomieran'ny Fitantanana mahomby sy ny Fangaraharana, ny tamberin'andraikitra ary ny ady amin'ny Kolikoly ;
30. Vaomieran'ny Varotra ;
31. Vaomieran'ny Fanombanana ny Politikam-panjakana ;
32. Vaomieran'ny Tontolon'ny Fandraharahana sy ny fampiroboroboana ny orinasa ary ny hana-pamokarana.

Atsangana eny anivon'ny Vaomiera maharitra ny Zana-baomiera iray misahana ny fizohiana sy ny fanaraha-maso.

Tsy maintsy miditra ao anatin'ny vaomiera telo izay nosafidiany ny Solombavambahoaka rehetra eo am-piandohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna.

Andininy faha-47.- Ny Vaomiera maharitra dia atsangana araka ny fisoloan-tena mifandanja mifanandrify amin'ny ny isan'ny mpikambana ao amin'ny Vondrona Parlemantera.

Ho fandinganana ny fepetran'ny andalana voalohany eo ambony, ny Solombavambahoaka tsy manana Vondrona parlemantera dia afaka miditra amin'ny Vaomiera maharitra iray nosafidiany.

Afaka soloina amin'ny mpikambana iray amin'io Vondrona io ihany ny solontenan'ny Vondrona ary manana fahefana feno izy amin'izany. Manome fanomezam-pahefana an-tsoratra an'ilay mpisolo azy izy amin'izay fotoana izay. Fanomezam-pahefana iray ihany no azon'ny Solombavambahoaka raisina.

Andininy faha-48.- Raha vao tafantsangana izany, dia manao fiantsoana ny Vaomiera maharitra ny Filohan'ny Antenimiera mba hanao ny fanendrena ny biraony.

Ahitana Filoha iray, Filoha Lefitra iray, Mpampakateny iray ary Mpampakateny Lefitra iray ny biraon'ny Vaomiera tsirairay.

Vaomiera iray ihany no azon'ny Solombavambahoaka iray anaovana Filoha.

Andininy faha-49.- Ny Filohan'ny Vaomiera tsirairay, izay ny iray fara-fahakeliny dia avy amin'ny Vondrona Parlemanteran'ny mpanohitra, dia tendrena amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina. Ny Vaomiera tsirairay dia antsoin'ny Filohany mba hifidy ireo mpikambana hafa ao amin'ny birao.

Ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola irery ihany no manana Mpampakateny izay fidina amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina ankoatra ny Mpampakateny ankapobe.

Tsy mahazo manao Filohan'ny Vaomiera ny mpikambana ao amin'ny Birao.

SOKAJY II

NY AMIN'NY ASAM-BAOMIERA

Andininy faha-50.-Ny Diniky ny Filoha no mitondra ny raharaha ao amin'ny Vaomiera, araka ny voalazan'ny andininy faha-58 ho amin'ny raharaha rehetra tandrifim-pahefany.

Na eo aza izany dia afaka manira-tena izy ireny amin'ny fandinihana ny raharaha sasany tandrifim-pahefany. Amin'ity tranga farany ity dia mampahafantatra mialoha ny Filohan'ny Antenimierampirenena ilay Filohan'ny Vaomiera.

Mandritra ny fotoam-pivoriana, ny Filohan'ny Antenimierampirenena no miantso azy ireo raha toa ka mangataka izany ny Governemanta. Anaovana fiantsoana noho izany valo amby efapolo ora fara-fahakeliny mialoha ny fivoriana izy ireo ; afaka mivory manokana ao anatin'ny fe-potoana fohy kokoa raha mitaky izany ny lahadiniky ny Antenimiera. Ny fe-potoana valo amby efapolo ora dia ahemotra herinandro ivelan'ny fotoam-pivoriana. Ny taratasy fiantsoana dia manondro mazava ny lahadinika.

Na dia eo aza ny fitsipika faritan'ny Lalàmpanorenana, ny Lalàna fehizoro ary ity Fitsipika ity, dia tompo-mariky ny asa ataony ny Vaomiera tsirairay.

Tatitra tokana mikasika ny votoatiny no atao amin'ny raharaha iray.

Azo angatahana haneho ny heviny mahakasika raharaha iray ny Vaomiera hafa.

Andininy faha-51.- .Rehefa manatanteraka fivoriana ny Antenimiera, dia afaka mivory ny Vaomiera maharitra nefa mba hamarana ny fandinihana rijan-teny iray voasoratra ao amin'ny lahadinika ihany.

Ny Vaomiera dia antsoin'ny Filohany avy. Izy no mandamina ny asan'ny Vaomiera. Manana ny fahefana rehetra ny biraony mba hanapaka ny fifampidinihana.

Andininy faha-52.- Tsy maintsy manatrika ny fivorian'ny Vaomiera ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera.

Ny tsy fahatongavan'ny mpikambana ao anaty Vaomiera tsy voamarina amin'ny fivorian'ny Vaomiera izay maha mpikambana azy dia anaovan'ny Filohan'ny Vaomiera fangataham-panazavana.

Ankoatra ny tsy fahatongavana indroa isam-bolana sy ankoatra ny fivoriana ataon'ny Vaomiera nefa ny Antenimiera mivory na ny fahatongavan'ny Solombavambahoaka amin'ny fotoana mitovy any amin'ny Vaomiera maharitra iray, ny tsy fahatongavan'ny mpikambana iray amin'ny Vaomiera nanaovana fiantsoana, amin'ny fotoam-pivoriana ara-potoana dia mitarika amin'ny fakana 25 % amin'ny vola tambin-karamany amin'asa isam-bolana. Ampahafantarin'ny Filohan'ny Vaomiera maharitra momba ny tsy fahatongavana mivory ireo sampan-draharaha mahefa ao amin'ny Antenimierampirenena. Izao andalana izao dia tsy mihatra amin'ireo mpikambana ao amin'ny Biraon'ny Antenimiera.

Andininy faha-53.- Ny Solombavambahoaka rehetra dia manana zo hanatrika ny fivorian'ny Vaomiera sy mandray anjara amin'ny adihevitra ataony. Na izany aza anefa, ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera sy ireo nomeny fahefana irery ihany no manana zo handray anjara amin'ny latsabato.

Mandritra ny fiadian-kevitra rehetra, raha toa heverina fa ampy ny singa amin'ny fampahafantarana, dia azon'ny mpikambana ao amin'ny Vaomiera atao hatrany ny mangataka ny famaranana ny adihevitra. Anaovana latsabato ny fangatahany ka raha eken'ny ankamaroan'ny mpikambana ao amin'ny Vaomiera manatrika izany, dia mifarana ny fiadian-kevitra. Fandaniana no hanapaka ny amin'ny famaranana. Raha ny mifanohitra amin'izay no mitranga, dia mitohy ny adihevitra.

Azon'ny Filoha ajanona ny mpandray fitenenana rehetra izay mihataka amin'ny lohahevitra na izay tsy manao afa-tsy mamerina ny efa voalaza.

Na manao ahoana na manao ahoana, azo atao hatrany ny adihevitra voalamina.

Tsy maintsy ampahafantarina ny lahadiniky ny asam-baomieran'ny Antenimierampirenena ny Governemanta ary manana solontena manatrika isaky ny asam-baomiera.

Raha misy ny tena tsy fahafahana, ny Minisitra voakasika izay tokony handray anjara amin'ny asam-baomiera, dia afaka mandefa solontena amin'ny alàlan'ny teknisiana afaka miantsooka ny andraikity ny Minisitra. Ny mpikambana rehetra ao amin'ny Governemanta dia afaka manatrika ny asam-baomiera sy mitondra ny heviny.

Andininy faha-54.- Voarara ny fidirana ao amin'ny efitrano fivoriana ho an'ny olona rehetra tsy ao anatin'ny asam-baomiera.

Ny Biraon'ny Vaomiera tsirairay dia afaka mangataka ny fihainoana ny mpikambana iray ao amin'ny Governemanta.

Ny Vaomiera tsirairay dia afaka miantso izay rehetra olona izay heveriny fa ilaina hakan-kevitra.

Ankoatra izany, afaka manomana fivoriana azon'ny besinimaro atrehina ho an'ny raharaha tandrifim-pahefany ny Vaomiera.

Andininy faha-55.- Ampy isa hatrany ny Vaomiera rehefa miady hevitra kanefa ny fahatongavan'ny antsasaky ny mpikambana ao aminy miampy iray dia ilaina mba hampanan-kery ny latsabato ataony.

Raha tsy tratra io fetra io alohan'ny fifidianana, dia aato ny fivoriana ny Vaomiera mandritry ny antsasak'adiny ; rehefa izany, manan-kery ny fifidianana na firy na firy isan'ny mpandatsa-bato.

Andininy faha-56.- Raisina amin'ny ankamaroan'ny vato manan-kery ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera. Raha misy ny fitoviam-bato, izay iandanian'ny Filoha no manan-kery.

Zarina amin'ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena ny fanapahan-kevitra amin'ny tatitra.

Andininy faha-57.- Aorian'ny fivoriana tsirairay, dia avoaka ho fantatry ny besinimaro ny tatitra izay mampiseho :

- e) ny anaran'ny mpikambana tonga nivory, niala tsiny na tsy tonga ;
- f) ireo asa fanomanana nataon'ny Mpampakateny;
- g) ny fandraisam-pitenenana natao manoloana izany ;
- h) ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera, ny vokatra ny fifidianana ary, raha ilaina, ny fampiatoana ny fifidianana noho ny tsy fahatrarana ny fetri'isa.

Ny Filohan'ny Repoblikan'i Madagasikara, ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena, ao amin'ny Governemanta, ao amin'ny Antenimierandoholona ary ao amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia afaka mandray eny an-toerana ny tatitra sy ny tahirin-kevitra izay omen'ny Vaomiera azy ireo.

Sosony efatra amin'ireny tatitra sy tahirin-kevitra ireny no apetraka arakaraka ny fahatongavany ao amin'ny tantsoratrelan'ny Antenimierampirenena.

TOKO XI
DINIKY NY FILOHA - LAHADINIKY NY ANTENIMIERA
ARY FANDAMINANA NY ADIHEVITRA

Andininy faha-58.- Afa-tsy amin'ny fampiharana ny fepetra voalazan'ny andininy faha-75, 76 sy 86, andalana 3 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia ny Antenimiera no mametraka ny lahadiniky ny Antenimierampirenena avy amin'ny tolo-kevitra ny Diniky ny Filoha izay ahitana:

- ny Filohan'ny Antenimierampirenena, Filoha;
- ny mpikambana ao amin'ny Birao maharitra;
- ny Filoha tsirairay avy amin'ny Vaomiera maharitra na ny Filoha Lefitra na ny Mpampakateny;
- ny Filoha na ny solontenan'ny Vondrona Parlemantera tsirairay ka ny isa dia ferana araka ny isan'ny mpikambana ao amin'ny Vondrona sy araka ny fomba fitsinjaran-toerana araka ny isam-bato azo

Ampahafantarin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Governemanta ny andro sy ny ora anaovana ny dinika. Azony atao ny mampisolotena azy avy amin'ny iray amin'ireo mpikambana ao aminy.

Ny Volavolan-dalàna sy ny Tolo-dalàna aroso ho tapahin'ny Antenimierampirenena dia dinihiny mandritra ny fotoam-pivoriana izay nametrahana izany na, fara-fahatarany, mandritra ny fotoam-pivoriana manaraka, afa-tsy ny toe-javatra manokana voalazan'ny Lalàmpanorenana.

Ny laharam-pahamehana dia omena araka ny filaharana nofaritan'ny Governemanta ho fampiharana ny andininy faha-86 andalana 3 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Herinandro roa amin'ny efatra amin'ny fotoam-pivoriana no atokana amin'ny fandinihana ireo rijan-teny sy ireo adihevitra ka ny Governemanta no mangataka ny fampidirana izany ao amin'ny lahadinika.

Andro roa amin'ny fotoam-pivoriana isam-bolana no atokana amin'ny lahadinika tapahin'ny Antenimiera araka ny hetsi-piniavan'ireo Vondron'ny mpanohitra ary koa ny an'ireo Vondrona vitsy an'isa.

Ny Tolo-kevitra ny Diniky ny Filoha dia atao peta-drindrana, zaraina ary aroso ho hankatoavin'ny Antenimierampirenena izay afaka manova izany, indrindra indrindra mikasika ny isa sy ny laharan'ny raharaha izay natolotra ny fampidirana ao amin'ny lahadinika, afa-tsy izay mahakasika ny Volavolan-dalàna napetraky ny Governemanta na ny Tolotra rijan-teny nekeny izay omena laharam-pahamehana.

Ny Tolo-dalàna sy ny fanitsiana voavolavolan'ny Solombavambahoaka dia ampahafantarina ny Governemanta, izay manana fe-potoana telopolo andro ho an'ny tolo-dalàna ary dimy ambin'ny folo andro ho an'ny fanitsiana hanehoana ny fanamarihana ataony. Raha dila io fe-potoana io, dia afaka miroso amin'ny fandinihana ny tolo-dalàna na fanitsiana ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-59.- Ny fandaminana ny adihevitra momba ny rijan-teny aroso amin'ny Antenimierampirenana dia azon'ny Diniky ny Filoha tapahina. Raha tapaka izany fandaminana izany, dia irosoana izany ary ataon'io Dinika voalaza io.

Ny Dinika dia afaka mametra ny faharetan'ny adihevitra ankapobe ao anatin' ny fotoam-pivoriana voalazan'ny lahadinika, manondro ny fitsinjarana ny fotoana handraisana fitenenana ao anatin'ny fotoam-pivoriana voalaza. Io fotoana io dia tsinjarain'ny Filohan'ny Antenimierampirenana eo amin'ireo Vondrona, amin'ny fomba izay ahafahan'ny tsirairay amin'izy ireo, arakaraka ny fotoam-paharetan'ny adihevitra, fotoana farafahakeliny iraisana. Ny Solombavambahoaka tsy ao anatinà vondrona dia manana fotoana handraisam-pitenenana manontolo mifandanja amin'ny isany. Tsinjarain'ny Filoha amin'ireo vondrona arakaraky ny hamaroany ny fotoana azo itenenana.

Ny fisoratana amin'ny fandraisana fitenenana ao anatin'ny adihevitra dia ataon'ireo Filohan'ny Vondrona, izay milaza amin'ny Filohan'ny Antenimiera ny laharana izay heveriny fa tokony hiantsoana ny mpandray fitenenana ary koa ny faharetan'ny fidiran'izy ireo an-tsehatra, izay tsy atao latsaky ny dimy minitra.

Ny Filohan'ny Antenimiera no mamaritra ny laharam-pitenenana avy amin'ny fandraisana ireo filazana ireo.

Azon'ny Dinika atao ihany koa ny mametra ny fotoana lava indrindra handiniana ny rijan-teny manontolo. Amin'io tranga io, dia ampiharina ny fomba arahina voalaza ao amin'ireo andàlana manaraka etoana.

Hisy fotoana farafahakeliny omena ny Vondrona tsirairay, manan-tombo izany ho an'ny Vondron'ny mpanohitra. Ny fotoana fanampiny 60% dia omena ny vondron'ny mpanohitra ary tsinjaraina amin'izy ireo arakaraka ny hamaroany. Ny ambin'ny fotoana sisa fanampiny dia tsinjaraina amin'ny Vondrona hafa arakaraka ny hamaroany. Ny Dinika no mametra ihany koa ny fotoana handraisan'ny Solombavambahoaka tsy nahasoratra anarana fitenenana izay manana fotoana faobe fara-faharatsiny mifanaraka amin'ny isany.

Izay rehetra fandraisam-pitenenan'ny Solombavambahoaka, ankoatra ny an'ny Filohan'ny Vondrona, ferana ho adin'ny iray isaky ny Filohan'ny Vondrona na, raha toa ny ora notsinjaraina ho fampiharana ny andàlana 6 amin'ity andininy ka mihoatry ny efapolo ora, anatin'ny ora roa isaky ny Filohan'ny Vondrona, ny Filoha sy ny Mpampakatenin'ny Vondrona nampahafantarina ny amin'ny votoatiny, raha misy izany, ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra, dia esorina amin'ny ora notsinjaraina ho fampiharana ny andàlana 6. Tsy ao anatin'ny ora natokana amin'ny fidirana an-tsehatra mifototra amin'ny andininy faha-71 andalana faha-1, raha vao heverin'ny Filoha fa tsy misy fifandraisana miharihary amin'ny Fitsipika na ny fizotry ny fotoam-pivoriana. Esorina ihany koa ny fotoana natokana ho an'ny fiatoan'ny fivoriana nangatahan'ny Filohan'ny Vondrona iray na ny delegeny mifototra amin'ny andininy faha-71, andàlana 3, ka tsy hihoatra ny faharetana nangatahana ny fotoana nesorina.

Araka ny fombafomba faritan'ny Diniky ny Filoha, ny Filohan'ny Vondrona iray dia azo omena avy hatrany fotoana nalahatra izay hitovy amin'ny fe-potoana fohy indrindra feran'ny Diniky ny Filoha.

Indray mandeha isaky ny fotoam-pivoriana, mety hahazo avy hatrany fanalavana noho ny antony manokana amin'io faharetam-potoana io ny Filohan'ny Vondrona iray araka ny fetra faran'ny lava feran'ny Diniky ny Filoha.

Raha manohitra izany ny Filohan'ny Vondrona iray, ny Dinika dia tsy afaka mametra ny fotoana faran'ny lava amin'ny fandinihana ny rijan-teny manontolo raha toa ny fiadian-kevitra amin'ny famakiana voalohany ka raisina fara-faharatsiny herinandro enina aorian'ny fametrahana izany na herinandro efatra fara-fahakeliny aorian'ny nampitana izany.

Raha toa ny Diniky ny Filoha ka mahita fototra fa tsy ampy ny faharetam-potoana lava indrindra ferana amin'ny fandinihana rijan-teny iray, dia afaka manapaka amin'ny fampitomboana izany izy.

Ny Solombavambahoaka tsirairay dia mahazo mandray fitenenana, aorian'ny fandaniana ny andininy farany amin'ny rijan-teny iadian-kevitra, ho amin'ny fanazavana ny fandaniana ataon'ny tena manokana mandritry ny dimy minitra. Ny fotoana natokana amin'ireny fanazavana momba ny fandaniana ireny dia tsy esorina amin'ny fotoana manontolo notsinjaraina eo amin'ireo Vondrona, amin'ny alàlan'ny famelana handingana ny fitsipika voalazan'ny andalana 7.

Raikitra ny fanapahan-kevitra raisin'ny Diniky ny Filoha.

Andininy faha-60.- Raha toa ny Vaomiera iray ka mandany ny tatitra iray amin'ny antsasa-manilan'ny mpikambana mandrafitra izany, dia afaka mangataka ny Diniky ny Filoha izy hanolo-kevitra ny hisian'ny adihevitra ataon'ny olona voafetra.

Raha toa ny Dinika ka manapaka ny amin'ny tolo-kevitra ny hisian'ny adihevitra ataon'ny olona voafetra, dia ampahafantarina ny tolo-keviny miaraka amin'ny lahadinika ny Antenimierampirenena. Ny Antenimiera no manapaka amin'ny alàlan'ny latsabato tsy misy adihevitra raha hisy na tsia ny adihevitra ataon'ny olona voafetra.

Mandritry ny adihevitra ataon'ny olona voafetra, ny hany afaka mandray fitenenana izay manana dimy minitra isaky ny fanitsiana avy ny tsirairay dia ny tompo-mariky ny fanitsiana, ny Filoha ary ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary koa ny mpikambana iray ao amin'ny Governemanta.

Ny Filoha dia tsy mampandany afa-tsy ny fanitsiana ny andininy sy ny fanitsiana Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna manontolo.

Alohan'ny fandaniana mikasika azy manontolo, dia azo ekena ny fanazavana ambangovangony ny fandaniana mandritry ny dimy minitra raha lava indrindra.

Andininy faha-61.- Tsy azo anaovana adihevitra ataon'ny olona voafetra:

- a) ny Volavolan-dalàmpanorenana ;
- b) ny Volavolan-dalàna naverin'ny Filohan'ny Repoblika any amin'ny Antenimierampirenena hodinihina indray ;
- c) ny Volavolan-dalàna mampiditra andraikitra ny politika ankapoben'ny Fanjakana;
- d) ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana.

TOKO XII

NY AMIN'NY FANAOVANA FIVORIANA IRAISAN'NY REHETRA

Andininy faha-62.- Ampahibemaso ny fivorian'ny Antenimierampirenena.

Na eo aza izany, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-77 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny Antenimiera dia afaka manapaka hanao fivoriana tsy azo atrehina amin'ny alàlan'ny latsabato maika sy tsy misy adihevitra araka ny fangatahana ataon'ny Praiminisitra na ny ampahefatry ny mpikambana ao aminy.

Rehefa tapitra ny antony nanaovana fivoriana tsy azo atrehina, dia maka ny hevity ny Antenimiera ny Filoha mikasika ny hanohizana ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Ny Antenimiera no manapaka aty aoriana ny mety hamoahana ny tatitry ny adihevitra natao tsy azo atrehina. Araka ny fangatahan'ny Governemanta, izany fanapahan-kevitra izany dia raisina amin'ny fivoriana tsy azo atrehina.

Andininy faha-63.- Ny Filoha no manokatra ny fivoriana, mitarika ny fifampidiniana, mampanaja ny Fitsipika ary mitandro ny filaminana. Azony atao amin'ny fotoana rehetra ny mampiato na mamarana ny fivoriana.

Ny Filoha no misahana ny fandaminana ny Antenimiera.

Andininy faha-64.- Soniavin'ny Filoha sy ny mpitan-tsoratra ny fitanana an-tsoratra ny fotoam-pivoriana tsirairay ary apetraka ao amin'ny tantsoratrelan'ny Antenimierampirenena atao sosony efatra.

Ny fitanana an-tsoratra ahitana ny tatitry ny adihevitra dia anaovana fampahafantarana ny besinimaro ao anatin'ny fotoana faran'izay haingana izay karakarain'ny Birao maharitra ao amin'ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-65.- Alohan'ny hirosoana amin'ny lahadinika, mampahafantatra ny Antenimiera ny fialan-tsiny natolotr'ireo mpikambana ao aminy ny Filoha ary koa ny fampitam-baovao mikasika ny Antenimiera. Azony atao ny mibaiko amin'ny fanontana izany.

Andininy faha-66.- Tsy misy Solombavambahoaka na dia iray aza mahazo miteny raha tsy efa nangataka fitenenana tamin'ny Filoha ary nomena izany, na dia nahazo alàlana manokana tamin'ny mpandaha-teny hanapaka azy aza izy.

Ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena izay mangataka fitenenana dia soratana arakaraky ny laharan'ny fangatahana nataony; afaka manome ny anjara fitenenany ho an'ny iray amin'ireo namany izy na mampifamadika ny laharan'ny fisoratana anarana nataon'izy ireo.

Azon'ny Antenimiera ferana ny fotoana hitenenan'ny mpandaha-teny tsirairay..

Mitsangana eny amin'ny sehatra anoloana na mitsangana eo amin'ny toerany ny mpandaha-teny, raha ity farany no mitranga ; dia azon'ny Filoha atao ny manasa azy hiakatra eny amin'ny sehatra anoloana. Ny Mpampakatenin' ny Vaomiera ihany no mahazo alàlana hipetraka eny amin'ny sehatra anoloana.

Rehefa heverin'ny Filoha fa ampy tsara ny fampahalalana ho an'ny Antenimiera, dia afaka mangataka ny mpandaha-teny izy mba hamarana. Ho fitsinjovana ny adihevitra dia afaka ihany koa izy manome alàlana azy hanohy ny fandraisana ny fitenenana mihoatra ny fotoana izay nomena azy.

Ny mpandaha-teny dia tsy mahazo mihataka amin'ny raharaha iadian-kevitra raha tsy izany mamerina azy amin'ny laoniny ny Filoha. Raha toa ka tsy mankatò izany famerenana izany izy, sy raha toa misy mpandaha-teny mandray fitenenana nefa tsy nahazo alalàna na mbola manohy ny fandraisany fitenenana aoriana ny fangatahana azy hamarana, dia azon'ny Filoha atao ny misintona ny fandraisany fitenenana. Amin'izay tranga izay, dia mibaiko fa tsy ampidirina intsony ao amin'ny fitanana an-tsoratra ny teny nataony ny Filoha, ary amin' izany dia tsy tohinina ny fampiharana ny sazy ara-pitsipi-pifehezana voalazan'ny Toko XIII amin'ity Lohateny ity.

Raha mbola misy fisisihana ihany amin'ny fandàvana asetry amin'ny fangatahan'ny Filoha, dia omena fampitandremana ny mpandaha-teny.

Izay rehetra mpandaha-teny iangavian'ny Filoha hiala eny amin'ny sehatra anoloana ka tsy mankatò izany fiangaviana izany dia azo anaovana fampitandremana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitanana an-tsoratra, ary raha ilaina, fanasaziana, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-105 amin'ity Fitsipika Anatin'ny ity.

Andininy faha-67.- Amin'ny adihevitra rehetra izay voafetra ny fotoana handraisana fitenenana, dia tsy afaka mihoatra amin'ny fotoana handraisana fitenenana nomena ny Vondrona misy azy ny mpandaha-teny, na inona na inona antony.

Raha tapitry ny Vondrona ny fotoana nomena azy, dia làvina ny fandraisampitenenana ho an'ny mpikambana ao aminy.

Ny fanitsiana napetraky ny Solombavambahoaka avy amin'ny Vondrona izay efa lany ny fotoana hitenenany dia anaovana latsabato tsy misy adihevitra. Mitovy amin'izay ihany koa ho an'ny fanitsiana napetraky ny Solombavambahoaka tsy voasoratra hiteny, rehefa tapitra ny fotoana nomena ny Solombavambahoaka tsy voasoratra.

Tsy afaka mangataka latsabato ampahibemaso intsony ny Filohan'ny Vondrona izay tapitra ny fotoana hitenenana, afa-tsy izay mikasika ny rijan-teny iray manontolo.

Raha toa ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra, ka mampihatra ny fahafahana izay nomen'ny andininy faha-88 azy ireo, ny amin'ny fametrahana fanitsiana iray na maromaro aorian'ny fahataperan'ny fe-potoana azo amaharana anoharana ireo Solombavambahoaka, ao anatin'ny sehatry ny adihevitra nalamina, dia omena fotoana fanampiny ny vondrona tsirairay sy ireo Solombavambahoaka tsy voasoratra, araka ny fangatahana ataon'ny Filohan'ny Vondrona iray, ho amin'ny fifanakalozan-kevitra ny andininy izay nametrahana fanitsiana na, raha ilaina, ny andininy fanampiny.

Andininy faha-68.- Raha misy mpikambana iray ao amin'ny Governemanta manatrika ireo fotoam-pivorian'ny Antenimierampirenena, dia azony atao ny mandray anjara amin'ny adihevitra sy manaraka ny fizotry ny latsabato.

Afaka hotronin'ny teknisiana izay tendreny izy manoloana ny Antenimierampirenena. Mampahafantatra ny Antenimiera izy amin'izany fanendrena izany.

Afaka mihaino ny teknisian'ny Governemanta araka ny fangatahana ataony ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-69.- Ny mpikambana ao amin'ny Governemanta, ireo Filoha ary ireo Mpampakatenin'ireo Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra dia atao lohalaharana amin'ny fitenenana raha mangataka izany izy ireo.

Afaka manome alàlana Solombavambahoaka iray ny Filoha hamaly ny Governemanta na ny Vaomiera. Rehefa mitovy ny hevitra ny Governemanta sy ny an'ny Vaomiera, dia mpandaha-teny iray ihany no afaka omena alàlana hamaly.

Afaka ampian'ny mpiasam-panjakana ao amin'ny Antenimierampirenena izay nofidiny ireo Filoha sy ny Mpampakatenin'ireo Vaomiera mandritra ny fotoana anaovana ny fiadian-kevitra amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Andininy faha-70.- Ivelan'ny adihevitra nalamina araka ny andininy faha-59, ary raha misy mpandaha-teny roa fara-fahakeliny manana hevitra mifanohitra miditra an-tsehatra ao amin'ny fiadian-kevitra ankapobe, amin'ny fiadian-kevitra mikasika andininy iray na amin'ny fanazavana ny latsabato, ny famaranana avy hatrany io dingana amin'ny fiadianan-kevitra io dia azon' ny Filoha tapahina, na arosan'ny mpikambana iray ao amin'ny Antenimiera. Na izany aza, tsy mihatra amin'ireo fanazavana momba ny latsabato manontolo ny famaranana.

Raha toa ny famaranana ny fiadian-kevitra ankapobe ka arosan'ny mpikambana iray amin'ny Antenimiera, ny fitenenana dia tsy azo omena afa-tsy ny manohitra ny famaranana ary amin'ny mpandaha-teny iray ihany, mandritry ny fotoana tsy mihoatry ny dimy minitra. Ny mpandaha-teny voalohany mbola voasoratra ao amin'ny fiadian-kevitra, na raha tsy ao izy, dia ny iray amin'ireo voasoratra ao amin'ny laharam-pisoratana, raha toa izy ka mangataka fitenenana manohitra ny famaranana, no omen-daharana aloha ; raha tsy misy mpandaha-teny nisoratra, ny fitenenana manohitra ny famaranana dia omena ny Solombavambahoaka izay mangataka izany voalohany.

Raha toa ny famaranana ka nangatahana ivelan'ny fiadian-kevitra ankapobe, dia maka ny hevitra ny Antenimiera amin'ny alàlan'ny tsangan-tànana ny Filoha ary tsy misy adihevitra.

Raha toa làvina ny fangatahana famaranana, dia mitohy ny fiadian-kevitra, nefa azo atao ihany ny mangataka indray ny famaranana ka atao ny fanapahana mikasika io fangatahana vaovao io araka ny fepetra voalaza eo ambony.

Andininy faha-71.- Ny fampatsiahivana ny Fitsipika sy ny fangatahana mahakasika ny fizotry ny fivoriana dia laharam-pahamehana foana amin'ny foto-draharaha. Mampiato ny fiadian-kevitra izany. Ny fitenenana dia omena ny Solombavambahoaka rehetra izay mangataka momba izany , na eo noho eo, na raha mbola mandray fitenenana ny mpandaha-teny iray, dia any amin'ny faran'ny fandraisany fitenenana .

Raha toa ny fandraisana fitenenana ka tsy misy ifandraisany amin'ny Fitsipika na ny fizotry ny fivoriana, na mametraka olana amin'ny lahadinika nofaritana, dia esorin'ny Filoha aminy ny fitenenana.

Aroso ho amin'ny fanapahan'ny Antenimiera ny fangatahana fampiatoana fivoriana, afa-tsy hoe avy amin'ny Governemanta izany, avy amin'ny Filoha na ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra na, nataon'olona manokana ary amin'ny fivorian'ny Vondrona, avy amin'ny Filohan'ny Vondrona iray na ny delegeny izay nampahafantariny mialoha ny Filoha ny anarany. Manafoana ny teo aloha izay rehetra ny fanendrena delegasiona vaovao.

Rahefa mangataka fitenenana ny Solombavambahoaka iray noho ny raharaha manokana, dia tsy omena izany izy raha tsy amin'ny faran'ny fivoriana.

Amin'ny toe-javatra voalazan'ity andininy ity, dia tsy azo tazonina mihoatra ny roa minitra ny fitenenana.

Andininy faha-72.- Mampahafantatra ny Antenimiera ny vaninandro sy ny lahadiniky ny fivoriana manaraka ny Filoha alohan'ny hiatoan'ny fivoriana.

Misy tatitra feno avoaka isaky ny Fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Ny tatitra feno no fitanana an-tsoratra ny fivoriana. Raikitra izany raha toa tsy nampakaran-draharaha an-tsoratra manohitra na mangataka fanitsiana na dia iray aza ny Filohan'ny Antenimiera, efatra amby roapolo ora aorian'ny namoahana azy. Ny fitarainana dia aroso hodinihin'ny Biraon'ny Antenimiera, izay hanapaka mikasika ny fijerena izany rahefa nohenoin'ny Antenimiera ny tompo-marika mandritry ny fotoana tsy mihoatry ny roa minitra.

Raha toa noraisin'ny Biraon'ny fitarainana, ny fanitsiana ny fitanana an-tsoratra dia aroson'ny Filoha hodinihin'ny Antenimiera eo am-piandohan'ny fivoriana voalohany manaraka ny fanapahan-kevitra ny Biraon'ny fitarainana izany tsy misy adihevitra.

Andininy faha-73.- Ny Filoha no manambara ny famaranana ny fivoriana ara-potoana voalohan'ny Antenimierampirenena amin'ny fiafaran'ny fivoriana farany atao ny andro faha-enimpolo aorian'ny talata voalohany amin'ny volana mey, sy ny an'ny fivoriana ara-potoana faharoa, amin'ny fiafaran'ny fivoriana farany atao ny andro faha-enimpolo aorian'ny talata fahatelo amin'ny volana oktobra. Raha tsy misy ny fivorian'ny Antenimiera, dia mizaha fototra ny famaranana amin'ny alàlan'ny fanehoan-kevitra avoaka ampahibemaso Filoha.

Ao anatin'ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoana, mikasika lahadinika voafaritana, ary nantsoina tamin'ny alàlan'ny didim-panjakana nataon'ny Filohan'ny Repoblika noraisina teo amin'ny Filankevitry ny Minisitry, na nataon'ny Praiminisitry, na araka ny fangatahan'ny antsasa-manilan'ny mpikambana mandrafitra ny Antenimiera, dia tsy mihoatra ny roambinifolo andro ny faharetan'ny fotoam-pivoriana. Misokatra sy mifarana amin'ny alàlan'ny Didim-panjakana avoakan'ny Filohan'ny Repoblika ny fivoriana tsy ara-potoana.

Raha toa antsoina araka ny fangatahan'ny ankamaroan'ny Solombavambahoaka ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoana, dia aroso ny Didim-panjakana mamarana raha vao tapitra ny lahadinika.

Na ahoana na ahoana dia tapahin'ny Filoha ny fivoriana. Tsy afaka manome fitenenana mpandaha-teny na iza na iza izy ary mamarana avy hatrany ny fivoriana.

SOKAJY I

NY AMIN'NY FOMBA ARAHINA AMIN'NY FIADIAN-KEVITRA AMIN'NY FIVORIANA AZON'NY BESINIMARO ATREHINA

Andininy faha-74.- Ny fanapahana ataon'ny Antenimiera dia tsy manan-kery raha toa ka tsy manatrika ny fivoriana ny antsasany miampy iray amin'ny mpikambana am-perinasa ao aminy.

Raha tsy tratra ny fetriisa amin'ny andro voatondro ho fisokafan'ny fotoam-pivoriana, dia ahemotra avy hatrany amin'ny andro fahatelo manaraka izany, ny alahady sy ny andro tsy fiasana tsy ao anatiny. Ny fanapahana, noho izany dia manan-kery, na firy na firy ny isan'ny mpikambana tonga.

Andininy faha-75.- Tsy misy Volavola na Tolo-dalàna na dia iray aza azo aroso amin'ny fanapahan-kevitra ny Antenimiera raha tsy efa nanaovan'ny Vaomiera mahefa tatitra mialoha.

Andininy faha-76.- Tsy afaka mandray fitenenana ao anaty adihevitra ny Filoha afa tsy hoe manolotra ny fipetraky ny fanontaniana ary mamerina izany.

Raha toa izy maniry handray anjara amin'ny adihevitra, dia ankininy amin'ny iray amin'ireo Filoha Lefitra ny fitarihana alohan'ny fanombohan'ny fivoriana.

Tsy afaka miverina mandray ny seza maha-Filoha azy izy raha tsy amin'ny fivoriana manaraka an'ilay fivoriana izay tapitra ny adihevitra nandraisany anjara.

Andininy faha-77.- Mandeha aloha ny fitenenana mikasika ny foto-draharaha ary ny manaraka izany dia izay Solombavambahoaka mangataka izany ho amin'ny fampatsiahivana ny Fitsipika. Raha toa hita miharihary fa io fandraisam-pitenenana io dia tsy misy ifandraisana na dia kely aza amin'ny Fitsipika, ny Filoha dia afaka manaisotra aminy ny fitenenana ary mampihatra aminy ny fepetra voalazan'ny andininy faha-101 amin'izao Fitsipika anatiny izao.

Omena ihany ny fitenenana, nefa amin'ny fiafaran'ny fivoriana ihany ary mandritry ny dimy minitra, ho an'ny Solombavambahoaka rehetra izay mangataka izany ho amin'ny raharaha manokana; ary ambaran' ny Filoha fa mikatona ny toe-javatra nanahirana.

Andininy faha-78.- Afaka mangataka ny hamehana mikasika ireo raharaha aroso hotapahin'ny Antenimiera, na ny Governemanta, na ny Solombavambahoaka iray.

Lanina avy hatrany amin'ny alàlan'ny tsangan-tànana tsy misy adihevitra ny fangatahana hamehana.

Rehefa ambara ny hamehana, dia mamaritra avy hatrany ny vaninandro anaovana ny adihevitra ny Antenimiera momba ny votoatiny, avy amin'ny tatitry ny Vaomiera mahefa. Dinihina araka ny fomba arahina tsotra ny raharaha raha voailika ny hamehana.

Mahazo tohana avy hatrany ny hamehana raha toa izany ka nangatahana avy amin'ny tolo-kevitra nosoniavin'ny antsasaky ny mpikambana mandrafitra ny

Antenimiera miampy iray, kanefa ny laharam-pahamehana dia mitoetra amin'ireo raharaha izay nangatahan'ny Governemanta taminy.

Andininy faha-79.- Raha ny tokony ho izy, ny Volavolan-dalàna sy ny Tolo-dalàna atolotry ny Governemanta sy ny Tolo-dalàna dia aroso indray mandeha ihany hotapahina eo amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Alohan'ny zavatra rehetra dia atao ny fihainoana ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary raha misy, dia ny an'ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra.

Raha vantany vao manolotra ny tatitra ataony ny Mpampakateny, amin'izay fotoana izay ihany, ny Solombavambahoaka rehetra dia afaka:

- manolotra ny tsy fahazoa-mandray manokana izay ny antony dia ny ampahafantarana fa ny rijan-teny natolotra dia mifanohitra amin'ny fepetra iray na maro ao amin'ny Lalàmpanorenana ;
- mametraka ny raharaha mialoha entina milaza fa tsy ilaina ny manapa-kevitra.

Azony lazaina am-bava ny antonanton'ny fangatahany izay tsy azon'iza idirana afa-tsy ny Filoha na ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra sy ny Governemanta.

Raha toa ka lany ny tsy fahazoa-mandray manokana na ny raharaha mialoha, dia làvina ny Volavolan-dalàna ; raha toa kosa ka nahemotra izany, dia mitohy ny fiadian-kevitra momba ny tatitra.

Eo amin'ny Diniky ny Filoha no anomezana filazalazana momba ny tsy fahazoa-mandray, aorian'ny fakan-kevitra, na any amin'ny biraon'ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola, na any amin'ny biraon'ny Vaomiera momba ny Lalàna araka ny karazan'ilay tsy fahazoa-mandray natranga.

Andininy faha-80.- Raha toa alohan'ny fanombohan'ny fiadian-kevitra atao amin'ny fivoriana ampahibemaso momba ny Tolo-dalàna na fanitsiana, ka asehon'ny Governemanta ho antony enti-misakana izany ny tsy fahazoa-mandray izay nalaina tao amin'ny andininy faha-86 eny amin'ny farany amin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Antenimierampirenena dia afaka, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-79 andalana 7 amin'ity Fitsipika ity, manaiky ny tsy fahazoa-mandray. Raha mifanohitra amin'izay no mitranga, dia mitondra ny raharaha any amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana izy.

Raha atao antony entina misakana ny tsy fahazoa-mandray mandritry ny fiadian-kevitra, dia aato ny fivoriana ary dia arosan'ny Filoha ao amin'ny Diniky ny Filoha ny raharaha aorian'ny fakana ny hevity biraon'ny Vaomiera momba ny lalàna na ny an'ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola, arakaraka ny zava-mitranga. Amin'ny fanohizana ny fivoriana, dia mampahafantatra ny fanapahan-keviny izy.

Raha misy ny tsy fifanarahana eo amin'ny Governemanta sy ny Filohan'ny Antenimierampirenena, mampiaka-draharaha any amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ity farany. Miato noho izany ny adihevitra momba ny tolo-dalàna na ny fanitsiana. Tohizana indray izany rehefa nampahafantatra ny fanapahan-keviny ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha-81.- Irosoana ny adihevitra ankapobe momba ny Volavolan-dalàna sy ny Tolo-dalàna.

Amin'ny fotoana rehetra, mandritra izany adihevitra ankapobe izany ary hatramin'ny famaranana ihany, dia mety hisy soso-kevitra amin'ny toe-javatra ifanoherana tsy maintsy tsaraina mialoha ny votoatin-draharaha ikendrena, na amin'ny fanemorana ny adihevitra mandra-panatanterahana fepetra sasantsasany, na amin'ny famerenana ny rijan-teny manontolo any amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra na amin'ny fandinihana ho amin'ny fanehoan-kevitra any amin'ny Vaomiera hafa.

Ny adihevitra momba ny soso-kevitra amin'ny toe-javatra ifanoherana tsy maintsy tsaraina mialoha ny votoatin-draharaha dia hisy araka ny paika arahina voalazan'ny andininy faha-79 ho an'ny fanontaniana napetraka mialoha.

Na izany aza, ny famerenana any amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra dia atao avy hatrany, raha toa ka ilay Vaomiera na ny Governemanta no mangataka na manaiky izany.

Aorian'ny famaranana ny adihevitra ankapobe, dia maka ny hevitra ny Antenimiera ny Filoha mikasika ny andàlan-tsoratra anaovana adihevitra momba ny andinin'ny volavolan-dalàna na ny tatitra ny Vaomiera.

Rehefa manao fehin-teny fandàvana ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna ny Vaomiera dia ampanaovin'ny Filoha avy hatrany ny fandanihana ny fandavana, aorian'ny famaranana ny adihevitra ankapobe.

Raha toa ka tsy manolotra fehin-teny ny Vaomiera dia angatahana ny Antenimiera hamoaka fanapahan-kevitra mikasika ny andàlan-tsoratra anaovana adihevitra momba ny andininy ao amin'ny rijan-teny voalohany amin'ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna.

Amin'ny toe-javatra rehetra izay hanapahan'ny Antenimiera hevitra fa tsy hiroso amin'ny adihevitra momba ny andininy, dia manambara ny Filoha fa tsy nankatoavina ilay Volavola na Tolotra.

Ny solonà Volavolan-dalàna dia zary fanitsiana ny rijan-teny manontolo iadian-kevitra. Apetraka izany raha vantany vao manolotra ny tatitra ataony ny Mpampakateny. Akan-kevitra noho izany ny Antenimiera momba ny fandraisany izany; raha namoahana fanapahan-kevitra izany, dia alefa any amin'ny Vaomiera izay mandray azy ho toy ny fototra iaingan'ny adihevitra ilay solonà Volavolan-dalàna ary manolotra tatitra vaovao ao anatin'ny fe-potoana izay azon'ny Antenimiera omena azy.

Ny adihevitra momba ny rijan-teny dia mahakasika avy ny andininy tsirairay sy ny fanitsiana miaraka aminy araka ny fepetra voalazan'ny andininy manaraka.

Ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana dia lanina araka ny fomba voadidin'ny Lalàmpanorenana sy ny Lalàna Fehizoro mikasika ireo lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Aorian'ny fandanihana ny andininy rehetra, dia atao ny fandanihana ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna manontolo.

Rehefa tsy nisy nanolotra andininy fanampiny amin'ny andininy tokana amin'ny volavolan-dalàna na tolo-dalàna iray, ny fandanihana mikasika io andininy tokana io dia mitovy amin'ny fandanihana manontolo ary tsy misy na dia iray aza andininy fanampiny azo atolotra.

Alohan'ny fandania mikasika izany manontolo, dia raisina ny fanazavana momba ny fandania amin'ny ambangovangony mandritry ny dimy minitra raha lava indrindra. Ampiharina amin'ireo fanazavana ny fandania ny fepetra ao amin'ny andininy faha-77.

Andininy faha-82.- Apetraka an-tsoratra ao amin'ny Birao Maharitry ny Antenimierampirenena, ao amin'ny Vaomiera mahefa ny solonà Volavolan-dalàna sy ny fanitsiana ary raha azo atao, atao sora-pirinty sy zaraina.

Tsy ho raisina ny fanitsiana raha tsy mihatra marina amin'ny rijan-teny iadian-kevitra na, mahakasika solonà volavolan-dalàna sy andininy fanampiny raha toa izy ireny ka natolotra ao anatin'ny sehatra sahanin'io rijan-teny io. Raha misy fifandirana, dia mamoa ny heviny tsy misy adihevitra momba ny fahazoana mandray izany ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-83.- Anaovana adihevitra ny fanitsiana, izay araka ny laharam-pahamehana, mikasika ny rijan-teny ampiasaina ho fototra iaingana amin'ny adihevitra.

Azo anaovana adihevitra iombonana ny fanitsiana atao amin'ny andalana iray ihany na amin'ny andininy iray ihany.

Antsoina araka ny fifanesena manaraka etoana raha indray tonga :

- ny fanitsiana amin'ny fanafoanana andininy iray;
- ny mpandaha-teny voasoratra mikasika ny andininy;
- ireo fanitsiana hafa, atomboka amin'ireo izay mihataka kokoa amin'ny rijan-teny natolotra, araka ny filaharana amin'ny fanoherana amin'io rijan-teny io, nampidirina ao na nampiana.

Ao anatin'ny adihevitra momba ny solonà Volavolan-dalàna sy ny fanitsiana, ny hany afaka miditra an-tsehatra dia ny iray amin'ireo nanao sonia, ny mpandaha-teny iray manana hevitra mifanohitra, ny solontenan'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary ny mpikambana iray ao amin'ny Governemanta, tsy tohinina ny fepetra voalazan'ny andininy faha-60.

Tsy anaovana afa-tsy latasabato iray ihany ny fanitsiana mitovy anton-javatra.

Rehefa niadian-kevitra ny fanitsiana rehetra natolotra amin'ny andalana iray amin'ny andininy iray na andininy iray ary manomboka ny fandinihana ireo andalana na andininy manaraka, dia tsy azo atao intsony ny mametraka fanitsiana amin'ireo andalana na andininy efa nodinihana.

Aorian'ny fandania ny andininy fanampiny farany natolotra tamin'ny alàlan'ny fanitsiana, raha misy izany, dia atao ny fandania ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna manontolo.

Andininy faha-84.- Ho fampiharana ny andininy faha-98 ao amin'ny Lalàmpanorehana, raha toa ka mangataka izany ny Governemanta, dia manapa-kevitra ny Antenimiera ny amin'ny hanaovana fandania tokana mikasika ny rijan-teny iray manontolo na amin'ny ampahany anaovana adihevitra.

Andininy faha-85.- Alohan'ny fandania manontolo ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna iray, afaka manapaka amin'ny alàlan'ny fangatahana ataon'ny

mpikambana iray ao aminy ny Antenimiera na hirosoana amin'ny fandinihina faharoa, na handefasana ny rijan-teny mankany amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra hanaovana fanitsiana sy fandrindrana.

Tsy maintsy atao ny fandinihina faharoa na ny famerenana raha toa ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra mangataka na manaiky izany.

Raha toa ka misy ny adihevitra faharoa, ireo rijan-teny nolanina mandritra ny fandinihina voalohany dia averina hodinihin'ny Vaomiera izay tsy maintsy anaovany tatitra vaovao ; amin'ny fandinihina faharoa ataon'io Vaomiera io, tsy manapaka ny Antenimiera afa-tsy amin'ny rijan-teny vaovao izay natolotry ny Vaomiera na ireo fanitsiana natao tamin'izy ireo tamin'ny rijan-teny nolanina teo aloha.

Raha toa misy famerenana ny rijan-teny mankany amin'ny Vaomiera hanaovana fanitsiana sy fandrindrana, ny fandinihana dia manolotra avy hatrany ny asany ny Vaomiera, omena ny Antenimiera ny fandinihana ary miompana amin'ny fampandriana an-tsoratra ihany ny adihevitra.

Raha vao lanin'ny Antenimierampirenena na Antenimierandoholona ny lalàna iray dia, raketina am-boky sy asiana vaninandro ary alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena mankany amin'ny Filohan'ny Repoblika izany mba havoka hanan-kery.

Andininy faha-86.- Tsy mihoatra ny dimy minitra ny fandraisam-pitenenana ataon'ireo Vaomiera sy ireo Solombavambahoaka mikasika ireo andininy ao amin'ny rijan-teny izay ipetrahan'ny adihevitra na mikasika ireo andininy vaovao natolotry ny Governemanta na ireo Vaomiera, amin'ny alàlan'ny fanitsiana.

Andininy faha-87.- Afaka manolotra fanitsiana amin'ireo rijan-teny napetraka tao amin'ny Birao maharitra ny Antenimierampirenena ny Governemanta, ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra momba ny Volavolan-dalàna, ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra ary ny Solombavambahoaka.

Ny Filoha no manombana ny fahazoa-mandray ny fanitsiana, ny solonà Volavolan-dalàna ary ny soso-panitsiana, araka ny ventin-kevitr'ity andalana ity.

Andininy faha-88.- Azon'ny Solombavambahoaka anolorana fanitsiana ny rijan-teny iompanan'ny adihevitra ao anatin'ny fe-potoana efatra andro ivoriana araka ny nahazoana ny tatitra.

Na izany aza, raha toa ka voasoratra ao amin'ny lahadiniky ny Antenimierampirenena ny adihevitra amin'ny rijan-teny iray atao mandritra ny fivoriana ankoatra ny an'ny fizaràna ny tatitra misy ny fe-potoana vaovao, roa andro ivoriana nanomboka tamin'ny fampidirana izany io tao amin'ny lahadinika.

Raha toa ka nanomboka talohan'ny fahataperan'ny fe-potoana izay voalaza etsy ambony ny adihevitra amin'ny rijan-teny iray, dia mitsahatra tsy ho azo raisina ny fanitsiana atolotry ny Solombavambahoaka raha vao manomboka ny adihevitra amin'ireo andininy ho fampiharana ny andininy faha-81 ny Antenimiera.

Raha dila ireo fe-potoana ireo, dia ireto no hany azo raisina:

- ny fanitsiana napetraky ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra na ireo izay manaiky ny adihevitra;

- ny fanitsiana apetraka amin'ny anaran'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra ;
- ny fanitsiana ireo rijan-teny vaovao naroson'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra eo an-dàlam-piadiana hevitra ;
- ny fanitsiana mikasika mivantana ny rijan-teny nasiam-panovàna nataon'ny Antenimiera mandritra ny adihevitra.

Tsy azo ampiharina amin'ny soso-panitsiana ireo fe-potoana voalazan'ity andininy ity.

Andininy faha-89.- Anaovana adihevitra aorian'ny adihevitra momba ny rijan-teny iompanany ny fanitsiana ary anaovana latsabato alohan'ny handaniana io rijan-teny io, amin'ny ankapobeny, alohan'ny foto-draharaha.

Ny fanitsiana napetraka tao amin'ny Birao maharitra ny Antenimierampirenena ihany no atolotry ny Filoha hiadiana hevitra.

Tsy manapa-kevitra amin'ny fanitsiana izay tsy notohanana tamin'ny fivoriana, na amin'ny fanitsiana izay tsy naroso hodinihin'ny Vaomiera talohan'ny nanokafana ny adihevitra ny Antenimiera raha toa ka notoherin'ny Governemanta ny fandinihana izany mba ho fampiharana ny andininy faha-86 andàlana 6 amin'ny Lalàmpanorenana.

Anaovana adihevitra araka ireto filaharana ireto ny fanitsiana raha toa ka miaraka ny fahatongavan'izy ireo, dia: ny fanitsiana manafonana aloha ary avy eo ny fanitsiana hafa atomboka amin'ireo izay miala lavitra ny rijan-teny natolotra ary araka ny filaharana amin'ny fanoherana amin'io rijan-teny io, nampidirina ao na nampiana.

Ny fanitsiana natolotry ny Governemanta na natolotry ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra no iadian-kevitra voalohany amin'ny fanitsiana natolotry ny Solombavambahoaka. Amin'io trangan-javatra io, omena ireo rehetra nanao ny fanitsiana ny fitenenana ary atao amin'ny fandaniana iray ny fitambaran'ireo fanitsiana ireo.

Raha misy fanitsiana maromaro, miara-tonga, nefa tsy afa-miaraka, dia ny Filoha no afaka mandroso izany iadiana hevitra ka mifandimby izay anomezana fitenenana mifanesy ireo nanao azy alohan'ny handaniana izany, mifanesy ihany koa, ny fanitsiana nataon'izy ireo.

Ankoatra ny trangan-javatra momba ny fanitsiana voalaza ao amin'ny andininy faha-88, dia tsy azo henoina, amin'ny fanitsiana tsirairay, ankoatra ny iray amin'ireo nanao azy, dia ny Governemanta, ny Filoha na ny Mpampakatenin'ny Vaomiera, ny Filoha na ny Mpampakateny ao amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary ny mpandaha-teny iray tsy mitovy hevitra.

SOKAJY II NY AMIN'NY FIFIDIANANA

Andininy faha-90.- Tsy tohinina ny fepetra voalazan'ny andininy faha-74 amin'ity Fitsipika anatin'ity ity, fa ny Antenimiera dia ampy isa mandrakariva mba hanapa-kevitra sy hanapitra ny ao anatin'ny lahadinika ao aminy.

Manan-kery ny latsabato ataon'ny Antenimiera na firy na firy isan'ny mpifidy

tonga raha toa, alohan'ny fanombohan'ny fivoriana, ka tsy voaantso ny Filoha, araka ny fangatahana manokana ataon'ny Filohan'ny Vondrona, hanao ny fanamarinana ny fetr'isa amin'ny fizahana fototra ny fahatongavan'ny antsasa-manilan'ny isan'ireo Solombavambahoaka ao anatin'ny Lapa, kajiana amin'ny isan'ny toerana tena nofenoina.

Tsy azo raisina ny fangatahana manokana ataon'ny Filohan'ny Vondrona iray raha tsy tena tonga ao amin'ny Lapa ny antsasa-manilan'ireo Solombavambahoaka izay mandrafitra io vondrona io.

Raha tsy tanteraka ny latsabato noho ny tsy fahatratrarana ny fetr'isa ilaina dia aato ny fivoriana aorian'ny filazana ataon'ny Filoha momba ny fanemorana ny latsabato. Ahemotra ny ampitso izany ; manan-kery avy eo ny latsabato na firy na firy ny ny isan'ny mpifidy tonga.

Andininy faha-91.- Azy manokana ny latsabato ataon'ny Solombavambahoaka.

An'olona iray hatrany ny fanomezam-pahefana handatsabato, izay voasoratra amin'ny Solombavambahoaka iray voalaza anarana. Izany dia tsy maintsy ampahafantarina ny Filoha mialoha ny fanokafana fandatsaham-bato na ny latsabato voalohany.

Na izany aza, ny zon'izy ireo handatsa-bato amin'ny fifidianana ampahibemaso dia azon'izy ireo ampanaovina olon-kafa, hafa tsy amin'ny latsabato mifandraika amin'ny fanatanterahana ny andininy faha-50 sy 100, 103,131 ary 162-n'ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha-92.- Tsy mihoatra ny iray volana ny fanomezam-pahefana. Raha toa ka tsy voafaritry ny faharetan'ny fanomezam-pahefana, dia tapitra avy hatrany izany aorian'ny fe-potoana 8 andro katroka manomboka amin'ny fandraisana azy.

Andininy faha-93.- Ny latsabato dia atao na amin'ny alàlan'ny tsangan-tànana, na mipetraka sy mitsangana, na amin'ny latsabato tsotra ataon'ny rehetra, na amin'ny latsabato eny amin'ny sehatra eny anoloana ataon'ny rehetra, na amin'ny latsabato miaina.

Raha tsy maintsy miroso amin'ny latsabato ny Antenimiera, amin'ny fanondroana olona manokana, dia atao miaina ny latsabato. Amin'io trangan-javatra io, ny latsabato dia atao eny amin'ny sehatra eny anoloana.

Ho an'ny raharaha maro loha sy ankoatra ireo tranga voalazan'ny andininy faha-98 sy faha-100 ao amin'ny Lalàmpanorenana, azo angatahina ny fandaniahan'ny rijan-teny amin'ny ampahan-javatra. Faritan'ilay mpanao fangatahana mazava ny ampahan'ny rijan-teny anaovany fangatahana.

Ny fandaniahan'ny rijan-teny amin'ny ampahan-javatra dia tsy maintsy atao raha toa izany ka nangatahin'ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra. Amin'ny trangan-javatra hafa, rehefa nakàna ny heviny ny Governemanta na ny Vaomiera, ny Filoha no manapaka raha ilaina na tsia ny handaniahan'ny ampahan-javatra.

Andininy faha-94.- Tsangan-tanana no anaovan'ny Antenimiera fandaniahan'ny anton-javatra rehetra afatsy amin'ny fanendrena manokana.

Raha misy mampiahiahy ny amin'ny vokatry ny latsabato natao tamin'ny tsangan-tànana, dia irosoana ny latsabato mipetraka sy mitsangana; ka raha mbola mitoetra hatrany ny ahiahy, dia atao avy hatrany ny latsabato tsotra ataon'ny rehetra.

Na izany aza, raha ny latsabato voalohany tamin'ny alàlan'ny tsangan-tànana no lazaina fa mampiahiahy dia afaka manapa-kevitra ny Filoha fa latsabato tsotra ataon'ny rehetra no anaovana izany.

Tsy misy olona azo omena fitenenana eny anelanelan'ny fanaovana ny latsabato.

Andininy faha-95. - Ny latsabato ataon'ny rehetra dia tsy maintsy atao:

4. araka ny fanapahan-kevitra ny Filoha na noho ny fangatahan'ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra;
5. araka ny fangatahana an-tsoratra manokana na avy amin'ny Filohan'ny Vondrona, na ataon'ny olona nomem-pahefana izay nampahafantariny mialoha ny Filoha ny anarana. Izay rehetra fanomezam-pahefana vaovao dia manafoana ny teo aloha;
6. raha toa ny Lalàmpanorenana ka mangataka ny maro an'isa voatondro mazava na raha toa ka ilana ny fampiharana ny andininy faha-98, faha-100 ary faha-103 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Atao latsabato ataon'ny rehetra amin'ny fomba mahazatra raha toa ka ilaina ny fampiharana ny teboka 1° sy 2° etsy ambony. Atao ny latsabato eny amin'ny sehatra eny anoloana ho an'ny rehetra, araka ny fanapahan-kevitra ny Diniky ny Filoha, raha toa ka ilaina ny fampiharana ny teboka 3° etsy ambony.

Andininy faha-96. - Raha misy latsabato ampahibemaso dia atao ao amin'ny Antenimiera sy ao amin'ny toerana rehetra ao amin'ny Lapa ny filazana izany. Dimy minitra farafahakeliny aorian'io filazana io dia miantso haingana ireo Solombavambahoaka ny Filoha mba handray indray ny toerany. Avy eo izy dia manambara fa misokatra ny latsabato.

1. Ho an'ny latsabato tsotra ataon'ny rehetra, ny latsabato dia atao amin'ny alàlan'ny taratazin-datsabato.

Ny Solombavambahoaka tsirairay dia mandrotsaka izy tenany ny taratazin-datsabatony amin'ny anarany ao anaty vata fandatsaham-bato izay apetraka eo ambany fanaraha-mason'ireo mpitantsoatra ny Birao, maitso ny lokony raha toa ka manaiky izy fa handany, mena kosa raha manohitra izy, fotsy raha tsy handatsa-bato izy. Voarara ny mandrotsaka taratazin-datsabato mihoatra ny iray ao anaty vata fandatsaham-bato fandatsaham-bato na inona na inona mety ho antony.

Rehefa tsy misy olona intsony mangataka handatsa-bato dia lazain'ny Filoha fa mikatona ny latsabato. Entina mankeny amin'ny sehatra eny anoloana ireo vata fandatsaham-bato. Ny Filoha no manambara ny vokatry ny latsabato izay voamarin'ny mpitantsoatra.

2. Ho an'ny latsabato eny amin'ny sehatra eny anoloana ho an'ny rehetra, ny Solombavambahoaka rehetra dia antsoin'ny vadin-tany amin'ny anarany avy. Ireo izay mitondra ny anarana manomboka amin'ny litera natao an-tsapaka mialoha no antsoina voalohany. Atao ny fanaovan-tsonia ny anaran'ny mpifidy.

Atao amin'ny alàlan'ny taratazin-datsabato ny latsabato. Ny Solombavambahoaka tsirairay dia mametraka ny taratazin-datsabatony ao amin'ny iray amin'ireo mpitantsoatra, izay mandrotsaka izany ao anaty vata fandatsaham-bato napetraka ery amin'ny sehatra eny anoloana.

Misokatra mandritra ny ora iray ny latsabato. Ny vokatry ny latsabato dia zahan'ny mpitantsoratra fototra ary ambaran'ny Filoha.

Ny fombafomba fanaovana ny fanomezam-pahefana handatsa-bato dia alamina amin'ny alàlan'ny torolàlana ataon'ny Birao.

Andininy faha-97.- Ny Filoha no afaka manapa-kevitra fa atao ny fanamarinana ny latsabato ataon'ny rehetra.

Raha misy fanamarinana ny latsabato mikasika ny fangatahana fampiatoana ny fivoriana na mikasika ny rijan-teny iray izay tsy manova ny amin'ny tohin'ny adihevitra ny fandania na ny fandavana azy dia mitohy ny fivoriana.

Andininy faha-98.- Na dia eo aza ny fampiharana ny andininy faha-103 amin'ny Lalàmpanorenana, ny raharaha nanaovana latsabato dia tsy ambara fa lany raha tsy mahazo ny ankamaroan'ny vato manan-kery izy ireo. Na izany aza anefa, raha toa ny Lalàmpanorenana ka mitaky ho amin'ny fandania ny antsasamanilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera, io ankamaroany io dia kajiana amin'ny isan'ny toerana tena fenoana.

Tsy lany ny raharaha nanaovana latsabato raha mitovy ny isam-bato.

Ny vokatry ny fifampidinihin'ny Antenimiera dia ambaran'ny Filoha amin'ny teny hoe : [Nankatoavin'] [Nolanian']ny Antenimierampirenena” na “Tsy [Nankatoavin'] [Nolanian'] ny Antenimierampirenena.

Tsy misy fanitsiana fandania azo atao intsony aorian'ny fikatonan'ny latsabato.

Andininy faha-99.- Ny latsabato miafina izay ataon'ny Antenimiera ho an'ny fanendrena manokana dia atao eny amin'ny sehatra eny anoloana, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-96, 2°.

Ny Filoha no manondro izany amin'ny fivoriana ny ora fanokafana sy ny ora fanakatonana. Mpanisa vato natao antsapaka no manao sonia ny lisitry ny mpifidy. Mandritra ny fotoanan'ny fivoriana, izay tsy naato noho ny fandatsaham-bato, ny Solombavambahoaka tsirairay dia mandrotsaka ny taratazin-datsabatony ao anaty vata fandatsaham-bato apetraka eo ambany fanaraha-mason'ny iray amin'ireo mpitantsoratra ny Birao. Ny mpitan-tsoratra no manisa ny vato ary ny Filoha no manambara ny vokatry ny latsabato.

TOKO XIII

NY AMIN'NY FITSIPI-PIFEHEZANA

Andininy faha-100.- Na amin'ny fivorian'ny Vaomiera na amin'ny Fivoriana atrehin'ny Solombavambahoaka rehetra, ny sazy ara-pitsipi-pifehezana ampiharina amin'ny mpikambana ao amin'ny Antenimera dia :

1. ny fampahatsiahivana ny fitandroana ny filaminana ;
2. ny fampatsiahivana ny fitandroana ny filaminana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitànana an-tsoratra ;
3. ny famaizana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitànana an-tsoratra ;
4. ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika.

Andininy faha-101.- Ny fampatsiahivana ny fitandroana ny filaminana dia ambaran'ny Filohan'ny Antenimierampirenena na ny Vaomiera voakasik'izany.

Ny Solombavambahoaka rehetra izay manakorontana eo anivon'ny Vaomiera na ny Antenimiera noho ny fanembantsemanana ataony na famelezana olona manokana ataony na amin'ny fomba hafa rehetra, no ampatsiahivana fa tokony hilamina izy. Ny fitenenana dia ekena ho an'izay, nampatsiahivana ny filaminana ary nanaiky izany, mangataka hanamarin-tena.

Raha misy mpikambana iray efa notenenina indroa mikasika ny tokony hitandroany filaminana ao anatin'io fivoriana io ihany, ny Filoha, taorian'ny nanekena ho azy ny fitenenana mba hanamarinany ny tenany raha mangataka izany izy, dia tsy maintsy manontany ny hevitra ny Vaomiera na ny Antenimiera amin'ny alàlan'ny tsangan-tànana tsy misy adihevitra, mba ahafantarana raha azo henoina indray izy mikasika ny raharaha iray.

Andininy faha-102.- Araka ny tolo-kevitra ny Filoha, ireo sazy hafa voalazan'ny andininy faha-100 dia tsy azo ambara raha tsy amin'ny alàlan'ny Vaomiera na ny Antenimiera amin'ny ankamaroan'ny mpikambana tonga amin'ny latsabato miafina.

Ny Solombavambahoaka izay ampiharana ny iray na ny hafa amin'ireo sazy ara-pitsipi-pifehezana ireo dia manana zo hohenoina na mampihaino amin'ny anarany iray na ireo mpiara-miasa.

Andininy faha-103.- Ny fampatsiahivana ny fitandroana ny filaminana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitànana an-tsoratra dia azo ampiharina amin'ny Solombavabahoaka rehetra izay, mandritra ny fivoriana intelo misesy no efa notenenina mba hanaja ny filaminana.

Andininy faha-104.- Ny famaizana dia azo ampiharina amin'ny solombavabahoaka rehetra izay:

1. nahazo fampatsiahivana in'efatra ny tokony hitandroany ny filaminana tao anatin'ny fivoriana iray ;
2. ao anatin'ny Antenimiera, mihantsy asa fanakorotanana.

Araka ny tolo-kevitra ny Filoha, ny famaizana dia ampiharina amin'ny Antenimiera, tsy misy adihevitra.

Ny famaizana dia mitarika ny fandrarana tsy hiteny mandritra ny fivoriana izay nanambarana azy ary koa amin'ny fivoriana manaraka. Izany dia mitondra avy hatrany amin'ny tsy fanomezana ny antsasaky ny tamby omena ny Solombavambahoaka, mandritra ny iray volana.

Andininy faha-105.- Ny famaizana arahina fanesorana vonjimaika ao amin'ny Lapan'ny Antenimiera dia ampiharina amin'ny Solombavambahoaka rehetra izay:

1. nihenahena tamin'ny famaizana tsotra na koa efa niharan'io sazy io indroa;
2. tamin'ny fivoriana ampahibemaso ka manao herisetra;
3. niaiky heloka fa nanala-baraka ny Antenimiera na ny Filohany;
4. niaiky fa nanao faniratsirana, fihantsiana na fandrahonana atao amin'ny Filohan'ny Repoblika, ny Praiminisitra, na ireo mambra ao amin'ny Governemanta sy ireo Antenimiera voalazan'ny Lalàmpanorenana.

Ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika dia mitarika ny tsy fahazoana mandray anjara amin'ny asa atao rehetra eo anivon'ny Antenimiera ary mandehandeha ao amin'ny Lapan'ny Antenimiera mandrapahatapitry ny faha dimy ambin'ny folo andron'ny fivoriana manaraka ny an'ny nanambaràna ny fepetra.

Raha misy fandavan'ny Solombavambahoaka iray hanaraka ny fandidiana nataon'ny Filoha taminy hivoaka ny Antenimiera, dia aato ny fivoriana. Amin'io trangan-javatra io ary raha mbola mihatra fanindroany ny famaizana ampiarahina amin'ny fanesorana vonjimaika atao amin'ny Solombavambahoaka, dia itarina ho telopolo andron'ny fivoriana ny fanesorana.

Andininy faha-106.- Raha misy fampiasan-kery ataon'ny mpikambana iray ao amin'ny Antenimiera amin'ny namany izay miara-miasa aminy, dia ny Filoha no afaka miteny amin'ny Birao ny sazy famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika. Raha tsy eo ny Filoha dia azon'ny Solombavambahoaka atao izany amin'ny alàlan'ny fangatahana an-tsoratra amin'ny Birao.

Raha toa araka izany ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika ka natolotra ho an'ny Solombavambahoaka iray dia mampiantso ny Birao izay mihaino io Solombavambahoaka io ny Filoha. Ny Filoha no mampahafantatra amin'ilay Solombavambahoaka ny fanapahan-kevitra raisin'ny Birao. Raha toa ny Birao ka manapaka ny amin'ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika, ny Solombavambahoaka dia aterin'ny Lehiben'ny mpiasa misahana ny fivoriana hatreny am-baravarany Lapa.

Andininy faha-107.- Raha misy Solombavambahoaka manao izay tsy hampandeha ny fahalalahana amin'ny fandraisana fanapahan-kevitra sy ny latsabato ataon'ny Antenimiera, ary, aorian'ny filàna ady tamin'ny mpiara-miasa aminy iray na maromaro, ka mandà tsy hanaiky ny fampahatsiahivana ny fitandroana ny filaminana ataon'ny Filoha, izy dia mampiato ny fivoriana ary miantso ny Birao.

Ny Birao dia afaka manolo-kevitra ny Antenimiera hanambara ny sazy amin'ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika, ny tsy fanomezana ny antsasaky ny tambin-karama raisin'ny parlematera voalazan'ny andininy tetsy aloha izay miitatra araka izany ho enim-bolana.

Raha toa, ao anatin'ny fivoriana no mitranga io fanasaziana io, ka misy ny fampiasan-kery bevava natao, dia alefan'ny Filoha avy hatrany any amin'ny Tonia mpampanoa ny raharaha.

Andininy faha-108.- Ny hosoka atao amin'ny latsabato, indrindra amin'izay mikasika ny endriky manokan'ny latsabato, dia mitarika ny tsy fanomezana, mandritra ny iray volana, ny ampahaefatry ny tambin-karama. Raha mbola miverina izany tranga izany mandritra ny fotoam-pivoriana, dia hitarina ho enim-bolana io faharetana io.

Ny Birao no manapa-kevitra ny amin'ny fampiharana io andalana eo ambony io avy amin'ny fangatahan'ny mpitan-tsoratra..

Andininy faha-109.- Raha misy fandikan-dalàna nataon'ny Solombavambahoaka iray tao anatin'ny faritry ny Lapa rehefa mivory ny Antenimiera, dia aato ny fifampidinihina efa andalana.

Ampahafantariny Filoha, eo noho eo, ny Antenimiera ny zava-nitranga.

Raha toa ny zava-nitranga voalaza ao amin'ny andalana voalohany ka natao mandritra ny fiatoana na taorian'ny firavan'ny fivoriana, dia ampahafantariny Filoha amin'ny Antenimiera ny zava-nitranga amin'ny fiverenan'ny fivoriana na amin'ny fiandohan'ny fivoriana manaraka.

Afaka mitondra fanazavana ilay Solombavambahoaka raha mangataka izany izy. Araka ny baikon'ny Filoha, izy dia tsy maintsy mandao ny efitrano fivoriana ary tànana ao amin'ny Lapa.

Raha toa tsy mety mivoaka ilay Solombavambahoaka na mitabataba ao amin'ny Antenimiera dia ajanon'ny Filoha eo no ho eo ny fivoriana. Mampilaza avy hatrany amin'ny Tonia mpampanoa ny Birao fa misy fandikan-dalàna natao ao amin'ny Lapan'ny Antenimiera.

Andininy faha-110.- Tsy azon'ny Solombavambahoaka rehetra, raha tsy izany dia iharan'ny sazy ara-pitsipi-pifehezana volazan'ny andininy faha-100 ka hatramin'ny faha-109, ny milaza ho antony na mampiasa ny maha-Solombavambahoaka azy any amin'ny orinasa ara-bola, ara-indostria na ara-barotra na aminà fisahanana asa aman-draharaha misy fahalalahana na hafa ary, amin'ny ankapobeny, mampiasa ny maha-izy azyamin'ny antony hafa noho ny fisahanana ny asany.

Tsy azony atao ihany koa, raha tsy izany dia iharan'ny sazy mitovy ihany, ny miditra amin'ny fikambanana iray na vondrona iray miaro tombontsoa manokana, na toerana na toeram-piasana na mandraikitra amin'izy ireo fifanekena mikasika ny asa aman-draharaha maha Solombavambahoaka azy, raha toa io fidirana io na ireo fifanekena ireo ka mahatonga ny fanekena ny iraka ankatoavana baiko.

TOKO XIV

NY FOMBA ARAHINA AMIN'NY FANALANA NY TOMBONTSOA MANOKAN'NY SOLOMBAVABAHOAKA

Andininy faha-111.- Araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-13 amin'ny Hitsivolana laharana faha 2014-001 tamin'ny 18 Aprily 2014 anaovana ny Lalàna fehizoro mamaritra ny fitsipika mikasika ny fampandehanana ny Antenimierampirenena, dia atsangana eo am-piandohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna, ny Vaomiera iray misy mpikambana tompon-toerana dimy ambin'ny folo sy mpisolo toerana dimy ambin'ny folo, miandraikitra ny fandinihina ireo fangatahana fampiatoana ny fitànana am-ponja sy ireo fepetra tsy ahazoana na amerana ny fahalalahana na ny fanenjehana Solombavambahoaka. Ny fanendrena dia ezahina hifanaraka amin'ny tontolo ara-politika ao amin'ny Antenimiera ary, raha tsy misy ny fifanarahan'ireo Filohan'ny Vondrona mikasika ny lisitrà mpilatsa-kofidina, dia amin'ny fisoloan-tena mifandanja eo amin'ny samy Vondrona. Ny mpisolo toerana dia miaraka amin'ny tompon-toerana iray. Tsy afaka manolo tompon-toerana izy raha tsy amin'ny fandinihina manontolo ny fangatahana iray.

Ny Birao ao amin'ny Vaomiera dia ahitana Filoha iray, Filoha Lefitra telo ary Mpitantsoratra telo. Ny fanendrena dia ezahina hifanaraka amin'ny endriky ny tontolo politika ao amin'ny Antenimiera sy iantohana ny fisian'ny solontenan'ny rafitra rehetra ao aminy. Ny mpikambana ao amin'ny Birao dia tendrena araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-49. Ny Toko XI dia azo ampiharina amin'ny Vaomiera mitsangana ho fampiharana ity andininy ity.

Ny Vaomiera dia mihaino ny mpanoratra na ny mpanao sonia voalohany ny fangatahana sy ny Solombavambahoaka voakasik'izany na ny mpiara-miasa aminy izay natao hisolotena azy. Raha toa ka voafonja ilay Solombavambahoaka, dia afaka mihaino azy manokana amin'ny alàlan'ny iray na maromaro amin'ny mpikambana ao aminy nomem-pahefana ho amin'izany ny Vaomiera.

Na dia eo aza ireo fepetra ao amin'ny andàlana manaraka, ny fangatahana dia soratan'ny Fivorian'ny Filoha avy hatrany, raha vao manomboka ny fizarana ny tatitry ny Vaomiera, amin'ny fivoriana manaraka akaiky indrindra natokan'ny andàlana 2 ao amin'ny andininy faha-102 ao amin'ny Lalàmpanorenana momba ny fanontaniana

ataon'ny mpikambana ao amin'ny Parlemanta sy ny valiny omen'ny Governemanta, ho tohin'ireo fanontaniana sy valiny ireo. Raha toa ka tsy voazara tao anatin'ny fepotoana roapolo andro ny fivoriana manomboka amin'ny fametrahana ny fangatahana ny tatitra, ny raharaha dia azon'ny Diniky ny Filoha soratana avy hatrany ao amin'ny fivoriana manaraka akaiky indrindra natokana ho an'ny fanontanian'ny mpikambana ao amin'ny Parlemanta sy valiny omen'ny Governemanta, ho tohin'ireo fanontaniana sy valiny ireo.

Amin'ny fiafaran'ny fotoanan'ny fanontaniana ataon'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena sy ny valiny omen'ny Governemanta mikasika ny fepetra tsy anomezana na amerana ny fahalalahana, ny fanenjehana na ny fitànana am-ponja ny Solombavambahoaka iray, ny Filohan'ny Antenimiera dia afaka, noho ny antony manokana, miantso azy mba handinika ny fangatahana fampiatoana izany fepetra izany ; fitànana am-ponja ; io fivoriana io dia tsy atao mihoatra ny herinandro aorian'ny fizarana ny tatitra na, raha toa ny Vaomiera ka tsy nizara ny tatitra nataony, mihoatra ny herinandro efatra aorian'ny fametrahana ny fangatahana.

Ny adihevitra amin'ny fivoriana atrehin'ny rehetra dia mihompana amin'ny ny fehin-teny avy amin'ny Vaomiera izay nosoratana ho Tolo-pehin-kevitra iray. Raha toa ny Vaomiera ka tsy manolotra fehin-teny, ny adihevitra dia mihompana amin'ny fangatahana izay nampakarina teo amin'ny Antenimiera. Ny Tolo-kevitra famerenana any amin'ny Vaomiera dia azo atolotra sy iadiana hevitra araka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-124. Raha misy fandavana ny fehin-teny nataon'ny Vaomiera mikendry ny handavana ny fangatahana, izany dia heverina ho toy ny lany izany.

Ny Antenimiera no manapaka ny amin'ny votoatiny aorian'ny adihevitra izay ny hany afaka mandray anjara dia ny Mpampakateny ao amin'ny Vaomiera, ny Governemanta, ny Solombavambahoaka voakasika na ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera misolotena azy, ny Mpandaha-teny manaiky na ny Mpandaha-teny manohitra. Ny fangatahana famerenana any amin'ny Vaomiera, voalaza amin'ny andàlana etsy aloha, dia holaniana aorian'ny fihainoana ny Mpampakateny. Raha misy ny fitsipahana dia henoin'ny Antenimiera ireo mpandaha-teny voalazan'ity andalana ity.

Ny Antenimiera izay nampiakarana ny fangatahana fampiatoana ny fanenjehana atao amin'ny Solombavambahoaka iray notànana am-ponja na nanaovana fepetra tsy fanomezana na famerana ny fahalalahana, no afaka manapaka ny amin'ny fampiatoana ny fitànana am-ponja na ny manontolo na ny ampahany amin'ny fepetra voakasika. Ny hany azo raisina dia izay fanitsiana natolotra ho amin'izany. Ny andininy faha-89 dia azo ampiharina amin'ny adihevitr'izy ireo.

Raha misy ny fandavana ny fangatahana, dia tsy misy na iray aza fangatahana vaovao azo atolotra mandritra ny fotoam-pivoriana, mikasika ireo anton-javatra ireo ihany.

Andininy faha-112.- Afa-tsy amin'ny fahatratrarana ambodiomby voamarina ara-dalàna, dia ny Minisitry ny Fitsarana, Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana no manolotra an-tsoratra ny fanalana ny zo tsy ho azo henjehina an'ny parlemantera ho an'ny Solombavambahoaka ny Birao Maharitry ny Antenimierampirenana, izay tsy maintsy manome valiny amin'ny antsipiriany ao anatin'ny telo volana manomboka eo amin'ny fotoana nitondrana ny raharaha.

Ny Birao Maharitra, amin'ny fanajana ny foto-kevitra mifehy ny fitompoam-pahamarinana, ny fisarahan'ny fahefana sy ny tsiambatelon'ny famotorana, ary tsy mandinika lalina ny raharaha, dia manombatom-bana ny ilàna ny fepetra novinavinaina sy manapaka hevitra tsy atrehin'ny rehetra mikasika ny maha-matotra, marina sy mahatoky ny fangatahana ny fanalàna ny zo tsy ho azo henjehina, rehefa avy nihaino ireo Solombavambahoaka voakasik'izany, izay afaka soloin'ny iray amin'ireo mpiara miasa aminy.

Aorian'io dingana famotorana io, ary rehefa nohenoina ireo Mpampakateny voatendrin'ny Filohan'ny Antenimeram-pirenena ho amin'izany, ary koa ny solontenan'ny Fampanoavana voakasiky ny raharaha nentina teo anatrehan'ny Birao maharitra ny Antenimerampirenena, ireo mpikambana ao amin'ny Birao dia manapakevitra sy mandany amin'ny alàlan'ny latsabato miafina ny Fehin-kevitra andaniana na andavana ny fangatahana ny fanalàna ny zo tsy ho azo henjehina an'ny parlemantera.

Ny Fehin-kevitra ny Birao Maharitra dia alefan'ny Filohan'ny Antenimerampirenena hodinihin'ny Vaomiera itambarambe ao amin'ny Antenimerampirenena mandritra ny fotoam-pivoriana manaraka akaiky indrindra.

LOHATENY II FOMBA ARAHINA AMIN'NY FANAOVAN-DALANA

TOKO I FOMBA ARAHINA AMIN'NY FANAOVAN-DALANA MAHAZATRA

SOKAJY I NY AMIN'NY FAMETRAHANA NY VOLAVOLA SY TOLOTRA RIJAN-TENY

Andininy faha-113.- Ireo Volavolan-dalàna, ireo Tolo-dalàna sy Fehin-kevitra atolotr'ireo Solombavambahoaka dia apetraka ao amin'ny Birao Maharitra ary raketina am-boky ao amin'ny rejisitra ankapobe misy laharana milahatra ao amin'ny Sekretera jeneraly.

Andininy faha-114. - Ankoatra ireo tranga voalazan'ny rijan-teny momba ny Lalàmpanorenana na lalàna fehizoro mazava tsara, ny Volavolan-pehin-kevitra dia tsy azo raisina raha tsy milaza ny fepetra sy fanapahan-kevitra anatin'ny, izay mifandraika amin'ny fampandehanana sy ny fitsipi-pifehezan'ny Antenimiera, tandrifim-pahefany manokana.

Ny Solombavambahoaka dia afaka mametraka ny Tolo-pehin-kevitra:

- mikasika ny fomba fiasa sy ny fitsipi-pifehezana anatin'ny Antenimerampirenena;
- mitaona ny Governemanta mba handinika sy hamaha ny raharaha iray voafaritra tsara eo amin'ny politikan'ny toekarena, fitantanam-bola, fitantanandrahara, sosialy na kolontsaina mahakasika ny fiainam-pirenena na ho tombontsoan'ny Firenena.

Apetraka, dinihina ary iadiana hevitra izy ireny araka ny fomba arahina ampiarina amin'ny fandinihina voalohany ny Tolo-dalàna, ankoatra ireo fepetra tsy maintsy ampiarana amin'ireto farany ny andininy faha-83 andàlana 3 sy ny andininy faha-84 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha-115.- Ireo Tolo-dalàna sy fehin-kevitra atolotry ny Solombavambahoaka dia apetraka sy dinihin'ny Diniky ny Filoha rehefa nakàna ny hevitra ny Biraon'ny Vaomieran'ny Lalàna izay manapa-kevitra eo anatrehan'ny mpanao ny Tolotra na fanapahan-kevitra iray na maromaro.

Ny raharaha misy fiantraikany ara-bola dia tsy maintsy akana ny hevitra ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola.

Lavina ny fametrahana izany raha toa ka mazava ny tsy fahazoa-mandray azy ireo araka ny hevitra ny andininy faha-86 andàlana 6 sy 7 sy ny andininy faha-95 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy faha-116.- Ireo Tolo-dalàna avy amin'ny ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena dia tsy maintsy atao an-tsoratra.

Tsy maintsy alahatra ho andininy izany ary ialohavan'ny famelabelarana ny antonantony.

Azon'ny Governemanta sintonina amin'ny fotoana rehetra ireo Volavolan-dalàna mandrapandanian'ny Parlemanta azy tanteraka.

Ny tompon'antoka na ny mpanasonia voalohany ny Tolotra dia afaka foana misintona izany alohan'ny famakiana azy voalohany. Raha toa ka ao anatin'ny adihevitra ao amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina no isian'ilay fisintonana ka misy Solombavambahoaka iray mamerina izany dia mitohy ny adihevitra.

Ireo Tolotra nolavin'ny Antenimera dia tsy afaka averina indray alohan'ny fe-potoana herintaona.

SOKAJY II

NY AMIN'NY ASA MOMBA NY FANAVAN-DALANA ATAON'NY VAOMIERA

Andininy faha-117.- Ny Diniky ny Filoha no mandray ny Vaomiera maharitra mahefa na amin'ny Volavola na Tolotra rijan-teny napetraka ao amin'ny Biraon'ny Vaomieran'ny Antenimierampirenena.

Raha misy Vaomiera maharitra manambara fa tsy mahefa na raha misy tsy fifankahazoana eo amin'ny tandrifim-pahefana eo amin'ny Vaomiera roa na maromaro, ny Filohan'ny Antenimierampirenena, aorian'ny adihevitra izay ny Governemanta na ny tompon'antoka amin'ny Tolotra rijan-teny sy ireo Vaomiera voakasiky ny raharaha ihany no hany henoina, dia manoson-kevitra voalohany ao amin'ny Antenimierampirenena ny amin'ny fananganana Vaomiera manokana.

Raha lavina io Tolotra io, ny Filoha dia manolotra eo amin'ny Antenimiera ny resaka momba ny tandrifim-pahefana.

Andininy faha-118.- Ny tatitry ny Vaomiera dia apetraka sy vita sora-printy ary zaraina ao anatin'ny fe-potoana ahafahanan'ny Antenimierampirenena manao ny

adihevitra momba ny Volavola na Tolotra rijan-teny mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana.

Ny tatitra atao mikasika ny Volavolan-dalàna naroso voalohany tao amin'ny Antenimerampirenena na mahakasika ireo rijan-teny nampitain'ny Antenimerandoholona dia manome tsoa-kevitra ny amin'ny fandaniana, ny fitsipahana na ny fanitsiana . Izy ireny dia ahitana tabilao fampitahana manao tsoa-kevitra amin'ny fanovàna mety atao. Mitovana ao amin'ny tatitra ireo fanitsiana naroso tao amin'ny Vaomiera, na nampitain'ny Filohan'ny Antenimerampirenena izy ireny na natolotry ny tompon'antoka mivantana alohan'ny fametrahana ny tatitra.

Andininy faha-119.- Ny Solombavambahoaka rehetra dia afaka manolotra fanitsiana any amin'ny Vaomiera na izy mpikambana ao na tsia. Ny fanitsiana hafa rehetra ankoatra ny an'ny Governemanta, ny Filoha sy ny Mpampakateny ny Vaomiera sy, raha misy izany, ny an'ireo Vaomiera nantsoina hakan-kevitra, dia tsy maintsy alefan'ny tompon'antoka any amin'ny fisahanana ny Fitantsoratra ny Vaomiera.

Ny tompon'antoky ny Tolotra rijan-teny na fanitsiana dia afaka antsoina amin'ny fivorian' ny Vaomiera natao amin'ny fandinihana ny rijan-teny raha manao fangatahana amin'ny Filohan'ny Vaomiera natokana handinika ilay rijan-teny nentiny. Miala kosa izy amin'ny fotoan'ny latsabato.

Afaka mandray anjara amin'ny adihevitra ataon'ny Vaomiera, miampy ireo mpikambana ao aminy, arakaraka ny tranga, ny tompo-mariky ny tolo-kevitra na ny tompo-mariky ny fanitsiana ary koa, raha ilaina, ny mpanao tatitry ny Vaomiera nampahafantarina izany. Ny Governemanta dia mandray anjara avy hatrany.

Ny tatitra natao mikasika ny Volavolan-dalàna napetraka tao amin'ny Biraon'ny Antenimiera dia ahitana ao amin'ny tovana, tahirin-kevitra milaza ireo fanamarihana nangonina mikasika ny antontan-taratasy izay mitatitra ny fandinihana ny fiantraikany ampiarahana amin'ny Volavolan-dalàna.

Ny tatitra natao mikasika ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna dia ahitana ao amin'ny tovana, ny lisitry ny rijan-teny mety hofonana na ovana amin'ny fandinihana io Volavola na Tolotra rijan-teny io.

Azon'ny Biraony atao ny mandamina ny fiadian-kevitra ny rijan-teny atolotra hankatoavin'ny Vaomiera.

Andininy faha-120.- Ny fanitsiana natolotra ny Vaomiera sy ny fanovana natolotry ny Vaomiera mikasika ny rijan-teny nentina teo aminy teo am-boalohany dia tsy azo raisina raha toa ka ahitana ny iray amin'ny fiantraikany nofaritan'ny andininy faha-86 amin'ny Lalàmpanorenana.

Ny Filohan'ny Vaomiera no manao fanombatombanana ny amin'ny tsy fahafaha-mandray ary raha misy ny fisalasalana dia ny Biraon'ny Vaomiera. Raha misy ilana izany dia azon'ny Filoha atao ny maka ny hevitra ny Vaomieran'ny Lalàna sy/na ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola.

Ankoatra izany, ny tatitra dia azo avoaka ao amin'ny tovana amin'ny tatitra manontolo tamin'ny fivoriana izay niadiana hevitra araka ny fanapahan-kevitra ny Biraon'ny Vaomiera ny Antenimerampirenena.

Andininy faha-121.- Izay Vaomiera Maharitra rehetra izay mihevitra fa mahefa sy manapa-kevitra handeha amin'ny nahim-pony haneho ny heviny amin'ny

ampahany na manontolo mikasika ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna nalefa tany amin'ny Vaomiera maharitra iray hafa, no mampahafantatra izany ny Filohan'ny Antenimierampirenena. Io fanapahan-kevitra io dia ambara amin'ny fanombohan'ny fivoriana manaraka akaiky indrindra.

Raha toa ka nalefa indray ho ampahafantarina ny Volavola na Tolotra, dia manendry ny Mpampakateny ilay Vaomiera nitondrana ny raharaha. Izy io dia natao ho fakan-kevitra raha toa ka mandray anjara amin'ny asan'ny Vaomiera nitondrana ny raharaha. Ilay Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra kosa dia manan-jo handray anjara, ho fakan-kevitra, ao amin'ny asan'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra. Ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra no miaro ireo fanitsiana nolanian'ny Vaomierany manoloana ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra.

Andininy faha-122.- Amin'ny andron'ny fivoriana izay anaovana ny fandinihana ny Volavola na Tolotra rijan-teny, ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra dia mivory mba handinika ny fanitsiana napetraka.

SOKAJY III

FANORATANA AO AMIN'NY LAHADINIKY NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Andininy faha-123.- Ny Volavolan-dalàna sy ny Tolotra rijan-teny dia soratana ao amin'ny lahadiniky ny Antenimiera, na ho fampiharana ny fepetra ao amin'ny andininy faha-86 andàlana 3 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Ny fangatahana fanoratana ho laharam-pamehana ataon'ny Governemanta dia alefan'ny Praiminisitra any amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena izay mampahafantatra izany ny Filohan'ny Vaomiera mahefa ary mampahafantatra izany amin'ny Diniky ny Filoha manaraka akaiky indrindra.

Noho ny antony manokana, ny Governemanta, araka ny fahefana ananany ao amin'ny andininy faha-86 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia mangataka ny fanovana ao amin'ny lahadinika amin'ny alàlan'ny fanampiana, fisintonana na ny fampifamadihana rijan-teny nomena laharam-pamehana iray na maromaro, ny Filoha dia mampahafantatra avy hatrany izany ny Antenimiera.

Ny Filohan'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra na ny Filohan'ny Vondrona no manao ao amin'ny Diniky ny Filoha ny fangatahana fanoratana ny Tolotra rijan-teny iray ho ao amin'ny lahadinika fanampiny.

SOKAJY IV

FIADIAN-KEVITRA NY VOLAVOLAN-DALANA SY TOLO-DALANA

AMIN'NY FAMAKIANA VOALOHANY

Andininy faha-124.- Miainga amin'ny rijan-teny ankatoavin'ny Vaomiera mahefa ny adihevitra momba ny Volavolan-dalàna sy Tolo-dalàna. Na izany aza, raha tsy misy ny rijan-teny nankatoavin'ny Vaomiera, dia ny rijan-teny nentina ao amin'ny Antenimiera no iaingan'ny adihevitra.

Ny fiadian-kevitra amin'ny Volavolan-dalàna sy ny Tolo-dalàna dia atao amin'ny fihainoana ny Governemanta raha toa ka misy izany, ny fanolorana ny tatitra

ataon'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary, raha toa koa ka misy izany, dia ny fihainoana ny tatitra nataon'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra.

Azo atao ny mihaino ny mpikambana iray ao amin'ny Filan-kevitra momba ny toe-karena, sosialy ary kolontsaina araka izay fepetra noraiketin'ny andininy faha-54 andalana 3.

Manaraka izany, tsy azo anaovana adihevitra sy anaovana latsabato afa-tsy soso-kevitra mialoha tokana enti-mitsipaka ka ny kendrena amin'izany dia ny hampahafantarana fa ilay rijan-teny natolotra dia mifanohitra amin'ny fepetra iray na maromaro ao amin'ny Lalàmpanorenana na itarihana hanapa-kevitra fa tsy ilaina ny mamoaoka fanapahan-kevitra. Ny fahalanian'ny soso-kevitra enti-mitsipaka dia mitarika ny fitsipahana ilay rijan-teny izay ny hanoherana an'izany no niresahana azy. Ao anatin'ny adihevitra, ireto ihany no afaka miteny, dia ny iray amin'ireo nanao sonia izay afaka mandray anjara fitenena tsy mihoatra ny telopolo minitra raha tsy hoe misy fanapahan-kevitra ny Diniky ny Filoha mifanohitra amin'izany, ny Governemanta ary ny Filoha na ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra. Alohan'ny latsabato dia ekena ny fandraisam-pitenenana mandritra ny roa minitra, ho an'ny mpandaha-tenin'ny Vondrona tsirairay.

Manaraka izany, tsy azo anaovana adihevitra sy anaovana latsabato afa-tsy soso-kevitra tokana entina mamerina any amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ny amin'ny fitambaran'ny rijan-teny iaidian-kevitra, izay ny vokat'izany raha lany dia ny fampiatoana ny adihevitra mandrapanolotry ny Vaomiera tatitra vaovao. Ny adihevitra amin'io soso-kevitra io dia atao araka ny fepetra voalazan'ny andalana 5 teo aloha amin'ity andininy ity.

Raha toa ka nankatoavina ny famerenana ny soso-kevitra, ny Governemanta, raha toa ka misy rijan-teny laharampamehana araka ny andalana 3 sy 8 amin'ny andininy faha-86 amin'ny Lalàmpanorenana, ny Antenimiera, raha toa ka misy rijan-teny hafa, no mamaritra ny vaninandro sy ny ora hanoloran ny Vaomiera ny tatitra vaovao ataony.

Raha toa ka voatsipaka ilay soso-kevitra na koa tsy voatolotra ilay izy, dia atao avy hatrany ny fiadian-kevitra ireo andininy ao amin'ny Volavola na Tolotra na ny rijan-teny avy amin'ny Vaomiera.

Manaraka izany, omena ireo mpandaha-teny izay nisoratra ao amin'ny adihevitra ankapobeny ny fitenenana. Omena ny laharam-pahamehana ny mpandaha-teny na ny mpanao sonia voalohany ny Tolotra.

Alohan'ny fisokafan'ny adihevitra momba ny andininy, ny Filoha sy ny Mpampakan-tenin'ny Vaomiera dia akana hevitra ny amin'ny hanaovana ny fivoriana, mba hijerena avy hatrany ny fanitsiana izay tsy natolotra hodinihiny nandritry ny fivoriana farany nataony.

Raha indray mifanaraka izy ireo fa tsy ilaina ny manao io fivoriana io, dia mitohy ny adihevitra, fa raha ny mifanohitra amin'izay kosa dia miato ny fivoriana ary mitohy indray aorian'ny fivorian'ny Vaomiera. Amin'ity fivoriana ity, ny fepetra voalazan'ny andininy faha-81 andalana 6 no ampiharina

Andininy faha-125.- Ny tsy fahafaha-mandray nalaina tamin'ny andininy faha-86 andalana 7 amin'ny Lalàmpanorenana dia azon'ny Governemanta na ny

Filohan'ny Antenimiera atao antony enti-misakana amin'ny fotoana rehetra ny Tolo-kevitra na fanitsiana na ny fanovàna amin' ny alalan'ny fanitsiana ilay rijan-teny izay nentina tao amin'ny Vaomiera teo am-boalohany.

Raha toa ka arosan'ny Governemanta ho antony enti-misakana ny tsy fahafaha-mandray, dia azon'ny Filohan'ny Antenimiera atao raha ilaina izany no manaiky izany tsy fahafaha-mandray izany rehefa avy naka ny hevitra ny Filohan'ny Vaomiera momba ny Lalana na ny mpikambana iray ao amin'ny Birao notendrena amin'izany. Raha toa ka arosan'ny Governemanta ho antony enti-misakana ny tsy fahafaha-mandray nefa ny adihevitra mbola mandeha, ny fijerena ny fanitsiana, ny andininy na ny rijan-teny dia afaka ajanona na atokana ka miandry ny fanapahan-kevitra ny Filohan'ny Antenimiera.

Raha miseho ny tsy fitovian-kevitra ny Governemanta sy ny Filohan'ny Antenimiera, dia mijanona aloha ny adihevitra ka manontany ny hevitra ny Fitsarana Avo Momba ny Lalàmpanorenana ny Filohan'ny Antenimiera.

Ny tsy fahafaha-mandray eo amin'ny lafiny fitantam-bolam-panjakana avy amin'ny andininy faha-86 ao amin'ny Lalàmpanorenana dia apoitran'ny Governemanta, eo noho eo, mba ho antony enti-misakana eo anatrehan'ny Antenimierampirena.

Andininy faha-126.- Mihompana amin'ny andininy tsirairay ny fiadian-kevitra ireo andininy.

Ny fandraisam-pitenenana ataon'ny Vaomiera sy ny Solombavambahoaka mikasika ny andininy amin'ny rijan-teny hanaovana adihevitra na mikasika ny andininy vaovao natolotry ny Governemanta na ny Vaomiera tamin'ny alalan'ny fanitsiana dia tsy mihoatra ny roa minitra, na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-70.

Isaky ny andininy tsirairay, ny fanitsiana dia hanaovana adihevitra hatrany sy soso-kevitra araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-129. Anaovana latsabato misaraka ny andininy tsirairay.

Azo atao foana ny mangataka ny fitsikerana ny andininy na ny fanitsiana izay mikendry ny hanovana ny fisesin'ny adihevitra.

Atao avy hatrany izany rehefa angatahin'ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra. Ny Filoha no manapaka amin'ny tranga hafa.

Aorian'ny latsabato mikasika ny andininy farany na mikasika ny andininy fanampiny farany natolotra tamin'ny alalan'ny fanitsiana, dia atao ny fandania amin'ny fitambaran'ny Volavola na ny Tolotra rijan-teny , afa-tsy hoe ny Diniky ny Filoha no manapaka fa ny fandania dia hanaovana latsabato, amin'ny vaninandro hafa, amin'ny fepetra voalazan'ny faha-83, andàlana farany.

Raha toa ka alohan'ny latsabato mikasika ny andininy tokana amin'ny Volavolan-dalàna na ny Tolo-dalàna, tsy nisy ny fanolorana andininy fanampiny, io latsabato io dia mitovy amin'ny fandania amin'ny manontolo; tsy misy andininy fanampiny azo raisina aorian'io latsabato natao io.

Andininy faha-127.- Raha ho fampiharana ny andininy faha-105 amin'ny Lalampnanorena, ny Filankevitra ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina dia manendry iray amin'ireo mpikambana ao aminy mba hamelabelatra eo anatrehan'ny Antenimierampirenena ny fanehoan-kevitra ny Filankevitra mikasika ny Volavolan-dalàna na ny Tolotra rijan-teny izay natolony ka ny Filohany no mampahafantatra izany amin'ny Antenimiera.

Amin'ny tranga rehetra, ny Filankevitra ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina dia henoana aorian'ny Mpampakatenin'ny Vaomiera mahefan'ny Antenimierampirenena.

Amin'ny ora ferana ho amin'ny fihainoana azy, dia ampandrosoana ao amin'ny efitrano fivorian'ny Antenimiera izy araka ny baiko avy amin'ny Filoha izay hanome azy avy hatrany ny fitenenana. Tapitra ny famelabelarana ataony, dia avoaka ao amin'ny efitrano fivoriana izy arahana fitsipiky ny lanonana mitovy ihany.

Andininy faha-128.- Ny Governemanta, ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra, ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra ary ny Solombavambahoaka dia manana zo hanolotra fanitsiana mikasika ireo rijan-teny napetraka eo amin'ny biraon'ny Antenimiera ary koa ireo rijan-teny nankatoavin'ny Vaomiera.

Atao an-tsoratra ny fanitsiana, soniavin'ny iray amin'ireo tompo-marika farafahakeliny ary apetraka eo amin'ny Biraon'ny Antenimiera na atolotra any amin'ny Vaomiera.

Omban'antony fohifohy ny fanitsiana; ampitain'ny Fiadidiana ny Antenimiera any amin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra izany, atao sora-printy ary zaraina. Na izany aza, ny tsy fisian'ny fanontana sy ny fizarana fanitsiana iray dia tsy atao sakana amin'ny fiadian-kevitra eo amin'ny Fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Ny Solon'ny Volavola dia atolotra amin'ny endrika fanitsiana, isaky ny andininy amin'ny rijan-teny iadian-kevitra. Tsy atao manohitra ny hevitra ny fanitsiana ny zana-panitsiana; tsy azo anaovana fanitsiana izany.

Tsy tohinina ny fampiharana ny andalana 6 sy 7 amin'ny andininy faha-86 ao amin'ny Lalampnanorena, izay rehetra fanitsiana dia azo raisina amin'ny famakiana azy voalohany raha vao hita fa misy fifandraisana, na tsy mivantana aza, amin'ny rijan-teny napetraka na nampitaina. Ny Filoha no manombatombana ny fisian'izany fifandraisana izany.

Andininy faha-129.- Anaovana adihevitra ny fanitsiana aorian'ny fiadian-kevitra ilay rijan-teny fifandraisany ary laniana alohan'ny latsabato mikasika io rijan-teny io, ary amin'ny ankapobe, alohan'ny foto-draharaha.

Tsy mampanao adihevitra afa-tsy amin'ireo fanitsiana napetraka eo amin'ny biraon'ny Antenimiera ihany ny Filoha.

Ny Antenimiera dia tsy manapaka ny fanitsiana izay tsy notohanana tamin'ny fivoriana. Tsy manapaka ihany koa izy, raha toa ny Governemanta ka mangataka izany mikasika ny fanitsiana izay tsy naroso ho dinihan'ny Vaomiera; izany fangatahana izany dia atolotra amin'ny fotoana iantsoana ny fanitsiana amin'ny fivoriana.

Anaovana adihevitra araka ireto filaharana ireto ny fanitsiana raha toa ka miaraka ny fahatongavan'izy ireo, dia: ny fanitsiana manafonana aloha ary avy eo ny

fanitsiana hafa atomboka amin'ireo izay miala lavitra ny rijan-teny natolotra ary araka ny filaharana amin'ny fifanoherana amin'io rijan-teny io, nampidirina ao na nampiana.

Ny fanitsiana atolotry ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra dia omena laharam-pahamehana amin'ny adihevitra ny Solombavambahoaka izay mitovy anton-javatra amin'izany. Amin'io tranga io, ny fitenenana dia omena ny tompo-mariky fanitsiana rehetra ary anaovana latsabato tokana ihany ny amin'ireo fanitsiana manontolo.

Raha toa indray tonga ny fanitsiana marobe, mifanilika, dia azon'ny Filoha aroso hiarahana miady hevitra izany ka mahazo fitenenana mifandimby ireo tompo-mariky ny fanitsiana alohan'ny fanaovana latsabato mifanesy ireo fanitsiana nataon'izy ireo.

Ivelan'ny fanitsiana voatondron'ny andininy faha 126, andàlana 2, amin'ny fanitsiana tsirairay ankoatry ny iray amin'ireo tompo-marika, dia tsy misy azo henoina afa-tsy ny Governemanta, ny Filoha na ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra, ny Filoha na ny Mampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hakan-kevitra ary mpandaha-teny iray manana hevitra mifanohitra. Na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-70, ny fandraisana fitenenana momba ny fanitsiana, ankoatra ny an'ny Governemanta, dia tsy mihoatra ny roa minitra.

Ny Antenimiera dia tsy mamoka hevitra afa-tsy ny amin'ny votoatin'ny fanitsiana ankoatra izay rehetra nomen-danja.

Andininy faha-130.- Alohan'ny fanombohan'ny fanazavana ny fandania mikasika ny Volavola sy Tolotra manontolo, ny Antenimiera dia afaka manapaka, araka ny fangatahana ataon'ny Governemanta na Solombavambahoaka iray, fa hirosoana ny fifampidinihana fanindroany ny rijan-teny manontolo na ny ampahany.

Ny fifampidinihana fanindroany dia tsy maintsy atao raha toa nangatahin'ny Governemanta na ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra, na neken'ity farany.

Ny rijan-teny anaovana fifampidinihana fanindroana dia averina any amin'ny Vaomiera, izay manolotra, an-tsoratra na am-bava, tatitra iray vaovao.

Ny fandàvan'ny Antenimiera ny fanitsiana natolotra ho amin'ny fandinihana fanindroany dia midika ho fanekena ny fanapahan-kevitra noraisin'ny Antenimiera tamin'ny fandinihana voalohany.

Andininy faha-131.- Azon'ny Governemanta atao ny mampiasa ny fomba arahina nohafainganina, araka ny voalazan'ny andininy faha-96 andàlana 3 amin'ny Lalàmpanorenana, hatramin'ny 2 ora tolakandro ny andro mialoha ny Diniky ny Filoha izay mialoha ny fisokafan'ny adihevitra amin'ny fandinihana voalohany, amin'ny alàlan'ny fampitam-baovao alefa any amin'ny Filoha. Mampahafantatra izany avy hatrany ny Antenimiera izy.

Raha misy fisakanana ataon'ny Diniky ny Filoha ao amin'ny Antenimiera, dia mampahafantatra avy hatrany izany ny Governemanta sy ny Filohan'ny Antenimierandoholona ny Filoha.

Rehefa nampahatantarina ny fisakanana nataon'ny Diniky ny Filoha any amin'ny Antenimierandoholona ny Filohan'ny Antenimierampirenena dia mamory avy

hatrany ny Diniky ny Filoha ao amin'ny Antenimiera. Azony atao koa ny manapa-kevitra hisakana ny firosoana amin'ny fomba arahina nohafainganina hatrany amin'ny fanakatonana ny adihevitra ankapobe amin'ny famakiana voalohany manoloana ny antenimiera voalohany nampakaran-draharaha.

Raha misy fiaraha-misakana ataon'ireo Diniky ny Filohan'ny Antenimiera roa tonta alohan'ny famaranana ny adihevitra ankapobe, dia tsy azo ampiharina ny fomba arahina nohafainganina.

SOKAJY V **NY AMIN'NY PAIKA ARAHINA NOTSORINA** **AMIN'NY FANAOVAN-DALANA**

Andininy faha-132.- Afaka mangataka ny handiniana Volavola na Tolodàna iray araka ny paika arahina notsorina eo amin'ny Diniky ny Filoha, ny Filohan'ny Antenimierampirenena, ny Filohan'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra na ny Filohan'ny Vondrona iray.

Tsy azo raisina ny fangatahana raha tsy mahakasika rijan-teny iray izay indray andro katroka aty aoriana no niadian-kevitra momba izany.

Irosoana ny fomba arahina notsorina amin'ny fandaniana raha toa tsy misy misakana izany ao amin'ny amin'ny Diniky ny Filoha.

Andininy faha-133.- Ambara sy atao peta-drindrana ao amin'ny Antenimierampirenena ny fanapahan-kevitra ny Diniky ny Filoha hiroso amin'ny fomba arahina notsorina amin'ny fandiniana. Ampahafantarina ny Governemanta izany.

Farafahatarany, ny andro mialoha ny adihevitra amin'ny enina ora hariva, ny Governemanta, ny Filohan'ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary koa ny Filohan'ny Vondrona dia afaka manao misakana ny hanaovana ny fomba arahina notsorina momba ny fandaniana.

Ny fisakanana dia alefa any amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena izay hampahafantatra izany ny Governemanta, ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra ary koa ireo Filohanà Vondrona, manao peta-drindrana sy milaza izany amin'ny Antenimiera.

Raha misy ny fisakanana, dia dinihina araka ny fepetra voalazan'ny Toko XII, Sokajy I ao amin'ny Lohateny Voalohany ny rijan-teny.

Andininy faha-134.- Azo raisina hatramin'ny fahataperan'ny fe-potoana hanoherana ny fanitsiana ataon'ny Solombavambahoaka sy ny Vaomiera voakasika.

Raha toa ny Governemanta ka mametraka fanitsiana aorian'ny fahataperan'ny fe-potoana hanoherana dia esorina tsy ho ao amin'ny lahadinika ilay rijan-teny.

Azo atao ny mampiditra izany ao amin'ny Lahadiniky ny fivoriana manaraka, raha haingana indrindra. Hisy noho izany ny adihevitra araka ny fepetra voalazan'ny Toko XII, ao amin'ny Lohateny Voalohany.

Andininy faha-135.- Raha toa ny rijan-teny naroso hodinihana araka ny fomba arahina notsorina ka tsy mbola nanaovana fanitsiana, dia mampanao

latsabato avy hatrany ny rijan-teny manontolo ny Filoha raha tsy misy fanapahan-kevitra mifanohitra amin'izany ataon'ny Diniky ny Filoha.

Andininy faha-136.- Raha toa ny rijan-teny naroso hodinihina araka ny fomba arahina notsorina ka nanaovana fanitsiana araka ny fepetra voatondro ao amin'ny andininy faha-134, ny Filoha dia manonona fotsiny ihany ny andininy izay mifandraika amin'ireo fanitsiana. Isaky ny fanitsiana, ankoatra ny an'ny Governemanta dia ny mpamorona ny fanitsiana na mpikambana iray ao amin'ny Vondrona misy azy, ny Filoha sy ny Mpampakatenin'ny Vaomiera nantsoina hanapakevitra ary mpandahan-teny manohitra ireny ihany no afaka mandray fitenenana.

Alohan'ny handaniana ny rijan-teny manontolo, dia azo omena fitenenana dimy minitra ny solontena iray isaky ny Vondrona Parlemantera.

SOKAJY VI

NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA

AMIN'NY ANTENIMIERANDOHOLONA

Andininy faha-137.- Mandritry ny famakiana faharoa sy ny fandinihina aty aoriana ny Volavola sy ny Tolo-dalàna ataon'ny Antenimierampirenena, dia misy ny adihevitra araka ny voalazan'ny fepetra ao amin'ny Toko Voalohany, Sokajy I, ao amin'ny Lohateny II, araka ireto fepetra manaraka ireto.

Voafetra ho amin'izay tsy nahavitan'ny Antenimera roa tonta namoaka rijan-teny tokana ny adihevitra isan'andininy.

Noho izany, ny andininy nolanin'ny antenimiera andaniny sy ny ankilany ho aminà rijan-teny iraisana dia tsy azo anaovana fanitsiana izay mitsikera indray ireo fepetra nolanina, na mivantana, na amin'ny fanampiana tsy afa-miaraka.

Tsy misy antony manokana azo atao amin'ireo fitsipika voadidy eo ambony raha tsy fiantohana ny fanajana ny Lalàmpanorenana, ny fanaovana fandrindrana amin'ireo rijan-teny eo an-dàlam-pandinihana na fanitsiana ny fahadisoan-tsoratra.

Andininy faha-138.- Tsy mampiato ny fomba arahina nofaritan'ny andininy faha-96 amin'ny Lalàmpanorenana ny fitsipahana ny rijan-teny iray manontolo mandritra ny fandinihana mifandimby eo amin'ireo antenimiera roa.

Raha misy ny fitsipahan'ny Antenimierandoholona ny rijan-teny manontolo, ny Antenimierampirena, amin'ny famakiana ataony manaraka, dia manapaka mikasika ny rijan-teny izay nolanina teo aloha ary nampitain'ny Governemanta taminy taorian'ny fanapahan-kevitra fitsipahana nataon'ny Antenimierandoholona.

Andininy faha-139.- Raha toa ka tsy mety lany ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna iray rehefa nodinihin'ny Antenimiera roa tonta noho tsy fifanarahana-kevitra tamin'izy ireo, na rehefa nodinihin'ny Antenimiera tsirairay indray mandeha na rehefa nanambara ny fisian'ny hamehana ny Governemanta araka ny andalana 3 sy 4 ao amin'ny andininy faha-96 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia azon'ny Praiminitra atao ny mandray fanapahan-kevitra hamory Vaomiera Ikambanana Isasahana izay ampiandraiketina fanolorana rijan-teny momba ireo fepetra mbola iadian-kevitra. Ny rijan-teny novolavolain'ny Vaomiera ikambanana dia azon'ny Governemanta atolotra

ny Antenimiera roa tonta mba hankatoavina. Tsy misy fanitsiana azo raisina raha tsy eken'ny Governemanta.

Raha toa ka tsy afaka mandany rijan-teny tokana iombonana ny Vaomiera na tsy nolaniana araka ireo fepetra voalaza ao amin'ny andalana eo aloha ilay rijan-teny, dia ny Antenimierampirenena, amin'ny alalàn'ny latsabato iandanian'ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao aminy no manapa-kevitra farany.

Raha toa ny Antenimierandoholona nandany tsy nanisy fanovàna ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna iray nolanin'ny Antenimierampirenena teo aloha, dia ny Filohan'ny Antenimierampirenena milaza avy hatrany amin'ny Antenimiera, raha toa izy mivory, mba hankatò izany fandaniana mifanaraka izany.

Raha toa ny fampahafantarana ny fandaniana mifanaraka ka tonga tany amin'ny Antenimierampirenena tao anelanelan'ny fivoriana roa, dia ny Filoha no mandatsaka an-tsoratra sy mampahafantatra ny Antenimiera amin'ny fiandohan'ny fivoriana manaraka akaiky indrindra.

Andininy faha-140.- Azo atao, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-96 amin'ny Lalàmpanorenana ny fivorian'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana dia, manomboka ny fiafaran'ny fandinihana voalohany ataon'ny Antenimiera tsirairay raha toa ny fomba arahina nohafanganina ka noraketina ary, raha tsy nisy izany fiandraiketana izany, dia manomboka ny fiafaran'ny fandinihana fanindroany.

Raha ny Praiminisitra no nandray izany fanapahan-kevitra izany, dia ampitaina amin'ny Filohan'ny Antenimiera izany, ka izy indray no mampahafantatra izany avy hatrany ao amin'ny Antenimiera.

Raha toa noraisin'ny Filohan'ny Antenimiera roa miaraka ny fanapahan-kevitra, ho an'ny Tolo-dalàna iray, dia ampitaina amin'ny Governemanta izany fanapahan-kevitra niaraha-nandray izany. Ampahafantarin'ny Filohany avy hatrany ny Antenimiera izany.

Raha misy adihevitra mandeha mikasika ny rijan-teny eo amin'ny Antenimiera ka nahatonga ny fandraisana fanapahan-kevitra hanaovana ny fivorian'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana, dia aato avy hatrany izany.

Andininy faha-141.- Fifanarahan'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona no andraiketana ny isan'ny solontenan'ny Antenimiera tsirairay ao amin'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana.

Fepetra mitovy amin'izany no andraiketana ny isan'ny mpisololo. Izy ireo dia tsy antsoina hifidy raha tsy araka ny fepetra ilaina ho fitanana ny fitoviana misasaka eo amin'ny antenimiera roa. Ny laharam-piantsoana dia ny laharam-piantsoana tamin'ny nifidianana azy ireo.

Ny fanendrena ny solontenan'ny Antenimiera ao amin'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana dia iezahana hampiseho ny toetoetra ankapobe ara-politikan'io antenimiera io sy hiantohana ny fisoloan-tena ny rehetra tafiditra ao anatin'ny.

Ny Filoha tsirairay an'ny Vondrona dia mandefa any amin'ny Fiadidiana ny Filoha, ny lisitr'ireo mpilatsaka hofidina ao aminy isaky ny sokajy ao anatin'ny fepotoana faritan'ny Filohan'ny Antenimiera.

Ny filatsahan-kofidina dia atao peta-drindrana amin'ny fahataperan'ny fepotoana voatondro. Raha toa ka tsy mihoatra ny isan'ny toerana hifaninanana ny

isan'ny mpilatsaka hofidina, dia manan-kery ny fanendrena raha vantany vao apetraka izany peta-drindrana izany. Raha ny mifanohitra amin'izany no mitranga, dia atao ny fanendrena amin'ny alàlan'ny latsabato araka ny andininy faha-44 voalaza etsy ambony, na eo noho eo, na amin'ny fiandohan'ny fivoriana voalohany manaraka ny fahataperan'ny fe-potoana voalaza etsy ambony.

Andininy faha-142.- Ireo Vaomiera Ikambanana Isasahana dia mivory araka ny fiantsoana ataon'ireo zokiolona ao aminy, mifandimby isaky ny raharaha ao amin'ny toerana misy ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona.

Izy ireo no mifidy ny biraony ka mametra izay handrafitra izany.

Izy ireo no mandinika ny rijan-teny nampahafantarina azy araka ny fomba mahazatra arahin'ny Vaomiera voalazan'ny fitsipika mifehy ny antenimiera ao amin'ny toerana ivorian'izy ireo avy.

Ny fehin-kevitra mikasika ny asan'ireo Vaomiera Ikambanana Isasahana dia anaovana tatitra vita sora-printy, zaraina ho an'ny isanisany amin'ireo antenimiera roa ary ampahafantarin'ny Filohan'izy ireo ny Praiminisitra amin'ny fomba ofisialy.

Andininy faha-143.- Raha toa ny Governemanta ka tsy nanolotra ny rijan-teny novolavolain'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana hankatoavin'ny Parlemanta ao anatin'ny dimy ambin'ny folo andro nametrahana ny tatitra nataon'ny Vaomiera Ikambanana, dia ny Antenimiera izay, alohan'ny fivorian'ny Vaomiera, nampahafantarina farany ny rijan-teny nampisy adihevitra no afaka mandinika izany indray araka ny andininy faha-50 andàlana voalohany.

Raha toa ka nentina teo amin'ny ny Antenimiera ny rijan-teny novolavolain'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana, dia aroso hankatoavin'ny Governemanta ny fanitsiana alohan'ny hizaràna azy, ary tsy zaraina raha tsy efa nekeny.

Manapaka ny mikasika ny fanitsiana aloha ny Antenimiera. Aorian'ny fandania na ny fitsipahana izany, na raha toa tsy napetraka izany, dia izy no manapaka amin'ny alàlan'ny fandania tokana ny mikasika ny rijan-teny manontolo.

Andininy faha-144.- Ny fanapahan-kevitra ny Governemanta hangataka amin'ny Antenimierampirenena ny hanapaka farany amin'ny fandinihana fanintelony, ho fampiharana ny andininy faha-96 amin'ny Lalàmpanorenana, dia ampitaina amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena izay mampahafantatra avy hatrany izany ny Antenimiera.

Tsy manan-kery ny fitondrana ao amin'ny Antenimierampirenena raharaha araka ny fomba arahina voalaza ao amin'ny andininy faha-96, andàlana 4 ao amin'ny Lalàmpanorenana raha tsy hoe nandinika mialoha ny rijan-teny nataon'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana izy ary raha tsy nolanina araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-96, andàlana 3 ao amin'ny Lalàmpanorenana io rijan-teny io, na raha toa ny Vaomiera Ikambanana Isasahana ka tsy tonga tamin'ny fandania ny rijan-teny iraisana.

Raha toa ny Antenimierampirenena miroso amin'ny fandinihana vaovao araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-96, andàlana 4 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia dinihana amin'izany ny mikasika ny rijan-teny farany izay nampahafantarina ny Antenimiera alohan'ny hananganana ny Vaomiera Ikambanana.

Raha toa ka nampahafantarina'ny Governemanta aorian'izany fandinihana vaovao izany ny Antenimierampirenena, ny amin'ny fangatahana hanapaka farany, dia ny Vaomiera nantsoina hanapa-kevitra no mamaritra hoe toy ny ahoana no nanaovana araka ny tokony ho izy ny rijan-teny nataon'ny Vaomiera Ikambanana Isasahana sy ny rijan-teny farany nolanin'ny Antenimierampirenena, novàna, raha ilaina, tamin'ny alàlan'ny fanitsiana iray na maromaro nolanin'ny Antenimierandoholona. Raha misy ny fitsipahana iray amin'ireo rijan-teny roa ireo, anaovana latsabato avy hatrany ny iray hafa. Raha misy ny fitsipahana ny rijan-teny roa, dia lavina tanteraka ny Volavola na Tolotra.

Raha toa ny Governemanta ka tsy nangataka tao amin'ny Antenimiera ny hanapaka farany ao anatin'ny dimy ambin'ny folo andro nandefasana ny rijan-teny nolanin'ny Antenimierandoholona, tamin'ny alàlan'ny fandinihana vaovao nataony, dia afaka mamerina mandinika indray ny rijan-teny araka ny fomba arahina ao amin'ny andininy faha-96, andàlana voalohany ao amin'ny Lalàmpanorenana ny Antenimiera. Ny fomba arahina voalazan'ny andàlana 4 amin'io andininy io dia tsy ho azo ampiharina intsony aorian'ny famerenana indray izany fandinihana izany.

Andininy faha-145.- Izay Volavolan-dalàna nolanin'ny Antenimierampirenena ka tsy raikitra dia alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena tsy misy hataka andro any amin'ny Governemanta. Raha toa misy ny fitsipahana ny volavolan-dalàna, dia ny Filoha no mampahafantatra izany ny Governemanta.

Izay rehetra Tolo-dalàna nolanin'ny Antenimierampirenena ka tsy raikitra dia alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena tsy misy hataka andro any amin'ny Filohan'ny Antenimierandoholona. Ampahafantarina ny Governemanta izany fandefasana izany. Raha misy ny fitsipahana ny tolo-dalàna nalefan'ny Antenimierandoholona, dia ny Filoha no mampahafantatra izany ny Filohan'ny Antenimierandoholona sy ny Governemanta.

Raha toa ny Antenimierampirenena mandany tsy manisy fanovana ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna nolanin'ny Antenimierandoholona, ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mandefa ny rijan-teny raikitra any amin'ny Filohan'ny Repoblika, mba havoaka hanan-kery. Ampahafantarina izany fandefasana izany ny Filohan'ny Antenimierandoholona.

Andininy faha-146.- Raha vantany vao nolanin'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona ny lalàna, dia raketina am-boky, asiana daty ary alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena any amin'ny Filohan'ny Repoblika mba havoaka hanan-kery.

SOKAJY VII **FANDINIHANA VAOVAO NY LALANA** **NANGATAHAN'NY FILOHAN'NY REPOBLIKA**

Andininy faha-147.-Raha araka ny andininy faha-59 andàlana 2 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Repoblika no mangataka ny fandinihana vaovao mikasika ny lalàna na ny andininy sasantsasany ao aminy dia ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mampahafantatra izany ny Antenimiera. Tsy maintsy ahitana ny anton'ny fangatahana ny taratasy fampahafantarana.

Andininy faha-148.- Averina any amin'ny Vaomiera izay tokony handinika azy ny rijan-teny.

Ny Vaomiera mahefa dia tsy maintsy manapa-kevitra farany ao anatin'ny fepotoana voatondron'ny Antenimiera izay tsy mihoatra ny dimy ambin'ny folo andro na inona na inona antony.

Ny fampidirana ny raharaha ao amin'ny lahadinika dia atao araka ny andininy faha-48.

Ny lalàna na ny andininy amin'ny lalàna hodinihina fanindroany dia tsy lanina raha tsy voafidy amin'ny endriny tena raikitra amin'ny alàlan'ny latsabato iandanian'ny antsasa-manilan'ny Solombavambahoaka tonga tamin'ny fisokafan'ny latsabato.

TOKO II
PAIKA ARAHINA AMIN'NY MOMBA NY LALANA AMPIHARINA
AMIN'NY LALANA MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA
SY NY FANITSIANA NY LALAMPANORENANA

SOKAJY I
NY AMIN'NY ADIHEVITRA MIKASIKA NY LALANA
MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA AO AMIN'NY VAOMIERA

Andininy faha-149.- Ny fandinihana ny Volavolan-dalàna mamaritra ny loharanom-bola sy ny lolohan'ny Fanjakana dia atao araka ny paika arahina momba ny lalàna voalazan'ity Fitsipika ity, na dia eo aza ny fepetra manokana ao amin'ny andininy faha-92 amin'ny Lalàmpanorenana, ny fepetra manana toetoetra fehizoro noraisina ho amin'ny fampiharana izany, ny an'ny Lalàna fehizoro mikasika ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ary ny an'izay voalazan'ity fizaràna ity izay ampiharana izany.

Amin'ny fiafaran'ny fandinihana ny andininy amin'ny fizaràna voalohany amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana sy alohan'ny hanaovana ny fandinihana ny fizaràna faharoa, dia azo atao, amin'ny alàlan'ny fangatahan'ny Governemanta na ny Solombavambahoaka iray, ny fandinihana faharoa sy farany amin'ny ampahany na manontolo amin'ny fizarana voalohany.

Andininy faha-150.- Ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola no manao ny fandinihana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana araka ny fepetra voarakitra ao amin'ny Toko I, Sokajy II ato amin'ity Lohateny ity. Ny Solombavambahoaka rehetra dia afaka manatrika ny asan'ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola ka fakan-kevitra izy amin'izany. Ny Vaomiera dia afaka mihaino ny fanazavana ataon'ny Minisitra miandraikitra ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola na ny solontenany.

Araka ny fanomezan-dàlana avy amin'ny Diniky ny Filoha, ny Mpampakateny ankapobe dia azo antsoina manoloana ny Vaomiera, izay ny manana fari-pahefany dia mifandraika amin'ny fanoratana ara teti-bola, mba hanolorana ny fanazavana ao anatin'izany. Tsy maintsy lazainy anatin'ny tatitra ataony ny fanamarihana natolotry ny mpikambana ao amin'ity Vaomiera farany ity. Ankoatra izany, izy dia afaka manaraka ny asa manontolo ataon'ity Vaomiera ity, amin'ny fivoriana iantsoana azy, ho fakan-kevitra.

Andininy faha-151.- Izay rehetra andininy na fanitsiana ahitana ny fepetra ankoatra izay voalazan'ny Lalàna fehizoro mikasika ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana dia tsy maintsy esorina ao amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana ary hanaovana adihevitra miavaka araka ireto fepetra manaraka ireto :

- raha mangataka izany ny Vaomiera maharitra izay tokony hahefa mba hampahafantatra ifotony, raha tokony hanaovana Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna ity fepetra ity;
- raha toa ny Filoha na ny Mpampakateny na ny mpikambana iray ao amin'ny Birao, tendrena manokana ho amin'izany ka manao ny fangatahana amin'ny Vaomieran'ny Fitantanam-bola.

Izany adihevitra izany dia ampidirina avy hatrany ao amin'ny lahadiniky ny Antenimierampirenena aorian'ny adihevitra momba ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-

bolam-panjakana, raha mikasika ny andininy iray ao amin'ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy faha-152.- Ny sorabola izay tsy nangatahan'ny Governemanta na ny Vaomiera na tamin'ny alàlan'ny fanitsiana napetraka ara-dalàna, dia tsy anaovana afa-tsy adihevitra ambangovangony. Ny mpanatrika tsirairay dia tsy afaka miteny raha tsy indray mandeha isaky ny lohateny sy isaky ny minisitara, afa-tsy hoe ny fahafahan'ny Minisitara na ny Mpampakateny mamaly. Ny faharetan'izany valin-teny izany dia tsy mihoatra ny folo minitra na ahoana na ahoana.

Andininy faha-153.- Aorian'ny fandinihana ny andininy amin'ny fizaràna voalohany amin'ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana mandritra ny taona sy ny Volavolan-dalàna fanitsiana ny Fitantanam-bola, ary alohan'ny hanaovana ny fandinihana ny fizaràna faharoa, dia azo atao ny manao ny fandinihana indray ny fizaràna voalohany amin'ny ampahany na manontolo.

Raha tsy nolanin'ny Antenimiera ny fizaràna voalohany amin'ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana mandritra ny taona na ny Volavolan-dalàna Fanitsiana ny Fitantanam-bolam-panjakana, dia heverina ho toy ny voatsipaka ny Volavolan-dalàna manontolo.

Raha natao talohan'ny nanombohana ny fanazavana ny fandania manontolo ny fandinihana faharoa amin'ny ampahany na manontolo ny Volavolan-dalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana mandritra ny taona na ny Volavolan-dalàna fanitsiana ny fitantanam-bolam-panjakana, dia tsy azo itondrana fanovàna hafa amin'ny fepetra ao amin'ny fizaràna voalohany afa-tsy izay ilaina ho fandrintrana, amin'ny alàlan'ny latsabato atao mikasika ny andininy amin'ny fizarana faharoa.

Andininy faha-154.- Ankoatra izay voalazan'ny Lalàna fehizoro mikasika ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana dia ny Diniky ny Filoha no manapaka ny fombafomba fanaovana ny adihevitra mikasika ny fizaràna faharoa amin'ny Volavolan-dalàna mikasika ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana mandritra ny taona. Izy io no mandraikitra indrindra ny fitsinjaram-potoana fandraisana fitenenana omena ny Vondrona sy ny Solombavambahoaka tsy anatinà vondrona mihitsy ary koa ireo izay omena ny Vaomiera ary ny fitsinjarana izany eo amin'ny adihevitra.

Ny Diniky ny Filoha dia afaka manapa-kevitra ny amin'ny fandinihana ny iraka sasantsasany ao amin'ny fizarana faharoa amin'ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana mandritra ny taona izay hatao ho fototra ary tsy anaovana latsabato, mandritra ny fivoriana iraisana ataon'ny Vaomieran'ny fitantanam-bolam-panjakana sy ny Teti-bola sy ny na ireo Vaomiera nantsoina hakan-kevitra. Iarahan'ny Filohan'ireo Vaomiera ny fitarihana ny fivoriana ary avoaka ny tatitra momba izany izay mianga amin'ny fivoriana niadian-kevitra ilay iraka.

Ny Diniky ny Filoha no mamarana ny lisitr'izany Vaomiera mitambatra izany ary mandraikitra ny vaninandro anaovany ny fivoriana, izay mety hatao miaraka amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina.

Andininy faha-155.- Ny fanitsiana mifanohitra amin'ny fepetra voalazan'ny Lalàna fehizoro mikasika ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana dia ambara fa tsy azo raisina.

SOKAJY II
NY AMIN'NY FANITSIANA NY LALAMPANORENANA

Andininy faha-156.- Dinihina, iadiana hevitra ary lanina araka ny fomba arahina momba ny lalàna mahazatra, ny Volavolan-dalàna sy Tolo-dalàna anaovana ny fanitsiana ny Lalàmpanorenana, na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-161, faha-162 ary faha-163 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Na izany aza, tsy azo anaovana fomba arahina momba ny fandania notsorina voalazan'ny Toko V amin'ity Lohateny ity izy ireo.

Raha nolanin'ny Antenimierampirenena amin'ny rijan-teny mitovy amin'izay ihany ny rijan-teny nolanin'ny Antenimierandoholona, dia alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirena any amin'ny Filohan'ny Repoblika izany.

TOKO III
PAIKA ARAHINA MANOKANA

SOKAJY I
PAIKA ARAHINA AMIN'NY FIADIAN-KEVITRA NY LALANA FEHIZORO

Andininy faha-157.- Ny Volavolan-dalàna sy Tolo-dalàna entina mandany na manova ny lalàna fehizoro na mitondra amin'ny anton-javatra anomezan'ny Lalàmpanorenana toetoetra fehizoro, dia tsy maintsy ahitana amin'ireo lohateny ao aminy, ny filazana mazava io toetoetra io. Izany dia tsy ahitana fepetra amin'ny endriny hafa.

Ny adihevitra amin'ny fivoriana, amin'ny fandinihana voalohany, ny Volavolan-dalàna na Tolo-dalàna fehizoro dia tsy azo atao alohan'ny fahataperan'ny fe-potoana dimy ambin'ny folo andro manaraka ny fametrahana izany na efatra herinandro manomboka ny fandefasana azy.

Ny fomba arahina voalazan'ny andininy faha-86, faha-96 ary faha-98 ao amin'ny Lalàmpanorenana no ampiharina.

Ny Volavola sy Tolo-dalàna fehizoro dia dinihina, iadiana hevitra ary lanina araka ny paika arahina momba ny lalàna voalazan'ny fizaràna voalohany amin'ity lohateny ity, na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-89, 2° amin'ny Lalàmpanorenana sy ity andininy ity. Tsy azo anaovana fomba arahina momba ny fandinihana notsorina voalaza ao amin'ny Toko I, Sokajy V amin'ity Lohateny ity izany.

Araka ny andàlana 2 amin'ny andininy faha-89 amin'ny Lalàmpanorenana, raha toa ka tsy nolanin'ny Antenimierampirenena ny Volavolan-dalàna fehizoro alohan'ny fiafaran'ny fotoam-pivoriana, dia azo ampiharina amin'ny alàlan'ny hitsivolana ny fepetra entin'io Volavolan-dalàna io, ka ampidirina ao raha ilaina izany, ny iray na maromaro amin'ireo fanitsiana nolanin'ny Antenimiera.

SOKAJY II
NY AMIN'NY FIFANEKENA SY FIFANARAHANA IRAISAM-PIRENENA

Andininy faha-158.- Raha toa entina eo amin'ny Antenimiera ny Volavolan-dalàna iray manome alàlana ny fankatoavana ny fifanekena na ny fankatoavana ny

fifanarahana iraisam-pirenena ilàna fankatoavana, dia tsy misy ny fandaniaha mikasika ny andininy hita ao amin'izany sora-panjakana izany ary tsy azo asiana fanitsiana.

Ny Antenimierampirenena no manao ny fandaniaha, ny fitsipahana na ny fanemorana ny fandinihana ny Volavolan-dalàna.

Omban'antony ny fanemorana ary ampahafantarina ny Praiminisitra.

Andininy faha-159.- Raha toa ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ka nitondrana ny raharaha, araka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-137, andàlana 3 amin'ny Lalàmpanorenana, mba hahalalany raha misy fepetra tsy mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana ny fifanekena iraisam-pirenena iray, ny Volavolan-dalàna manome alàlana ny fankatoavana izany na ny fanekena izany ho ara-dalàna dia tsy aroso hiadian-kevitra.

Ny fitondrana ny raharaha eny amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana natao nandritra ny fomba arahina momba ny lalàna dia nampiato izany paika arahina izany.

Ny adihevitra dia tsy azo atomboka na iverenana indray ivelan'ny fomba voalaza ho an'ny fanitsiana ny Lalàmpanorenana raha tsy aorian'ny famoahana ny fanambaràna ataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana mikasika ny filazana fa tsy ahitana fepetra mifanohitra amin'ny Lalàmpanorenana mihitsy ny hevitra noraiketina.

SOKAJY III
NY AMIN'NY FAMA KIANA ADY SY FAHALATSAHAN'NY
FIRENENA AN-KATERENA

Andininy faha-160.- Ny fanomezan-dàlana voalazan'ny andininy faha-95 III ao amin'ny Lalàmpanorenana dia tsy azo raha tsy amin'ny alàlan'ny latsabato ataon'ny Antenimiera roa tonta mitambatra ho Kongresy mikasika ny rijan-teny avy amin'ny Governemanta mifandraika amin'io andininy io.

Ny fombafomba fanatanterahana izany fanomezan-dàlana izany dia faritana amin'ny alàlan'ny Fitsipika mifehy ny Kongresy.

LOHATENY III
NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY FILOHAN'NY REPOBLIKA
SY NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Andininy faha-161.- Araka ny andininy faha-54 amin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny Praiminisitra, atolotry ny antoko na ny Vondrona antoko maro an'isa ao amin'ny Antenimierampirenena.

Andininy faha-162 Ho fampiharana ny andininy faha-94 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia amin'ny alalan'ny hafatra no ifandraisan'ny Filohan'ny Repoblika amin'ny Parlemanta.

Tsy azo iadian-kevitra izany hafatra izany.

Andininy faha-163.- Araka ny andininy faha-59 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Repoblika no mamoaka hampanan-kery ny lalàna lany tanteraka tao anatin'ny telo herinandro manaraka ny fandefasan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena izany.

Andininy faha-164.- Alohan'ny fahataperan'io fe-potoana io, ny Filohan'ny Repoblika dia afaka mangataka amin'ny Antenimierampirenena ny fandinihana indray ilay lalàna na ny andininy sasantsasany ao aminy. Tsy azo lavina io fandinihana vaovao io.

Andininy faha-165.- Ny Filohan'ny Repoblika dia afaka mandrava ny Antenimierampirenena amin'ny Filankevitry ny Minisitra araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-60 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

LOHATENY IV
NY AMIN'NY FANARAHAMA-MASO ATAON'NY
MPIKAMBANA AO AMIN'NY PARLEMANTA

TOKO I
FAMPAHALALANA SY FANARAHAMA-MASO

SOKAJY I
NY AMIN'NY FIFANDRAISANA ATAON'NY GOVERNEMANTA

Andininy faha-166.- Araka ny andininy faha-99 amin'ny Lalàmpanorenana, ny Praiminisitra no manolotra ny Fandaharanasany momba ny Fampiharana ny Politika ankapoben'ny Fanjakana amin'ny parlemanta izay afaka manome tolo-kevitra. Izany fandaharana asa izany dia ahitana fe-potoana sy tondro marim-pototra azo hamarinina ho an'ny fandaharanasa ankapobe sy ho an'ny lahasa voalahatra. Ireny tondro ireny dia ahafahana manao toman'ezaka ny zava-bita sy ny firoson'ny fampiharana ny Politika ankapoben'ny Fanjakana.

Araka ny andininy faha-101 amin'ny Lalàmpanorenana, ny Governemanta no manolotra ny Antenimierampirenena ny tatitra isan-taona momba ny fanatanterahana ny fandaharanasany. Arahina adihevitra izany fanolorana izany.

Ho an'ny adihevitra izay fototry ny fanolorana nataon'ny Governemanta ny tatitra momba ny fanatanterahana ny fandaharanasany, voalaza ao amin'ny andàlana teo aloha, ny Diniky ny Filoha no mandraikitra ny fotoana manontolo omena ny vondrona sy ny Solombavambahoaka tsy ao anatin'ny vondrona. Ny fotoana voatondro ho an'ny vondrona dia omena ny vondrona mpanohitra ny antsasany. Avy eo zaraina amin'ny vondrona hafa arakaraka ny hamaroany. Manana fotoana folo minitra farafahakeliny ny vondrona tsirairay.

Ny fanoratana ny fandraisana fitenenana sy ny fisesiny dia atao araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-59, andàlana 3 amin'ity Fitsipika ity.

Ny Governemanta no mandray ny fitenenana farany mba hamaly ny mpandaha-teny izay nandray anjara fitenenana.

Andininy faha-167.- Ny fomba hafa ampiasain'ny Parlemanta ahafantarany ny asa sahanin'ny Governemanta dia ny fanontaniana am-bava, fanontaniana antoratra, ny fanadinana hentitra, ny fampiasana ny Vaomiera mpanao famotorana ary ny fihainoana amin'ny alàlan'ny Vaomiera.

Ny fanadinana hentitra dia mikasika ny anton-dresaka voatondro mazava tsara ary handraisan'ny Antenimierampirenena fanapahan-kevitra. Ampahafantarain'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Governemanta io fanapahan-kevitra io. Ny Filoha no mampahafantatra mialoha ny Antenimierampirenena ny amin'ny antony anaovana fanadinana hentitra; holavina avy hatrany izay rehetra fametrahana fanontaniana ivelan'ny anton-dresaka.

Andininy faha-168.- Ivelan'ny tatitra momba ny fanatanterahana ny fandaharanasany ao amin'ny andininy faha-101 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny Governemanta dia afaka mangataka ny hanao fanambaràna arahina adihevitra na tsia manoloana ny Antenimierampirenena.

Raha misy ny fanambarana arahina adihevitra, ny Diniky ny Filoha no mandraikitra ny fotoana manontolo omena ny Vondrona ao anatin'ny sehatry ny adihevitra ; io fotoana io dia tsinjarain'ny Filohan'ny Antenimierampirenena amin'ny Vondrona arakaraka ny hamaroany.

Ny Praiminisitra na ny mpikambana iray ao amin'ny Governemanta no mandray fitenenana farany hamaly ny mpandahan-teny.

Raha toa ny fanambaràna nataon'ny Governemanta ka tsy nisy adihevitra, dia afaka manome alàlana ny mpandahan-teny iray ihany hamaly ny Governemanta ny Filoha.

Tsy misy latsabato, na toy inona na toy inona endriny, azo atao raha ny mikasika ny fanambaràna voalaza ao amin'ity andininy ity.

SOKAJY II

NY AMIN'NY FANONTANIANA AM-BAVA

Andininy faha-169.- Araka ny andininy faha-102 andàlana 2 ao amin'ny Lalàmpanorenana, fivoriana iray isaky ny dimy ambin'ny folo andro farafahakeliny, ka anatin'izany ny fivoriana atao mandritra ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoana, no atokana ho an'ny fanontanian'ireo Solombavambahoaka sy ny valiny avy amin'ny Governemanta. Izany fivoriana izany dia alefa mivantana amin'ny alàlan'ny haino aman-jerim-panjakana.

Omena avy hatrany ny Lehiben'ny mpanohitra mandritra izany fivoriana izany ny fanontaniana voalohany ka maharitra dimy ambin'ny folo minitra izany.

Andininy faha-170.- Izay Solombavambahoaka rehetra maniry hametraka fanontaniana am-bava dia misoratra anarana mialoha ao amin'ny Vondrona Parlemantera misy azy ; ny Filohan'ny Vondrona na ny solontenany no mametraka ao amin'ny Biraon'ny Antenimierampirenena, ny isan'ny fanontaniana hapetraka amin'ny Minisitra voakasik'izany farafahatarany ny andro mialoha ny fivoriana, ny mitataovovonana.

Faritana arakaraka ny isan'ny mpikambana ao aminy ny isan'ny fanontaniana isaky ny Vondrona.

Andininy faha-171.- Ny mpitarika ny fivoriana no miantso ao amin'ny fivoriana fametrahana fanontaniana am-bava. Ny Minisitra mahefa no mamaly izany. Ny tompon'ny fanontaniana dia manana anjara fitenenana indray mandeha aorian'ny valin-teny avy amin'ny Minisitra izay afaka mamaly azy.

Tsy misy fametrahana fanontaniana hafa intsony.

Tsy misy latsabato azo atao mihitsy.

Andininy faha-172.- Ho an'ny fanontaniana amin'ny ankapobeny, afaka mangataka ny hanaovana adihevitra ny Solombavambahoaka. Ny Antenimiera no manapaka amin'ny alàlan'ny fifidianana raha atao ny adihevitra. Noho izany, ny tompon'ny fanontaniana dia manana anjara fitenenana mandritra ny folo (10) minitra raha ela indrindra.

Ny Minisitra mahefa no mamaly izany.

Aorian'ny valin-teny avy amin'ny Minisitra, ny Filoha no mandamina ny adihevitra araka ny lisitry mpandahan-teny nisoratra anarana ary manome ny fitenenana ny tsirairay. Ny Minisitra dia afaka mamaly amin'ny fotoana rehetra, raha heveriny fa ilaina izany.

Aorian'ny fihainoana ny mpandahan-teny farany, dia miroso amin'ny lafin-javatra manaraka ao amin'ny lahadinika ny Filoha.

SOKAJY III

NY AMIN'NY VAOMIERA MPANAO FAMOTORANA

Andininy faha-173.- Ny fananganan'ny Antenimiera ny Vaomiera mpanao famotorana dia avy amin'ny alàlan'ny fandania ny Tolo-pehin-kevitra amin'ny alàlan'ny ankamaroan'ny mpifidy, atolotry ny Solombavambahoaka valo farafahakeliny.

Misy fitaovana sy vola omen'ny Antenimierampirenena ny Vaomiera. Raha ilaina,afaka mangataka ny fanampian'ny mpitandro filaminana sy/na izay olona hafa rehetra fakan-kevitra ny Vaomiera.

Andininy faha-174.- Ny Tolo-pehin-kevitra dia atao mamaritra mazava ireo tranga nahatonga ny famotorana, izany dia na ny sampan-draharaha na ny orinasa miankina amin'ny Fanjakana izay tsy maintsy dinihin'ny Vaomiera ny fitantanana ao. Dinihina sy iadian-kevitra araka ny fepetra faritan'ity Fitsipika ity izany.

Ny Vaomiera toy izany dia atsangana araka ny fepetra mitovy amin'ireo Vaomiera maharitra.

Na izany aza, Solombavambahoaka iray farafahakeliny no misolo tena avy ny vondrona tsirairay.

Ny Vaomiera mpanao famotorana dia ahitana mpikambana toy ny ao amin'ny vondrona fa mihoatra iray.

Andininy faha-175.-Tsy azo raisina izay rehetra Tolo-pehin-kevitra ananganana ny Vaomiera mpanao famotorana izay manana tanjona mitovy amin'ny iraka notanterahina ihany araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-184 amin'ity Fitsipika ity na ny Vaomiera mpanao famotorana teo aloha, mialoha ny fahataperan'ny fe-potoana roa ambinifolo volana manomboka ny fiafaran'ny asan'ny andaniny na ny ankilany.

Ny Filohan'ny Antenimiera no manambara ny tsy fahafaha-mandray. Raha misy ny fisalasalana, ny Filoha no manapaka aorian'ny fanehoan-kevitra ny Biraon'ny Antenimiera.

Andininy faha-176.- Ampahafantarina ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana, Minisitry ny Fitsarana ny Tolo-pehin-kevitra ananganana Vaomiera mpanao famotorana.

Andininy faha-177.- Ny Tolo-pehin-kevitra ananganana ny Vaomiera mpanao famotorana dia averina any amin'ny Vaomiera maharitra mahefa. Izy io dia manamarina raha toa ka feno ny fepetra takina amin'ny fananganana ny Vaomiera mpanao famotorana ary manapa-kevitra araka izay mahamety azy.

Andininy faha-178.- Tsy mihoatra ny Solombavambahoaka dimy ambin'ny folo ny mpikambana ao amin'ny Vaomiera mpanao famotorana. Ampiharina amin'ny fanendrena ny mpikambana ao aminy ny andininy faha-43 amin'ity Fitsipika ity.

Tsy azo tendrena ho mpikambana ao amin'ny Vaomiera mpanao famotorana, ny Solombavambahoaka efa nahazo sazy famaizana na ara-pitsipi-pifehezana tamin'ny fandikana ny fitanana ny tsiambaratelo momba ny asa tsy ho an'ny rehetra ataon'ny Vaomiera natsangana nandritra ny fotoana maha-Solombavambahoaka azy ihany.

Andininy faha-179.- Ny Biraon'ny Vaomiera mpanao famotorana dia ahitana Filoha iray, Filoha Lefitra roa, Mpampakateny iray, Mpampakateny lefitra iray ary Mpitan-tsoratra roa. Ny fanendrena dia ezahina haneho tanteraka ny endrikendriky ny tontolo politika ao amin'ny Antenimiera ary hiantoka ny fisoloan-tenan'ireo rehetra mandrafitra azy.

Solombavambahoaka iray ao anatin'ny Vondrona mpanohitra no misahana avy hatrany ny asan'ny Filoha na ny Mpampakateny.

Ny mpikambana ao amin'ny Biraon'ny Vaomiera mpanao famotorana ary, raha ilaina, ny Mpampakateniny dia tendrena araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-49.

Andininy faha-180.- Ny Vaomiera mpanao famotorana dia tsy maharitra. Ny andraikiny dia mifarana amin'ny fametrahany ny tatitra ataony ary, farafahatarany, amin'ny fahataperan'ny fe-potoana enim-bolana manomboka ny vaninandro nandaniana ny fehin-kevitra izay nananganana azy ireo. Tsy azo atsangana indray izy ireo araka ny antony mitovy alohan'ny fahataperan'ny fe-potoana roa ambin'ny folo manomboka ny fiafaran'ny andraikitra sahanin'izy ireo.

Andininy faha-181.- Apetraka any amin'ny Filohan'ny Antenimiera ny tatitra nankatoavin'ny Vaomiera mpanao famotorana. Ny fametrahana izany tatitra izany dia amin'ny famoahana ampahibemaso. Raha tsy hoe misy fanapahan-kevitra mifanohitra amin'izay avy amin'ny Fivoriana fivoriana mikaton-trano araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-62, ny tatitra dia atao sora-printy ary zaraina. Mety hampisy adihevitra anaovana latsabato amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina izany.

Ny fangatahana fanaovana fivoriana mikaton-trano izay hanapa-kevitra, amin'ny alàlan'ny latsabato manokana, ny tsy hanome alàlana ny famoahana amin'ny ampahany na manontolo ny tatitra, dia tsy maintsy atolotra ao anatin'ny fe-potoana dimy andro katroka manomboka eo amin'ny famoahana ampahibemaso ilay fametrahana .

SOKAJY IV

NY AMIN'NY ANJARA ASA FAMPAHAFANTARANA ATAON'NY VAOMIERA MAHARITRA NA MANOKANA

Andininy faha-182.- Tsy tohinina ny fepetra mahakasika izany ao amin'ny lohateny II, fa ny Vaomiera maharitra kosa no miantoka ny fampahafantarana ny Antenimiera mba ahafahany manatanteraka ny fanaraha-maso ataony mikasika ny politikan'ny Governemanta.

Amin'izany, dia afaka manankina amin'ny mpikambana maromaro ao aminy izy, ny amin'ny iraka fampahalalam-baovao vonjimaika izay mikasika indrindra ny fepetra fampiharana ny lalàna. Mety hitambaran'ny Vaomiera maromaro izany iraka fampahalalam-baovao izany.

Ny iraka iray misy mpikambana roa dia ahitana Solombavambahoaka iray ao anatin'ny Vondrona mpanohitra. Ny iraka iray ahitana mpikambana mihoatra ny roa dia ezahina haneho taratra ny endrikendriky ny tontolo politika ao amin'ny Antenimiera.

Azo atsangana koa amin'ny alalan'ny Diniky ny Filoha araka ny tolo-kevitra ny Filohan'ny Antenimiera ny iraka fampahalalam-baovao. Atsangana araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-179 ny Biraon'izany iraka izany.

Ny asan'ny Filoha na Mpampakateny dia avy hatrany dia an'ny Solombavambahoaka iray ao amin'ny Vondrona mpanohitra, raha toa izany asa izany ka tsy notanterahin'ny olona iray ihany.

Ny Biraon'ny Vaomiera dia mahefa amin'ny famoahana ny asan'ny iraka fampahalalam-baovao notontosainy.

Ny tatitry ny iraka fampahalalam-baovao dia mety hampisy adihevitra tsy misy latsabato, amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina, na fivoriana fametrahana fanontaniana.

Andininy faha-183.- Alefan'ny Filohany any amin'ny Filohan'ny Antenimiera ny fangatahana natolotry ny Vaomiera maharitra na manokana.

Izany dia tsy maintsy mamaritra mazava tsara ny anton'ny iraka ho fanatanterahana izay angatahana fahefana manokana omena ny Vaomiera mpanao famotorana.

Andininy faha-184.- Ampahafantarin'ny Filohan'ny Antenimiera amin'io fotoana io ihany, ny Mpitahiry ny Fitombonkasem-panjakana, Minisitry ny Fitsarana izany fangatahana izany.

Raha toa ny Mpitahiry ny Fitombonkasem-panjakana ka mampahafantatra fa efa mandeha ny fanenjehana ara-pitsarana amin'ireo sehon-javatra nanaovana fangatahana dia ny Filohan'ny Antenimiera no mampahafantatra izany ny Filohan'ny Vaomiera nanao ny fangatahana.

Andininy faha-185.- Atao peta-drindrina sy ampahafantarina ny Governemanta ary ny Filohan'ny Vondrona sy ny Vaomiera ny fangatahana.

Heverina ho toy ny nekena izany raha toa ny Filohan'ny Antenimiera ka tsy nahazo fanoherana mihitsy avy amin'ny Governemanta, ny Filohan'ny Vaomiera na ny Filohan'ny vondrona, alohan'ny fivoriana faharoa manaraka izany peta-drindrina izany.

Raha natao araka ny fepetra voalazan'ny andalana teo aloha ny fanoherana, dia soratana avy hatrany amin'ny fiakaran'ilay voalohany, ny adihevitra mikasika ny fangatahana, araka ny filazana nataon'ny fivorian'ny mpanohitra. Mandritra izany adihevitra izany, ny Governemanta, ny mpanohitra sy ny filohan'ny Vaomiera izay

nanolotra ny fangatahana irery ihany no afaka mandray ny fitenenana, ary tsy mihoatra ny dimy minitra.

Andininy faha-186.- Raha toa ny Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana ka nampahafantatra taorian'ny fanekena ny fangatahana, fa ny famotorana eny anivon'ny Fitsarana dia misokatra ho an'ny tranga nanaovana izany, dia ny Filohan'ny Antenimiera no nampahafantatra izany ny Filohan'ny Vaomiera voakasika. Izy io dia mamarana avy hatrany ny andraikiny raha toa ka tsy mitondra afatsy ny mikasika ny schon-javatra mitarika tamin'ny fanokafana ny famotorana.

Andininy faha-187.- Ny fepetra voalazan'ny andininy faha-181 dia ampiharina amin'ny asan'ny Vaomiera raha toa izy ireo ka mampiasa ny fahefana manokana omena ny Vaomiera mpanao famotorana.

Andininy faha-188.- Amin'ny fahataperan'ny fe-potoana enim-bolana manaraka ny famoahana ny tatitra nataon'ny Vaomiera mpanao famotorana na ny mpiandraikitra ny fampahalalam-baovao, ny mpikambana ao amin'ny Vaomiera maharitra mahefa tendren'io ihany amin'izany no manolotra aminy, ny tatitra mikasika ny fampiharana ny fehin-teny ataon'io Vaomiera mpanao famotorana io na ny mpiandraikitra ny fampahalalam-baovao.

Ny tatitra mikasika ny fanatanterahana ny fehin-teny ataon'ny Vaomiera mpanao famotorana na ny mpiandraikitra ny fampahalalam-baovao, amin'ny fivoriana azon'ny besinimaro atrehina, dia mety hampisy adihevitra tsy arahina latsabato na fivoriana fametrahana fanontaniana.

SOKAJY V

NY AMIN'NY FITAKIANA OMBANA ANGON-TSONIA

Andininy faha-189.- Ny fitakiana ombàna angon-tsonia dia alefa amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena. Azon'ny Solombavambahoaka apetraka koa izy ireny ka anaovany filazalazana izay arahiny sonia.

Ny fitakiana ombàna angon-tsonia nentina na nampitaina tamin'ny famorian'olona an-dalam-be, dia tsy azon'ny Filoha raisina mivantana, na apetraka ao amin'ny Biraony.

Tsy maintsy manondro ny toerana ipetrahan'ny mpanao fitakiana ary asiany ny soniany ny fitakiana ombàna angon-tsonia rehetra.

Andininy faha-190.- Soratana anaty rejisitra ankapobeny misy laharam-pahatongavana ny fitakiana ombàna angon-tsonia. Ampahafantarina ny mpanao fangatahana rehetra ny laharan'ny fitakiana nataony.

Alefan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena any amin'ny Vaomiera mahefa ny fitakiana ombàna angon-tsonia mba hodinihana. Manendry Mpampakateny iray ny Vaomiera.

Aorian'ny fihainoana ny fehin-tenin'ilay Mpampakateny, ny Vaomiera dia manapa-kevitra, araka ilay tranga, na tsy hanisy tohiny ny fitakiana ombàna angon-tsonia, na handefa izany any aminà Vaomiera maharitra ny Antenimierampirenena iray hafa na any amin'ny Minisitry iray, na handefa izany hodinihin'ny Antenimiera. Ampahafantarina ny mpanao fitakiana ombàna angon-tsonia ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera mikasika ny fitakiana nataony.

Raha toa ka nalefa tany amin'ny Vaomiera maharitra ao amin'ny Antenimiera ny fitakiana ombàna angon-tsonia iray, izy io dia afaka manapa-kevitra na tsy hanisy tohiny ny fitakiana, na mandefa izany any aminà minisitra iray, na manolotra izany hodinihana any amin'ny Antenimiera. Ampahafantarina ny mpanao fitakiana ombàna angon-tsonia ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera mikasika ny fitakiana nataony.

Ampahafantarina ny mpanao fitakiana ombàna angon-tsonia ny valin-teny avy amin'ny Minisitra. Raha tsy mamaly ny fitakiana izay nalefan'ny Vaomiera taminy, ao anatin'ny fe-potoana telo volana ny minisitra, dia afaka manapa-kevitra ny amin'ny fanolorana ny fitakiana hodinihin'ny Antenimiera ilay Vaomiera.

Raha manapa-kevitra hanolotra ny fitakiana ombàna angon-tsonia hodinihin'ny Antenimiera ny Vaomiera, dia apetrany ao amin'ny Biraon'ny Antenimiera ny tatitra mandrafitra ny rijan-teny manontolo mikasika ny fitakiana ombàna angon-tsonia. Atao sora-printy ary zaraina izany tatitra izany. Ny Filoha no mandefa izany any amin'ny Vaomiera miandraikitra ny fitakiana ombàna angon-tsonia.

Andininy faha-191.- Misy taratasy kely mirakitra ny fanondroana ambangovangony ny fitakiana ombàna angon-tsonia sy ny fanapahan-kevitra mahakasika izany zaraina isambanim-potoana amin'ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera.

Ao anatin'ny valo andro manaraka ny fizarana ny taratasy kely mamoka ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera tsy manisy tohiny ny fitakiana ombàna angon-tsonia na ny fandefasana izany any aminà minisitra iray na any aminà Vaomiera hafa, dia afaka mangataka amin'ny Filohan'ny Antenimiera ny Solombavambahoaka rehetra ny mba hanolorana izany fitakiana ombàna angon-tsonia izany hodinihin'ny Antenimiera; alefa any amin'ny Diniky ny Filoha izay tompon'ny fanapahana ny fitakiana ombàna angon-tsonia nataony izany.

Rehefa dila izany fe-potoana izany, na raha toa tsy neken'ny Diniky ny Filoha ho mitombina ny fitakiana ombàna angon-tsonia, dia manjary raikitra ka avoaka ampahibemaso ny fanapahan-kevitra ny Vaomiera.

Raha toa ka neken'ny Diniky ny Filoha ho mitombina ny fangatahana dia apetraka, atao sora-printy ary zaraina ny tatitra mikasika ny fitakiana ombàna angon-tsonia navoaka tamin'ny taratasy kely. Izany tatitra izany dia mamerina manontolo ny rijan-teny momba ny fitakiana ombàna angon-tsonia.

Andininy faha-192.- Ny tatitra napetraka ho fampiharana ny andininy faha-190, andàlana 6 sy faha-191, andàlana 4 dia azo ampidirina ao amin'ny lahadiniky ny Antenimiera araka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-59.

Andininy faha-193.- Atao amin'ny alalan'ny fihainoana ny Mpampakatenin'ny Vaomiera ny fiadian-kevitra ny tatitry ny zava-misy amin'ny fampiharana ny andininy faha-190 andalana 6 sy 191 andalana 4.

Omena ilay Solombavambahoaka nametraka ny fitakiana ombàna angon-tsonia avy eo ny fitenenana raha toa ka misy izany, ho fampiharana ny andininy faha-189, andàlana voalohany; manaraka izany, dia omena ny Solombavambahoaka izay nangataka ny hanolorana izany hodinihin'ny Antenimiera.

Araka ny lisitry ny mpanadaha-teny voasoratra anarana ao amin'ny adihevitra, no ameran'ny Filoha ny faharetan'ny fandraisam-pitenenana ho an'ny tsirairay.

Manana anjara fitenenana ny Governemanta raha mangataka izany izy.

Aorian'ny fihainoana ny mpandaha-teny farany, dia miroso amin'ny tohin'ny lahadinika ny Filoha.

TOKO II

NY AMIN'NY FANKASITRAHANA NY ANDRAIKITRY NY GOVERNEMANTA

SOKAJY I

NY AMIN'NY ADIHEVITRA MIKASIKA NY FANDAHARANASA NA NY FANAMBARANA NY POLITIKAN'NY GOVERNEMANTA

Andininy faha-194.- Azon'ny Praiminisitra atao ny manamby ny andraiketry ny Governemanta amin'ny alàlan'ny fametrahana ny fangataham-pitokisana araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-100 ao amin'ny Lalàmpanorenana.

Aato ny fivoriana aorian'ny fihainoana ny Governemanta.

Ny antsasak'adiny manaraka, dia misoratra anarana ao amin'ny Birao Maharitra ny mpandahan-teny maniry ny handray fitenenana.

Ny Filoha no mamory ny Diniky ny Filoha izay mandamina ny adihevitra.

Amin'ny fitohizan'ny fivoriana sy rehefa vita ny fihainoana ny mpandahan-teny nisoratra anarana, afaka mamaly ny Governemanta, izy no miteny farany ary tapitra ny adihevitra.

Aorian'ny famaranana ny adihevitra, dia azo omena ny mpandahan-teny notendren'ny vondrona tsirairay ny anjara fitenenana ho fanazavana ny fandania mandritra ny dimy ambin'ny folo minitra, ary dimy minitra ho an'ny mpandahan-teny hafa. Ampiharina amin'ireto farany ny fepetra mikasika ny famaranana.

Atao valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana ny fangataham-pitokisana ny latsabato.

Ny Filoha no mampanao latsabato amin'ny fankatoavana ny fandaharanasa na ny fanambarana ataon'ny Governemanta. Atao araka ny andininy faha-96, 2^o ny latsabato.

Raha voaliky ny roa ampahatelon'ny mpikambana mandrafitra ny Antenimierampirenena izany dia mametraka ny fialany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

TOKO II

NY AMIN'NY FITSIPAHAM-PITOKISANA SY NY FANGATAHAM-PITOKISANA

Andininy faha-195.- Ny fametrahana ny fitsipaham-pitokisana araka ny fepetra voatsinjo amin'ny andininy faha-103 ao amin'ny Lalàmpanorenana dia hita fototra amin'ny alàlan'ny fametrahana ao amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny antontan-taratasy iray mitondra ny lohateny hoe «Fitsipaham-pitokisana» arahina ny lisitry ny sonian'ny antsasaky ny mpikambana mandrafitra ny Antenimierampirenena.

Tsy maintsy omban'antonantony ny fitsipaham-pitokisana.

Mandrapisian'ny fampahafantarana ny Governemanta ilay fitsipaham-pitokisana dia azo atao ny manaisotra ny sonia.

Ny Filoha no mampahafantatra ny Governemanta ilay fitsipaham-pitokisana, mampahalala izany ny Antenimiera, ary mampanao izany peta-drindrina sy mampahalala izany ny Antenimiera amin'ny fivoriana manara akaiky indrindra. Avoaka amin'ny fitanana an-tsoratra ny fivoriana ny lisitra raikitry ny sonia.

Andininy faha-196.- Ny Diniky ny Filoha no mandraikitra ny vaninandro anaovana ny adihevitra momba ny fitsipaham-pitokisana, mifandray amin'ny fahataperan'ny fe-potoana araka ny Lalàmpanorenana valo amby efapolo ora manaraka ny fametrahana izany.

Ny adihevitra dia alamina araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-166, andàlana 3 hatramin'ny 5. Raha maro ny fitsipaham-pitokisana, ny Diniky ny Filoha dia afaka manapaka hoe ireto dia hiadian-kevitra miaraka na dia efa nanaovana latsabato misaraka aza ny tsirairay.

Tsy misy fisintonana ny fitsipaham-pitokisana intsony aorian'ny fiadian-kevitra izany. Rehefa natao ny adihevitra, dia tsy maintsy tanterahina hatramin'ny latsabato izany.

Aorian'ny adihevitra ankapobeny, ny anjara fitenenana dia azo omena ny mpandaha-teny notendren'ny vondrona tsirairay mandritra ny dimy ambin'ny folo minitra ho fanazavana nylatsabato, ary dimy minitra ho an'ny mpandaha-teny hafa. dia Ampiharina amin'ireto farany ny fepetra mikasika ny famaranana.

Tsy azo anolorana fanitsiana amin'ny fitsipaham-pitokisana.

Ny Solombavambahoaka dia mandray anjara amin'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara eny amin'ny sehatra anoloana, izay atao araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-96, 2°.

Tsy azo atao ny latsabato raha tsy valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana ny fitsipaham-pitokisana.

Raha voailiky ny roa ampahatelon'ny mpikambana mandrafitra ny Antenimierampirenena izany, dia mametraka ny fialany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

Andininy faha-197.- Raha toa ampiharina ny fepetra mitambatra ao amin'ny andininy faha-98 sy faha-100 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ka ny Praiminisitra no manamby ny andraikitry ny Governemanta amin'ny fandania ny rijan-teny, dia miato avy hatrany mandritra ny efatra amby roapolo ora ny adihevitra, ary tsy atao ny fifidianana raha tsy valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana izany.

Ao anatin'izany fe-potoana izany, ny fitsipaham-pitokisana, mahafeno ny fepetra voalazan'ny andininy faha-195 no azo apetraka amin'ny Filohan'ny

Antenimiera. Ny fomba nandrafetana ny fitsipaham-pitokisana dia mikendry izay voalaza ao amin'ny andininy faha-103, andàlana 2 ao amin'ny Lalàmpanorenana. Atao peta-drindrina avy hatrany ny fitsipaham-pitokisana.

Raha misy izany, dia ny Filohan'ny Antenimiera no mandatsaka an-tsoratra ny fametrahana ny fitsipaham-pitokisana ao anatin'ny fe-potoana voalaza etsy ambony. Mampahafantatra izany ny Governemanta izy. Raha ny mifanohitra amin'izany kosa no mitranga, dia ny Filoha no mandatsaka an-tsoratra ny fandania ny rijan-teny voakasika amin'ny fahataperan'io fe-potoana io ihany. Mampahafantatra izany ny Governemanta izy.

Ny Filoha no mampahafantatra ny Antenimiera avy hatrany na amin'ny fisokafan'ny fivoriana akaiky indrindra.

Ny fampidirana anaty lahadinika, ny fiadian-kevitra sy ny latsabato amin'ny fitsipaham-pitokisana voalaza ao amin'ny andàlana 2 dia atao araka ny fepetra voalazan'ity toko ity .

Andininy faha-198.- Amin'ny fahataperan'ny fe-potoana voalaza ao amin'ny andininy teo aloha, dia mivory ny Antenimiera. Tsy misy fanitsiana azo apetraka intsony. Raha voailiky ny maro an'isa roa ampahatelon'ny mpikambana mandrafitra ny Antenimierampirenena ny fitsipaham-pitokisana dia mametraka ny fialany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

TOKO III
NY AMIN'NY FITSARANA AVO SY
NY FITSARANA AVO MOMBA NY LALAMPANORENANA

SOKAJY I
NY AMIN'NY FIFIDIANANA NY MPIKAMBANA AO AMIN'NY
FITSARANA AVO MOMBA NY LALAMPANORENANA

Andininy faha-199.- Ho fampiharana ny andininy 114 2°-n'ny Lalàmpanorenana dia mifidy mpikambana roa ho amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana amin'ny latsabato miafina ahitana anaran'olona maromaro ny Antenimierampirenena.

Voafidy izay mpilatsaka hofidina nahazo ny antsasamanilan'ny vato manankery, isaky ny fihodinana amin'ny latsabato, arakaraka ny isam-bato. Misy foana ny fihodinana amin'ny latsabato mandrapahavoazara ny toerana rehetra.

TOKO II
NY AMIN'NY FIFIDIANANA NY MPIKAMBANA
AO AMIN'NY FITSARANA AVO

Andininy faha-200.- Ho fampiharana ny fepetra voalazan'ny andininy faha-136, 4° ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia mifidy Solombavambahoaka roa tompon-toerana sy mpisolotoerana roa, solontenan'ny Antenimierampirenena eo anivon'ny Fitsarana Avo ny Antenimierampirenena, amin'ny fiantombohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna.

Atao aloha ny fifidianana ny tompon-toerana, avy eo ny mpisolo toerana amin'ny alàlan'ny latsabato miafina sy amin'ny anaran'olona maro.

Ny anaran'ny mpilatsaka hofidina mpisolo toerana dia ampiarahana amin'ny an'ny mpilatsaka hofidina tsirairay tompon-toerana.

Azo ampiharina amin'izany fifidianana izany ny fepetra voalazan'ny andininy faha-44 mikasika ny fametrahana ny filatsahan-kofidina, ny fizaràna ny taratasin-datsabato ary ny fananan-kerin'ny fifidianana.

Lany izay mpilatsaka hofidina nahazo, farafahakeliny, ny antsasa-manilan'ny vato manan-kery, araka ny filaharan'ny vato. Atao fihodinana maro araka izay ilàna azy ny latsabato mandra-pahafenon'ny toerana rehetra.

Atao araka ny fomba mitovy amin'izany, vantany vao manomboka ny fivoriana voalohany manaraka ny fahatsapana ny fahabangan-toerana, ny fanoloana ny mpitsara tompon-toerana na mpisolo toerana ka ny asany dia mifarana alohan'ny tokony hiafarany na inona na inona antony.

Raha vantany vao vita ny fifidianana, dia mampahafantatra izany ny Filoha Voalohany ao amin'ny Fitsarana Tampony ny Filohan'ny Antenimierampirenena, ary manome azy ny dika mitovin'ny fitanana an-tsoratry tamin'ny fifidianana.

TOKO III NY AMIN'NY FITONDRANA NY RAHARAH ANY AMIN'NY FITSARANA AVO

Andininy faha-201.- Ny Antenimierampirenena dia afaka miampanga ny Filohan'ny Repoblika manoloana ny Fitsarana Avo, ny amin'ny zava-natao faritan'ny fepetra ao amin'ny andininy faha-131 ao amin'ny Lalàmpanorenana. Amin'izany, dia takiana ny fahazoana ny maro an'isa roa ampahatelon'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena.

Ny Filohan'ny Antenimierandoholona sy ny Antenimierampirenena, ny Praiminisitra, ny mambra hafa ao amin'ny Governemanta ary ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, dia azo ampangaina ihany koa, amin'ny zava-natao faritan'ny fepetra ao amin'ny andininy faha-133 ao amin'ny Lalàmpanorenana sy araka ny fitarihan'ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Tampony, manoloana ny Fitsarana Avo, amin'ny alàlan'ny latsabato ataon'ny Antenimierampirenena irery ihany amin'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara sy ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao aminy.

Andininy faha-202 Ny Biraon'ny Antenimierampirenena no manambara avy hatrany ny tsy fahafahany mandray ny Tolo-pehin-kevitra mifanohitra amin'ny fepetra voalazan'ny andininy teo aloha.

Alefa any amin'ny Vaomiera iray voafidy manokana ho amin'izany ny Tolo-pehin-kevitra ambara fa voarain'ny Birao.

Ny Solombavambahoaka ao amin'ny Fitsarana Avo dia tsy azo tendrena ho mpikambana ao amin'ny Vaomiera tahaka an'io.

Andininy faha-203. Ny Antenimiera no manapaka mikasika ny tatitra ataon'ilay Vaomiera manokana natsangana ho amin'izany.

Tsy afaka mandray anjara amin'ny latsabato ireo mpikambana ao amin'ny Antenimiera nantsoina handray anjara amin'ny fanenjehana, ny famotorana na ny fitsarana.

Raha toa avy any amin'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena ilay Tolotra ka lany izany, dia alefa any amin'ny Filohan'ny Antenimierandoholona ho fampahafantarana.

Raha nitarika ny fandania tanteraka ny Fehin-kevitra anaovana ny fiampangana ny latsabato nataon'ny Antenimierampirenena, dia ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mampahafantatra ao anatin'ny fe-potoana faran'izay haingana ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Tampony ary milaza ny fandefasana izany any amin'ny Filohan'ny Antenimierandoholona.

LOHATENY V NY AMIN'NY FOTOAM-PIVORIANA SY FEPETRA HAFA

TOKO I NY AMIN'NY FANOKAFANA SY FAMARANANA NY FOTOAM-PIVORIANA

Andininy faha-204. Ny Filoha no manambara ny fisaokafan'ny fotoam-pivoriana ara-potoana voalohany ny talata voalohan'ny volana mey sy ny fivoriana ara-potoana faharoa natokana indrindra handania ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana ny talata fahatelo amin'ny volana oktobra.

Ny faharetan'ny fotoam-pivoriana isanisany dia ferana ho enimpolo andro.

Andininy faha-205 – Ny Filoha no manambara ny fisokafan'ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoana, avy amin'ny lahadinika voafaritry, tamin'ny alalan'ny didim-panjakana avoakan'ny Filohan'ny Repoblika noraisina tao amin'ny Fivorian'ny Minisitry, na avy amin'ny finiavan'ny Praiminisitry, na avy amin'ny fangatahan'ny antsasasamanilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena.

Tsy mihoatra ny roa ambin'ny folo andro ny fotoam-pivoriana. Na izany aza anefa, raha vantany vao tapitra ny lahadinika izay niantsoana ny Antenimierampirenena, dia faranana amin'ny alalan'ny didim-panjakana ny fivoriana.

Andininy faha-206. Ny Filoha no manambara ny fikatonan'ireo fotoam-pivoriana ara-potoana roa isan-taona eo amin'ny fiakaran'ny famaranana ny fivoriana farany voafaritry ny Diniky ny Filoha enimpolo andro aorian'ny fisokafan'ny fotoam-pivoriana isanisany.

Mijanona ny fiadian-kevitra rehetra rehefa vakina ny didim-panjakana fanakatonana ny fotoam-pivoriana iray. Faranan'ny Filoha eo no ho eo ny fivoriana.

TOKO II FEPETRA SAMIHAFANA

Andininy faha-207.- Takina amin'ny Solombavambahoaka tsirairay ny mampahafantatra sy manao tatitra isaky ny vita ny fotoam-pivoriana any amin'ny fari-piadidiana nahalany azy.

Afaka manatrika ny asan'ny antenimieran'ny vondrom-bahoakam-paritra itsinjaram-pahefana ny Solombavambahoaka ka mpanara-maso izy amin'izany.

Andininy faha-208.- Raha tsy misy ny fepetra manohitra izany, ny Antenimiera no mandraikitra ny isa sy ny firafitra ary ny fomba fanendrena ireo delegasiona natao hisolo tena azy raha toa ka tsy miantsooka izany ny Birao.

Andininy faha-209.- Raha toa ka antsoina hametraka solontena any amin'ny antokon-draharaha any ivelany ny Antenimiera, toy izao manaraka izao no iantohana izany fisoloan-tena izany:

- ny Antenimiera dia soloin'ny mpikambana iray na maromaro isaky ny vondrona tena araka ny Tolo-kevitra ny solontenan'ny vondrona, raha toa ny fisoloan-tena azy ka indray mandeha na imbetsaka amin'ny isan'ny Vondrona voasolo tena ao anatiny;
- raha ny mifanohitra amin'izany no mitranga, dia manendry ny solontenany ny Antenimiera, na amin'ny alàlan'ny Tolo-kevitra ny na ireo Vaomiera voakasika, na arakaraka ny fepetra voalazan'ny Toko IX amin'ny Lohateny I, na izay fomba hafa mety aminy.

Ho an'ny raharaha ofisialy mifandraika amin'ny andraikitra sahaniny ao amin'ny fari-piadidiana misy azy, ny Solombavambahoaka dia afaka mampiasa ny fitaovana, ireo sampan-draharaha mbamin'ny mpiasa eo amin'ny sehatry ny Fanjakana.

Andininy faha-210.- Ny habetsahana, ny fepetra ary ny fombafomba hanomezana ny tamby ho an'ny Solombavambahoaka ary koa ny fitsipika ampiharina amin'ny fanonerana ny saram-pitaterana azy ireo dia raiketina amin'ny didy amam-pitsipika.

Andininy faha-211.- Ny tambin'asa dia aloa isam-bolana miainga amin'ny isan-taona ho an'ny Solombavambahoaka rehetra izay mandray anjara ara-dalàna amin'ny asan'ny Antenimiera.

Afaka miala tsiny ny amin'ny tsy fahafahany mandray anjara amin'ny fivoriana iray voafaritry ny Solombavambahoaka. Anaovana fanambaràna omban'antony ny fialan-tsiny ka alefa any amin'ny Filoha.

Andininy faha-212.- Misitraka ireto tombontsoa manokana manaraka ireto Solombavambahoaka:

- karatry ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena nomen'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ahitana, ankoatra ny momba ny tena, ireto filazana manaraka ireto: « *Didiana ny Herim-panjakana rehetra hiantoka ny fahalalahan'ny fifamoivoizan'ny tompon'izao karatra izao amin'ny fanatanterahany ny asany ka hanampy sy hanotrana azy raha ilaina.* »;
- marika ho famantarana miloko tel;
- taratasy fahazoan-dàlana apetraka amin'ny fiara;
- mari-boninahitra;

- famantarana sy samboady entin'ny Solombavambahoaka rehefa mamita iraka, any amin'ny lanonam-panjakana ary amin'ny toe-javatra rehetra hampahafantarany ny maha-izy azy. Ny Antenimierampirenena no mamaritra ny toetoetran'izany famantarana izany.

Ny Filohan'ny Antenimierampirenena izay afaka mamindra fahefana amin'ny Filoha Lefitra iray no mitarika ny lanonana ofisialy fametrahana ny samboady.

Andininy faha-213.- Amin'ny alàlan'ny solontenany ao amin'ny Fisafoandrahara Ankapobe ny Fitsarana, ny Antenimierampirenena dia manara-maso ny fanajana ny fitsipika mifehy ny hasin'ny asa izay manokana ho an'ny Mpitsara, ary koa ny fihetsika tsy mendrika ataon'ny Mpiasan'ny Fitsarana.

Andininy faha-214.- Raràna ny Solombavambahoaka rehetra tsy hametraka na hamela hametraka ny anarany, arahina fanondroana ny asany, amin'ny antontan-taratasy rehetra na dokam-barotra mikasika orinasa iray.

Andininy faha-215 – Ny Antenimierampirenena dia mametraka fitsipiky ny etika sy deontôlôjia ho an'ny mpikambana ao aminy.

TOKO III

NY AMIN'NY FANOVANA NY FITSIPIKA

Andininy faha-216.- Tsy azo ovana izao Fitsipika izao raha tsy ny Tolo-kevitra ny ampahatelon'ny (1/3) Solombavambahoaka farafahakeliny, ka nolanian'ny 2/3-n'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena.

Azo atao ny manova izao fitsipika izao mandritra ny fivoriana voalohan'ny antenimierampirenena manao ny fivoriana manokana alohan'ny fametrahana ny Birao Maharitra sy ireo vondrona parlemantera ary koa ireo vaomiera maharitra.

Tsy manankery ny fanovana raha tsy efa nambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ho mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana. »

Andininy faha-217.- Foanana ary dia foana ny fepetra rehetra teo aloha sy mifanohitra amin'ity Fehin-kevitra ity.

Andininy faha-218.- Havoaka ao amin'ny *Gazetim-panjakanan'ny Repoblika* izao Fehin-kevitra izao.

Hotanterahina izany amin'ny maha-Fitsipika Anaty mifehy ny fombafomba fandaminana sy fiasan'ny Antenimierampirenena azy.

Antananarivo, faha-11 jolay 2024

FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

TOKELY Justin